

150

EN ESPAGNE

- Manifestations au Pays basque et à Madrid
- L'opposition hésite face au projet de réforme

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ; Canada, 5 \$; Danemark, 5 kr. ; Espagne, 20 pes. ; Grèce, 20 dr. ; Hongrie, 100 for. ; Italie, 200 l. ; Japon, 100 y. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. dr. Tarif des abonnements page 22

Les difficultés de l'U.R.S.S. en Extrême-Orient

Rebuffade et « statu quo » entre Moscou et Pékin

Si les dirigeants de Moscou espèrent des succès pour Mao Tse-toung dans la poursuite du conflit sino-soviétique, leur attente a été vite déçue. Non seulement la politique anti-soviétique n'a pas faibli à Pékin, mais le rejet, par les autorités chinoises, des messages de conciliation adressés par les P.C. d'U.R.S.S., de Hongrie, de Tchécoslovaquie, d'Allemagne de l'Est, de Bulgarie, de Pologne, de Roumanie, et autres partis « révolutionnaires » (y compris les partis français et italiens), est un camouflet qui n'a guère de précédent dans les annales de la diplomatie, même communiste.

Cette rebuffade était prévisible. Conformément à un protocole inamovible fondé sur une distinction rigoureuse entre parti et Etat, la Chine était prête à recevoir tout message de l'Union soviétique, à partir du moment où elle reconnaît cet Etat. Mais il n'était pas question pour elle d'admettre l'existence du motif « lien avec les partis de cette « famille communiste » à laquelle elle appartenait autrefois et qu'elle considérait comme soumise à la tutelle de Moscou. Aussi bien le message du président Tché, que le chef de l'Etat yougoslave — agissant en cette seule qualité — avait-ils le caractère d'adresser au comité permanent de l'Assemblée nationale, n'a-t-il pas été refusé, de même qu'un autre message de la Hongrie, adressé, parallèlement, à celui du parti, par le canal du conseil des ministres de Budapest.

Le Kremlin, qui s'y connaît aussi bien en protocole, aurait donc pu prévoir ce résultat. Aucun message n'a été adressé de parti à parti entre Moscou et Pékin depuis une dizaine d'années, et les communications qu'il avait adressées en janvier — et autrefois au gouvernement chinois seulement — pour la mort de Chou En-lai avaient été non seulement acceptées, mais publiées par la presse chinoise. Sans doute Mao n'avait-il de fonctions, à la fin de sa vie, qu'à la tête du parti. Mais l'acceptation d'un tel message par ses successeurs équivalait, pour les Chinois, à reconnaître que les relations entre les deux pays changeaient du seul fait de la mort de Mao. C'est là aller un peu vite en besogne.

Le refus est tout aussi humiliant, et politiquement moins justifié, pour les partis communistes d'ouest-européens. Sans doute, les communications n'existent pas entre le parti chinois, d'une part, et les partis français et italiens, de l'autre. Mais on a bien dû remarquer à Pékin le ton inhabituellement chaleureux, voire emphatique, avec lequel le parti de M. Marchais a salué le message du Grand Timonier. Etait-ce une manière d'affirmer l'indépendance des « eurocommunistes » à l'égard de Moscou, ou d'annoncer une reprise du dialogue entre les deux branches de la famille communiste ? Les Soviétiques, après avoir vu dans le « maoïsme » la source de tous les maux, ne peuvent évidemment renverser la vapeur. Mais l'intérêt leur commande de mesurer une brève et d'encourager les « sondages ». Les seules critiques de Mao publiées depuis une semaine à Moscou ont été empruntées à la presse étrangère.

En fait, toutes ces sollicitations ont peu de chances de conduire à des résultats dans un proche avenir. La division des successeurs de Mao, le besoin dans lequel chacun se trouve de redoubler d'ardeur dans la « bataille » et les promesses de continuité, s'opposent à tout changement dans l'immédiat. A long terme, certains axes seront probablement rectifiés, y compris dans les relations avec Moscou. Mais le problème de la succession devra être réglé d'abord.

L'agence Tass critique vivement le Japon

La diplomatie soviétique connaît actuellement des déboires en Extrême-Orient. D'une part, Pékin a rejeté le message de condoléances envoyé par le P.C. d'U.R.S.S. à l'occasion de la mort de Mao Tse-toung, ainsi que les télégrammes venus des pays de l'Est et ceux du P.C. français et italien. D'autre part, les relations se tendent entre Moscou et Tokyo. Les Soviétiques sont à l'évidence mécontents de voir les techniciens nippons — et sans doute américains — étudier de près les caractéristiques du Mig-25 qui a récemment atterri au Japon. De plus, tirant prétexte d'une récente croisière du ministre nippon des affaires étrangères au large des Kouriles du Nord, ils rappellent que cet archipel leur appartient et que leur souveraineté dans ce secteur ne saurait être remise en cause.

Du Mig-25 aux Kouriles du Nord

De notre correspondant

Moscou. — L'Union soviétique vient d'adresser un nouvel et très ferme avertissement au Japon, à propos de l'affaire du Mig-25, qui s'est posé le 9 septembre sur l'aéroport d'Hakodate, et dont le pilote est actuellement aux Etats-Unis. Cet avertissement est contenu dans une déclaration de l'agence Tass que publie la Pravda de mercredi 15 septembre.

L'agence accuse le gouvernement japonais d'avoir collaboré avec les services secrets américains pour kidnapper le pilote de l'armée rouge. Selon Tass, le lieutenant Belenko aurait effectué un atterrissage forcé après avoir perdu sa route et alors qu'il était à court de carburant. Au lieu de mettre Belenko en rapport avec des diplomates soviétiques en poste à Tokyo, affirme l'agence, « les autorités japonaises ont placé le pilote soviétique dans l'isolement le plus complet, ce qui donne toutes les raisons de croire qu'il a subi un traitement spécial ». D'autre part, écrit Tass, Belenko se trouvait dans un état anormal, sous l'effet de la drogue ou d'autres moyens, lorsqu'il a finalement rencontré des représentants soviétiques quatre jours après son atterrissage, juste avant de quitter le Japon pour les Etats-Unis.

quelques jours, une croisière au large des îles Kouriles du Nord, contrabandée par l'Union soviétique depuis la deuxième guerre mondiale. L'agence voit dans ce déplacement et dans les commentaires qu'il a suscités au Japon « l'intention d'attiser artificiellement un problème existant et de servir de prétexte à des prétentions non fondées et illégitimes au Japon ». « Des prétentions non fondées et illégitimes ne peuvent qu'engendrer l'hostilité entre l'Union soviétique et le Japon. Elles ne peuvent qu'envenimer l'esprit de bon voisinage qui se crée depuis vingt ans entre ces deux pays, c'est-à-dire depuis l'établissement de relations diplomatiques », ajoute Tass.

On avait pu constater, cet été, une amélioration des relations soviéto-japonaises. Tokyo avait fait savoir que les conditions mises par Pékin à une « normalisation » des rapports sino-japonais — étaient « acceptables ». Le 13 août, M. Brejnev avait reçu sur les bords de la mer Noire une délégation du patronat japonais. L'affaire du Mig-25 et l'émotion provoquée par la croisière de M. Miyazawa ont mis un terme à cette amélioration, et les relations entre Moscou et Tokyo demeurent enlisées par l'affaire des Kouriles du Nord.

JACQUES AMALRIC.

« Des prétentions non fondées et illégitimes »

En conclusion, l'agence Tass réclame la restitution du Mig-25 et affirme que « les actions des autorités nipponnes ne peuvent qu'être qualifiées d'hostiles envers l'Union soviétique, manquant aux normes élémentaires du droit international, à la pratique des rapports entre Etats, surtout entre Etats voisins. Le gouvernement japonais envenime de la sorte les rapports soviéto-nippons, présents et à venir ».

Le même jour, l'agence Tass s'en est pris violemment au ministre japonais des affaires étrangères, M. Miyazawa, qui a effectué, il y a

En Italie

PANIQUE AU FRIOLI APRÈS UNE VIOLENTE SECOURSSE TELLURIQUE

(Lire page 34.)

AVANT LES PREMIÈRES ÉLECTIONS DANS LA RÉPUBLIQUE

Le rouge et le blanc se disputent Malte

Des élections législatives auront lieu à Malte, le vendredi 17 et samedi 18 septembre, pour renouveler la Chambre des représentants élus en 1971. C'est le premier scrutin organisé depuis la proclamation de la République, en décembre 1974.

Deux formations, d'importance à peu près égale, se disputent les suffrages des électeurs : le parti travailliste (29 députés) de M. Dom Mintoff, qui, depuis son accession au pouvoir

il y a cinq ans, a engagé une politique active de non-alignement et de rapprochement avec les pays arabes, et le parti nationaliste (28 députés) de M. George Borg Olivier, qui insiste sur le caractère européen de l'archipel et penche pour le bloc occidental.

La politique étrangère et le développement économique ont dominé la campagne électorale, compte tenu de l'évacuation définitive de la base britannique prévue en mars 1978.

De notre envoyé spécial ROBERT SOLE

ont tendance à tout embellir, les nationalistes à tout dénigrer. Rien pourtant, dans cette république minuscule, ne devrait échapper à personne.

320 000 habitants ! De quoi faire rêver bien des sondages d'opinion. Ne suffirait-il pas d'un échantillon représentatif de mille personnes pour connaître, à une virgule près, le résultat des 17 et 18 septembre prochains ? Malgré l'influence britannique, cette habitude anglo-saxonne n'est pas entrée dans les mœurs. On s'en tient aux méthodes éprouvées : chaque candidat fait du porte-à-porte, multiplie les promesses et calcule ses chances en fonction de l'acmé du reçu.

Il en résulte des prévisions diamétralement opposées. Tout le monde souligne la caractère décisif de la bataille — toute familiale — où des Bonnichis se battent contre des Miccaïles, des Spitzers affrontent des Buttigieg, sans que l'on sache très bien qui est le fils, le neveu ou le cousin de qui.

L'enjeu est clair. Si les nationalistes gagnent les élections, Malte changera de cap et « neutre » ou pas, penchera à nouveau vers le bloc occidental. Si, en revanche, les travaillistes

se maintiennent au pouvoir, ils continueront — et sans doute accentueront — la politique qu'ils mènent depuis leur précédente victoire en 1971.

« Le parti nationaliste est un orchestre sans chef, remarque un résident britannique, tandis que le parti travailliste évoque un orchestre sans musicien. »

(Lire la suite page 3.)

AU GRAND PALAIS

L'Amérique vue par l'Europe

C'est une exposition intelligente, et fort bien documentée, qui va s'ouvrir le 18 à Paris, après avoir été présentée à Washington et à Cleveland. On y a réuni un gros dossier d'estampes, de tableaux, de livres et d'objets, pour illustrer ce que pendant trois siècles Français, Anglais et Allemands ont retenu dans leur représentation du Nouveau Monde, et montrer comment, depuis cette extraordinaire découverte, la culture européenne a assimilé l'apport des voyageurs, des ethnographes, des trafiquants. Découverte d'une étrange nature, propre à enrichir l'herbier et le bestiaire du Vieux Monde ; découverte de créatures étranges vivant nues — et cannibales de surcroît — qui n'ont pas tardé à servir de « motif » à des sketches et à des mosaïques. Découverte de l'existence d'un monde neuf, étranger à l'antiquité et au christianisme, suscitant une formidable fièvre d'imaginaire, chaque époque apportant de quoi enrichir ces images contradictoires et passionnées, tour à tour rudes et infiniment précieuses de l'Amérique, qui renforcent le mythe, fascinent et inquiètent à la fois.

(Lire page 13 l'article d'André FERMIGIER.)

se maintiennent au pouvoir, ils continueront — et sans doute accentueront — la politique qu'ils mènent depuis leur précédente victoire en 1971.

« Le parti nationaliste est un orchestre sans chef, remarque un résident britannique, tandis que le parti travailliste évoque un orchestre sans musicien. »

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

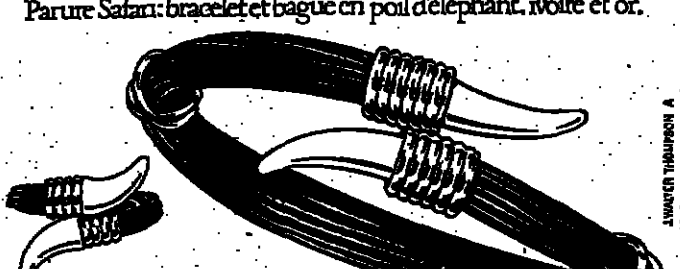
TRAVERSÉE DU DÉSERT

La traversée du désert de M. Chirac aura été une des plus courtes de l'histoire. On peut à ce sujet émettre deux hypothèses.

Où bien M. Chirac même comme un sprinter ce que l'on considère en général comme une course de fond, et M. Chaban-Delemas, en sport averti, pourra lui dire qu'on risque alors de manquer de souffle. Ou bien le territoire politique qu'arpentait jadis à enjambées de géant le champion toutes catégories s'est rétréci au point qu'il n'y a plus que de tout petits déserts.

ROBERT ESCARPIT.

Le duo sauvage.
Parure Safari: bracelet et bague en poil d'éléphant, noire et or.



FRED JOAILLIER
6, rue Royale, Paris 8^e. Tél. 260.30.65. Boutique FRED, 84, Champs-Élysées. Hôtel Byblos, Saint-Tropez. Hôtel Loews, Monte-Carlo. Aéroport d'Orly.

AFRIQUE

Les pourparlers sur l'avenir de l'Afrique australe

• **PRETORIA** : M. Vorster n'aurait pas convaincu M. Smith de faire des concessions

De notre correspondante

Johannesburg. — Après quatre heures et demie de discussions, le mardi 14 septembre, les premiers ministres sud-africain et rhodésien, M. Vorster et Ian Smith, se sont réunis à nouveau et l'autre à tout commentaire.

A la question « Êtes-vous parvenus à un accord ? », M. Ian Smith a répondu en renvoyant la presse au communiqué commun. « Lisez-le, a-t-il dit, si vous donnez la réponse. » Ce texte dit : « Les premiers ministres sud-africain et rhodésien et leurs collègues ont discuté ce mardi de la situation en Afrique australe. A la suite de ses récents entretiens avec M. Vorster, le secrétaire d'Etat américain, M. Vorster a pu exposer à M. Smith les différents points de vue concernant les problèmes de la région. De complexes et francs échanges de vues ont eu lieu. »

Beaucoup d'interrogations, d'une part, sur le fait que, contrairement à leur habitude, les deux chefs de gouvernement n'ont pas déjeuné ensemble mardi ; d'autre part, sur l'absence du ministre rhodésien des affaires étrangères, M. P. K. Van Der Byl, considéré comme représentant l'attitude dure du gouvernement de Salisbury.

M. Ian Smith était accompagné du vice-premier ministre et ministre des finances, M. David Smith, et du ministre des transports et de l'énergie, M. Rogers Hawkins. De son côté, M. Vorster était entouré du ministre des affaires étrangères, M. Edgar Mulder, et du ministre de la défense, M. P. W. Botha.

Si l'on se réfère au communiqué commun, il est probable que les deux délégations ne sont pas parvenues à un accord, et que les deux premiers ministres sont restés sur leurs positions, qu'ils avaient d'ailleurs nettement soulignées à la veille de leur rencontre.

M. Vorster avait déclaré, lundi 13 septembre, devant le congrès du Parti national du Transvaal : « L'Afrique du Sud n'a pas d'ordres à donner à la Rhodésie, et je ne suis pas prêt à discuter à son de mes voisins, quel qu'il soit, sa politique. Je donnerai un avis (à M. Smith) et exposerai la situation. » Pour M. Vorster, la situation est claire : ou bien M. Ian Smith accepte la règle de la majorité assortie de garanties pour les minorités, ou bien il s'expose à une guerre menée par les mouvements de libération en Rhodésie.

Dans le premier cas, le plan de M. Kissinger prévoit un fonds international d'indemnisation pour compenser les préjudices que valent les colons blancs après l'accession au pouvoir de la majorité noire. Ce fonds serait destiné aussi bien à ceux qui resteraient qu'à ceux qui choisiraient de partir.

L'« APARTHEID »
DEVRAIT ÊTRE REBAPTISÉ
« DÉMOCRATIE
PLURALISTE »
suggère le ministre
sud-africain
de l'information

Pretoria (Times, A.P.P.). — Le ministre sud-africain de l'information, M. Connie Mulder, a suggéré, mardi 14 septembre, de rebaptiser la politique ségrégationniste de son gouvernement. Selon lui, le terme de « démocratie pluraliste » devrait remplacer celui d'« apartheid » et de « développement séparé ».

Prendant la parole à Pretoria devant le congrès de la branche du Transvaal du parti nationaliste dont il est le leader, — M. Mulder a justifié ce changement de terminologie en invoquant les « connotations négatives » des mots « apartheid » et « développement séparé ». Le premier de ces termes est, d'après M. Mulder, transformé à l'étranger et interprété comme « apart-hate » (haine séparée). Quant au second, il met trop l'accent sur la « séparation ». En revanche, estime M. Mulder, l'expression « démocratie pluraliste » présente l'avantage de « nous encourager à concevoir négativement de couleur ou de séparation ». « C'est une expression que nous pouvons utiliser sur le plan international », a-t-il ajouté.

Toutefois, M. Mulder a souligné que cette nouvelle terminologie n'impliquait pas une modification de la politique raciale de Pretoria. Le gouvernement, a-t-il dit, croit aux « identités séparées », et n'autoriserait pas l'entrée au Parlement blanc de représentants des autres races.

Dans le deuxième cas, le refus de M. Smith favoriserait, selon M. Vorster, l'accession communiste au pouvoir, ce qu'il veut éviter à tout prix. Le premier ministre sud-africain a cependant souligné qu'il n'accepterait pas d'exercer un chantage au blocus économique sur son homologue rhodésien.

M. Smith a répété encore, lundi soir, qu'il n'était pas question de « se suicider » en acceptant de donner le pouvoir aux Africains. Dès la fin de son entretien avec le premier ministre sud-africain, M. Ian Smith a pris l'avion pour Salisbury. Mercredi matin, il devait se rendre à Umtali, à la frontière mozambicaine, pour y présider le congrès de son parti, le Front rhodésien.

M. John Vorster, quant à lui, va préparer ses entretiens avec M. Kissinger, attendu à Pretoria le vendredi 17 septembre. Cependant, la situation intérieure reste tendue. La grève organisée par le conseil représentatif des étudiants de Soweto, depuis lundi 13 jusqu'à ce mercredi 15 septembre, a été largement suivie. Lundi, on comptait plus de 70 % d'absentéistes parmi les employés et ouvriers vivant dans l'immense cité africaine qui compte plus d'un million d'habitants. Leur nombre était plus faible, mardi, environ 65 %, et stationnaire mercredi en début de matinée. Des centaines d'arrestations ont eu lieu. Lundi, la police avait mené des perquisitions à Alexandra, autre « township » d'environ 60 000 habitants.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

• **DAR-ES-SALAAM** : la Tanzanie s'inquiète des arrière-pensées de M. Kissinger

De notre envoyé spécial

Dar-Es-Salaam. — La deuxième tournée africaine de M. Kissinger a commencé sur une légère fausse note. A son arrivée, mardi soir, à Dar-Es-Salaam, où il s'entretenait longuement ce mercredi 15 septembre avec le président Nyerere, le secrétaire d'Etat américain a été accueilli par un groupe de trois cents à quatre cents étudiants tanzaniens munis de banderoles où l'on pouvait lire : « A bas Kissinger », « A bas la C.I.A. », « Pas de dialogue par l'intermédiaire de Kissinger », ou encore « La lutte continue ». Quelques heures auparavant, le gouvernement tanzanien avait fait distribuer à la presse une note exprimant ses doutes sur les objectifs de la « nouvelle » entreprise en Afrique australe par le chef de la diplomatie américaine.

Dans une brève déclaration à la presse, M. Kissinger s'est contenté de rappeler froidement qu'il était venu « à la requête de dirigeants africains ». « Nous ferons ce que nous pourrions faire, nous ne prendrons aucune initiative à laquelle nous ne serons pas invités, et d'éventuels progrès dépendront de la volonté des participants », a-t-il ajouté.

La froideur affichée par le secrétaire d'Etat américain était-elle une réponse calculée à un accueil qui avait été tout aussi froid ? Il reste que la note tanzanienne, diffusée alors que M. Kissinger s'était déjà envolé de Zurich pour Dar-Es-Salaam, ne constitue pas seulement la précaution d'usage d'un gouvernement qui s'exprime au nom d'autres partenaires, dont deux — le Mozambique et l'Angola —

sont plutôt hostiles à l'initiative de M. Kissinger. Elle traduit aussi une réelle inquiétude devant l'escalade de la violence en Afrique australe.

Des aspects « positifs »

Dans son communiqué, le gouvernement de M. Nyerere reconnaît les aspects « positifs » de la politique américaine, notamment la condamnation publique par les Etats-Unis de l'« apartheid » et leur position en faveur de l'accession de la majorité au pouvoir en Rhodésie. Mais il s'inquiète des raisons de l'offensive diplomatique américaine. « Le docteur Kissinger a-t-il les solutions de l'Amérique à la règle de la majorité à la lutte contre le communisme », peut-on lire dans un texte qui finit par conclure les Etats-Unis de ne pas faire de mauvais choix, en cas d'échec de la négociation, par exemple en appuyant les régimes minoritaires européens d'Afrique australe, sous prétexte qu'ils résistent, eux aussi, au communisme.

Autrement dit, le président Nyerere a tenu à faire savoir au secrétaire d'Etat américain que, en cas d'échec des pourparlers, il n'hésiterait pas, même à contrevenir à la règle de la majorité nationale. Tenu par l'un des « sages » de l'Afrique noire, ce langage a-t-il été plus de portée que M. Nyerere admet, dans le même message, que les négociations précédentes — celles concernant la Rhodésie en 1974-1975 — ont échoué non seulement par la faute de M. Smith, mais aussi à cause de la « désunion » des nationalistes africains.

M. Kissinger doit, en principe, s'enlever jeudi, tôt dans la matinée, pour aller rencontrer le président Kaunda à Lusaka, avant de gagner Pretoria dès le lendemain. On ignore encore quels dirigeants de mouvements de libération de l'Afrique australe seront, le cas échéant, ses interlocuteurs au cours de sa tournée. Le seul d'entre eux présent en ce moment à Dar-Es-Salaam serait le pasteur Sithole, leader de la ZANU (Rhodésie). M. Joshua Nkomo, chef de la faction modérée de l'African National Council de Rhodésie, se trouverait, lui, en Zambie.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Namibie

LE CHEF DE LA DÉLÉGATION
BLANCHE A LA CONFÉRENCE
CONSTITUTIONNELLE EST FAVO-
RABLE A DES ÉLECTIONS.

Windhoek (A.P.P., A.P.P., Reuters). — M. Dirk Mudge, chef de la délégation blanche à la conférence constitutionnelle de Windhoek, en Namibie (Sud-Ouest africain) chargée de définir le futur statut politique du territoire, a suggéré, mardi 14 septembre, que des élections se tiennent dès que possible, avec la participation de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), afin de déterminer la représentation réelle de la population namibienne. Il a également déclaré que l'on ne pouvait plus ignorer la SWAPO et que l'éventualité de négociations avec ce mouvement n'était plus une option écartée. « Il est quelquefois nécessaire de parler aux adversaires politiques », a-t-il dit, « ne serait-ce que pour parvenir à des accords qui nous opposent ». M. Mudge a cependant exclu l'idée d'inviter la SWAPO aux pourparlers de Windhoek.

Dans une récente interview à l'A.P.P., M. Mudge s'était prononcé pour des élections organisées sur une base ethnique, et non nationale comme l'exigeait la SWAPO et l'ONU. Le problème, a-t-il rappelé mardi, est que la population se compose de onze groupes ethniques, et que les Blancs n'en forment qu'un. La SWAPO prône la solidarité noire, laquelle est de nature à aboutir à l'affrontement.

La déclaration de M. Mudge reflète un changement sensible dans la position des participants à la conférence de Windhoek. Tout récemment encore, le comité restreint de la conférence avait rejeté une motion visant à réorganiser des élections dans le territoire avant la formation d'un gouvernement intérimaire (Le Monde du 2 septembre).

Madagascar

• **LE GOUVERNEMENT MAL-**
GACHE A DÉCIDÉ DE DISSOUDRE
LE GROUPEMENT D'EXTRÊME GAU-
CHE M.M.M.-M.F.T. (Les pe-
tits au pouvoir), a annoncé
lundi 13 septembre la radio
nationale malgache. — (A.F.P.)

AMÉRIQUES

Canada

M. Trudeau a procédé
à un important remaniement ministériel

Ottawa (A.F.P.). — Le premier ministre canadien, M. Pierre Elliott Trudeau, a annoncé, mardi 14 septembre, la démission de trois ministres et a procédé à un important remaniement ministériel affectant une vingtaine de portefeuilles.

M. Trudeau a confirmé la démission, annoncée précédemment, de M. Mitchell Sharp (Le Monde du 14 septembre) du poste de président du conseil privé de la reine. Les deux autres ministres démissionnaires sont M. Bryce Mackasey, ministre des postes et télégraphes, et Charles Drury, ministre des travaux publics et de la recherche scientifique.

La nouvelle équipe comprend, au total, comme la précédente, trente ministres. Les modifications les plus importantes affectent le ministère des affaires étrangères, dont le nouveau titulaire est M. Donald Jamieson, précédemment ministre de l'Industrie et du Commerce. Il succède à ce poste à M. Allan MacEachen, nommé président du conseil privé de la reine et représentant du gouvernement à la Chambre, fonctions qu'il a déjà exercées de 1972 à 1974.

On remarque l'entrée au cabinet de sept nouveaux ministres, douze changements de portefeuilles entre

des ministres et la création de deux départements ministériels. Les dix provinces sont représentées dans ce gouvernement à peu près de la même manière que dans l'équipe précédente. D'autre part, le nombre de femmes ministres est porté à trois (il n'y en avait qu'une dans le précédent cabinet).

Pour la première fois, un Canadien d'origine indienne, M. Len Marchand, accède à des responsabilités ministérielles.

Au cours d'une brève conférence de presse, M. Pierre Elliott Trudeau, en soulignant l'importance de ce remaniement, a affirmé qu'il visait surtout dans son esprit à améliorer le travail du gouvernement avec une cohésion accrue dans une « période particulièrement difficile ».

Il a indiqué qu'il avait tenu spécialement à avoir à ses côtés, comme « lieutenant » et « principal conseiller », M. Allan MacEachen, qui a été, a-t-il dit, un « remarquable ministre des affaires étrangères » et qui sera un « exceptionnel leader du gouvernement à la Chambre ».

M. Trudeau s'est d'autre part défendu d'avoir procédé à ce remaniement en raison des sondages d'opinion très défavorables au gouvernement.

Le nouveau cabinet

La composition du cabinet canadien remanié le 14 septembre est la suivante :

Premier ministre : M. Pierre Elliott Trudeau.
Leader du gouvernement au Sénat : M. Raymond Perreault.
Président du conseil privé de la reine : M. Allan MacEachen ** (affaires étrangères).
Président du conseil du trésor : M. Robert Andrus ** (main-d'œuvre immigration).

MINISTRES
Affaires extérieures : M. Don Jamieson ** (industrie et commerce).
Transports : M. Otto Lang ** (justice).

LE « NUMÉRO DEUX »
DU GOUVERNEMENT

M. MacEachen, nommé président du conseil privé de la reine, devient le « numéro deux » de l'équipe libérale au pouvoir à Ottawa depuis 1968. D'origine écossaise, député depuis vingt-trois ans de l'île du Cap-Breton (Nouvelle-Écosse), M. MacEachen, cinquante-cinq ans, est professeur d'économie politique. Ministre des affaires extérieures depuis le remaniement d'août 1974, il a été, en sa qualité de coprésident de la Conférence sur la coopération économique internationale (dialogue Nord-Sud), le principal artisan du dernier « compromis » qui a permis de débloquer la conférence. On estime à Ottawa qu'il contribuera à suivre de près l'activité de son successeur aux affaires extérieures, M. Donald Jamieson.

• **Le chef de l'opposition officielle à la Chambre des communes du Canada, M. Joe Clark, a commencé, mardi 14 septembre à Paris, une visite de quatre jours en France.**

Finances : M. John Macdonald ** (énergie et mines).
Affaires indiennes : M. Warren Allmand ** (secrétaire général).
Énergie, mines et ressources naturelles : M. Allan Gillespie ** (industrie et commerce).
Travail : M. John Munroe.
Communications : Mme Jeanne Sauvé ** (environnement).
Environnement et pêcheries : M. Romeo LeBlanc.
Science et technologie : M. Hugh Faulkner ** (secrétaire d'État).
Développement régional : M. Marcel Lessard.
Main-d'œuvre et immigration : M. Bud Cullen.
Défense : M. James Richardson.
Justice : M. Ron Basford ** (revenu).
Consommation et corporations : M. Tony Abbott.
Revenu national : M. Mike Monrague.
Approvisionnement et services : M. Jean-Pierre Côté.
Industrie et commerce : M. Jean Chrétien ** (président du conseil du Trésor).
Agriculture : M. Eugene Whelan.
Postes : M. Jean-Jacques Blais.
Anciens combattants : M. Daniel Macdonald.
Santé et bien-être : M. Marc Lalonde.
Affaires urbaines : M. Burnet Danson.
Travaux publics : M. Jedd Buchanan ** (affaires indiennes).
Ministre d'État responsable des sports : Mme Iona Campagnolo.
Petites entreprises : M. Leonard Marchand.
Secrétaire d'État : M. John Roberts.
Secrétaire général du Canada : M. Francis Fox.

(*) N'appartenait pas au cabinet précédent.
(**) Membre du cabinet ayant changé d'attributions ; nous indiquons entre parenthèses les anciennes fonctions.

SC. PO.

Plusieurs cycles de préparation. Entrée en année préparatoire. Admission en 2^e année. Profs de Fac. et Enseignants I.E.P. Résultats performants. Groupes de 15 étudiants maximum. Nombre limité de places. Préparation par correspondance. Possibilité d'inscription conditionnelle.

I.P.E.C. 46 Bd St-Michel 633.51.23 / 033.45.87

PISTAL
LE 1^{ER} INSECTICIDE
100% NON TOXIQUE!
CERTAINS LE DISENT. PISTAL LE PROUVE!

Fin les blattes, moustiques, araignées et autres indésirables. PISTAL les extermine radicalement. Eux et leurs larves. Un insecticide à usage vraiment domestique qu'on utilise sans crainte dans la cuisine, la salle de bains ou la chambre de bébé. L'insecticide sans D.D.T. ni D.D.V.F., aux essences naturelles pour la santé de la maison (et de ses occupants !). PISTAL est vendu en aérosol ou en bidon. Demandez PISTAL à votre droguiste ou à votre détaillant habituel, ou écrivez à : Laboratoires ALJO SPRAY 5, rue Nicolas-Chauquet - 75017 PARIS

*Rapport de la Société de Recherches Biologiques en date du 10/7/76 après 3 mois d'essais sur divers animaux à sang chaud.

Pistal

POUR LA RENTREE
DES PRIX
QUE VOUS
NE REVERREZ PLUS
MONDIAL MOQUETTE

SUPER VELOURS
disponibles en six
magnifiques coloris

29 F le M²
Gde LARGEUR

MOQUETTE
BOUCLEE

15 F le M²
GRANDE LARGEUR

MOQUETTE
DECOREE

ICI EN OFFRE
une qualité exceptionnelle
à un PRIX TRÈS BAS

39 F le M²
IMBATTABLE à Qualité égale
DISPONIBLE EN 5
COLORIS MODERNES

APPORTEZ
VOS
DIMENSIONS

FINS de SERIE
Gde LARGEUR

19 F le M²
STOCK
LIMITÉ

Lun. Mar. Mer. Jeu. Ven. 9 h 21 h. Sam. Dim. Fêtes 9 h 20 h.

PARIS 13^e : 40, quai d'Austerlitz
Face à la gare d'Austerlitz
Tél. : 594.72.95

PARIS 15^e : 144, pl. de
La Vierge. M^{rs} Colonel-Fabien
et J.-Jaurès. Tél. : 203.00.79

BOULOGNE : 82 bis, rue
Gallieni. Tél. : 605.45.12

FOSSÉS-SURVILLIERS : Zone
Industrielle de Fossés. Prés
gare S.N.C.F. Tél. : 471.03.44

SARCELLES : 29, av. Division-
Leclerc. R.N. 16
Tél. : 990.00.77

PARIS 14^e : 90, bd Jourdan
50 m pl. d'Orléans. 539.38.62
Fermé le dimanche

BAGNOLET : 191-193, av.
Favart. 5 m pl. des Lilas
Tél. : 656.15.45

COIGNIERES (N. 10), près
Trappes : route du Pont-
d'Austin. Tél. : 461.70.12

MAISONS ALFORT : 129, rue
Jean-Jaures. R.N. 5
Tél. : 365.44.70

SAINT-DENIS : 73, rue de la
République. Tél. : 820.32.93
Fermé le dimanche à 13 h

PARIS 18^e 114 rue DAMREMONT
Tél. : 606.05.73

J.P. M. 1.50

150

AMÉRIQUES

Trinité-et-Tobago

Le parti pro-occidental de M. Williams garde la majorité aux élections législatives

Port-of-Spain (A.F.P., A.P., Reuter). — Les élections pour la Chambre basse, qui ont eu lieu le 13 septembre à Trinité-et-Tobago, ont été remportées par le Mouvement national populaire (P.N.M.). La formation de M. Eric Williams, premier ministre depuis vingt ans, a obtenu vingt-quatre sièges. Le Front uni du travail, qui se situe très à gauche, aura dix

représentants, et le Congrès d'action démocratique, d'inspiration social-démocrate, en aura deux. Les nouveaux élus se réuniront prochainement avec les sénateurs pour désigner le premier président de la République de Trinité-et-Tobago. Le 1^{er} août dernier, en effet, cet Etat a rompu les liens d'allégeance formelle qui l'attachaient encore à la couronne britannique.

Le renouvellement de la Chambre des représentants de Trinité-et-Tobago était, en Amérique, un événement attendu pour trois raisons au moins. Tout d'abord, les régimes représentatifs sont sur le déclin dans le monde. Ensuite, le sud du continent pour lequel l'on s'intéresse au destin de l'un des plus stables d'entre eux. Depuis l'accession de Trinité-et-Tobago à l'indépendance, en 1962, des élections législatives s'y sont déroulées régulièrement. À l'exception des dernières, celles de 1971, perturbées à la suite des graves troubles révolutionnaires de l'année précédente.

D'autre part, cette consultation paraissait ne pas devoir être, comme la précédente, boycottée par l'opposition. Premier ministre depuis 1966, c'est-à-dire depuis l'époque où, en favorisant la naissance d'une Fédération des Indes occidentales, l'Angleterre préparait l'indépendance de Trinité-et-Tobago, M. Eric Williams était l'objet de nombreuses attaques. Lui était reproché, pour l'essentiel, de ne pas consacrer une part suffisante des richesses des deux îles à l'amélioration du sort de la population. Le mécontentement paraissait particulièrement vif parmi les jeunes, et l'abaissement à dix-huit ans de la majorité électorale semblait un pari risqué.

Enfin, bien que Trinité-et-Tobago compte, avec sa population de 1 million d'habitants, parmi les « petits Etats » américains, elle n'est pas indifférente dans la région. L'île de Trinité, la plus grande de l'archipel, est un très gros producteur de pétrole. Elle l'est devenue, dans le Commonwealth, dont l'archipel est membre, que par le Canada. M. Williams avait d'ailleurs sollicité, en 1972, son adhésion à l'O.P.E.P. En outre, Trinité-et-Tobago, pour se grouper dans le National joint action committee, ne déclarait-ils pas que « l'homme le plus noir des Caraïbes, c'est Fidel Castro ? » Pourtant, M. Williams ne se présentait pas sans aboutir pour

solliciter de ses concitoyens le cinquième renouvellement de son mandat. Le plus important était sans doute le remarquable développement économique que connaissent les deux petites îles. Trinité, située à l'embouchure de l'Orénoque, a reçu en partage une partie des fabuleuses réserves pétrolières que recèle « l'Orénoque Belt » vénézuélien. Elles ont été, ces dernières années, exploitées assez intensément par la Standard Oil et la Texaco.

Les revenus du pétrole ont — selon l'expression en usage à Caracas — été largement « semés ». Une industrie, fondée sur le dérivé du pétrole, est née et se prospère. En outre, le montage des automobiles, la fabrication d'appareils ménagers se sont, dans beaucoup de domaines, développés. Si l'on ajoute à ces richesses les ressources agricoles — en particulier le sucre, bien que les années méditerranéennes — et les bénéfices tirés du tourisme (l'île de Tobago recèle des plages merveilleuses), on voit que les dirigeants trinitiens ne manquent pas de répondant.

Cette prospérité de Trinité-et-Tobago est même en passe de faire de l'archipel le meilleur fonds de son ancien rival dans la Fédération des Indes occidentales : la Jamaïque. En proie à des difficultés économiques énormes, celle-ci, en juin dernier, a sollicité un important prêt de ses principaux partenaires du Marché commun des Caraïbes : Trinité-et-Tobago, la Guyane et la Barbade. Port-of-Spain a fourni la quasi totalité des 87 millions de dollars qui ont été accordés.

Ce n'est pas sans contrepartie. Les dirigeants de Trinité-et-Tobago ont obtenu l'assurance que leurs produits chimiques leurs automobiles et leurs ustensiles ménagers bénéficieraient d'un traitement privilégié à la Jamaïque, marché de deux millions d'habitants. De telles perspectives valaient bien que M. Williams passât par-dessus la présentation que lui inspirait la ligne, nettement progressiste, des actuels dirigeants de Kingston.

JEAN-PIERRE CLERC.

Etats-Unis

LE CONGRÈS A VOTÉ LE BUDGET DU PENTAGONE

Washington (A.F.P.). — Le président Ford s'apprête à signer le budget de la défense pour l'année budgétaire 1977, dont le texte a été adopté par le Sénat le lundi 13 septembre. La Chambre des représentants l'avait voté la semaine dernière. Ce budget s'élève à 104,3 milliards de dollars, somme record en chiffres absolus, mais inférieure de quelque trois milliards de dollars au projet déposé par la Maison Blanche.

Une des principales modifications apportées au projet concerne le nouveau bombardier stratégique B-1. Les membres du Congrès ont décidé de n'engager que 87 millions de dollars par mois jusqu'au 1^{er} février prochain pour sa production. Cela permet au président élu en novembre prochain de décider s'il désire ou non continuer la production du bombardier, estimant les législateurs.

Le département de la défense a exprimé le souhait d'acheter deux cent quarante-quatre appareils de ce type pour une somme de quelque 21 milliards de dollars.

Les dates des trois grands débats télévisés entre le président Ford et M. Jimmy Carter ont été fixées : d'un commun accord au 23 septembre, aux 6 et 22 octobre. C'est entre ces deux dernières dates que devrait avoir lieu l'autre affrontement télévisé entre les candidats à la vice-présidence, le sénateur républicain Robert Dole et le sénateur démocrate Walter Mondale. — (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Grande-Bretagne

LE PARTI LIBÉRAL a ouvert, mardi 14 septembre à Llandudno (pays de Galles), son congrès annuel. C'est la première réunion du troisième parti politique britannique depuis l'élection, à sa tête, de M. David Steel après la démission de 10 mai, de M. Jeremy Thorpe. — (A.F.P.)

Grèce

LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA DÉFENSE NATIONALE a nommé le général de corps d'armée Ioannis Davos commandant en chef des forces armées grecques en remplacement du général Dyonissios Arbouris, qui a été mis à la retraite.

Pays-Bas

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS a décidé, mardi 14 septembre, de créer une commission spéciale chargée d'examiner la politique d'achat de l'armée de l'air et de la marine royale néerlandaises. Cette décision a été prise à la suite de la publication, le 26 août dernier, du rapport des « trois sages » sur les relations entre le prince

Bernhard et la firme aéronautique américaine Lockheed. — (A.F.P.)

Seychelles

M. JAMES MANCHAM, président de la République des Seychelles, qui séjourne depuis dimanche à l'île de La Réunion, a été marié le 14 septembre, l'hôte à déjeuner de l'Association internationale des parlementaires de langue française. (A.I.P.F.)

Vietnam

LE GOUVERNEMENT JAPONAIS A ACCORDÉ UN DON de 5 milliards de yens (environ 33 millions de francs) au Vietnam, afin de permettre la reconstruction et le développement de ce pays. Ce don est le dernier versement accordé au titre des réparations pour les dommages provoqués pendant la seconde guerre mondiale par l'armée japonaise. En novembre dernier, le Japon avait déjà accordé une somme de 13,5 millions de yens à Hanoï. L'aide servira à l'achat de matériel japonais et à la construction d'une usine de ciment. — (A.F.P.)

Territoire des Afars et des Issas

L'AVENIR DU T.F.A.I. — M. Maji Aboullah Waberi, président du Front de libération Côte des Somalis (F.L.C.S.), a accusé dimanche 12 septembre M. Salah Nour, son prédécesseur à la tête du mouvement qui lutte pour l'indépendance du territoire français des Afars et des Issas, de collusion avec les autorités françaises. M. Salah Nour, a-t-il dit, a montré pendant son mandat de huit mois qu'il agissait contre l'indépendance et l'unité du peuple du T.F.A.I. « Sa présence en Ethiopie, pays ennemi pour notre libération », a-t-il dit, a été une trahison. M. Waberi, ancien président du conseil de gouvernement de Djibouti, est la meilleure preuve de ses mauvaises intentions et de sa culpabilité. Il a précisé que son prédécesseur a démissionné le 4 août après avoir appris qu'il allait être traduit devant le Front pour détournement de fonds et trahison de la lutte de libération. — (Reuter.)

DIPLOMATIE

Nations unies

Le débat sur l'admission du Vietnam aura lieu après les élections américaines

Nations unies. — Après que M. Scranton, le chef de la délégation américaine auprès des Nations unies, ait annoncé avec fracas à la maison Blanche, où il venait de rencontrer M. Ford, que les Etats-Unis useraient de leur veto pour bloquer l'admission du Vietnam à l'organisation internationale, il fut, comme par enchantement, dispensé de cette corvée par un communiqué officiel, « à l'initiative de la délégation française, le Conseil de sécurité a décidé le 14 septembre (...) de reporter l'examen de la candidature de la République socialiste du Vietnam à une date se situant en novembre, de façon que l'Assemblée générale puisse discuter cette candidature au cours de sa trente et unième session ».

M. Ford gagne donc sur les deux tableaux à la fois. Le « fermeté » dont il avait fait preuve la veille à l'endroit du Vietnam, en lui barrant la route du palais de verre, lui permet de recueillir certaines dividendes électoraux. Le report à novembre de la candidature vietnamienne lui évite d'en subir le contrepoint : l'opinion internationale, de toute évidence, aurait mal réagi devant ce veto américain et les efforts diplomatiques que M. Kissinger déploie actuellement en Afrique en eussent été gâchés.

Selon des sources dignes de foi M. Kissinger aurait au cours de son séjour à Paris la semaine

dernière, prié M. de Guringaud de jouer les « hommes courtois » et de suggérer aux Vietnamiens qu'ils repoussent la date de leur demande d'admission. Toujours selon ces sources, M. Giscard d'Estaing aurait envoyé un message à M. Phan Van Dong dans ce sens, le 11 septembre. Hanoï prit aussitôt contact directement avec Washington pour savoir si, en échange de ce geste vietnamien, les Etats-Unis s'engageaient à ne pas s'opposer à l'admission du Vietnam aux Nations unies. M. Kissinger fit répondre que pour des raisons évidentes il ne pouvait s'engager mais que « le geste vietnamien serait pris en considération » et que « le seul fait que le gouvernement américain ne désapprouve pas l'initiative française devait permettre au gouvernement vietnamien de se faire une idée des intentions américaines ». Un accord plus substantiel et portant sur l'application des articles 8 et 21 des accords de Paris (aide économique américaine au Vietnam « pour penser les blessures de la guerre », en échange de précisions fournies par Hanoï sur le sort des soldats américains portés disparus) a-t-il été conclu, comme certaines sources le soulignent avec insistance ? Rien ne permet de l'affirmer, encore que l'hypothèse ne peut être tout à fait écartée.

LOUIS WIZNITZER.

Une petite guerre de visas diplomatiques oppose Paris et Moscou

De notre correspondant

Moscou. — Les relations franco-soviétiques risquent d'être envahies sous peu par une petite guerre de visas diplomatiques. Les dirigeants de Trinité-et-Tobago ont obtenu l'assurance que leurs produits chimiques leurs automobiles et leurs ustensiles ménagers bénéficieraient d'un traitement privilégié à la Jamaïque, marché de deux millions d'habitants. De telles perspectives valaient bien que M. Williams passât par-dessus la présentation que lui inspirait la ligne, nettement progressiste, des actuels dirigeants de Kingston.

dans ce cas. M. Tlatat a pu recevoir, depuis son arrestation, la visite d'un membre du consulat de France à Moscou. Il lui a déclaré avoir agi seul et être convenablement traité.

JACQUES AMALRIC.

On semble s'attendre à Paris que les Soviétiques observent une stricte réciprocité dans le traitement des diplomates. Dans le cas présent, deux visas ayant été refusés par la France, l'U.R.S.S. s'est contentée de ne pas accorder deux visas (ce qui n'est peut-être qu'une mesure d'attente), mais en a accordé un troisième demandé depuis le refus français.

Le cas de l'attaché militaire est différent. Celui-ci doit être accablé, comme un ambassadeur, de l'ont semble croire à Paris que l'agacement demandé sera accordé après un certain délai, une demande d'acception pour un attaché militaire soviétique en France étant restée, elle aussi, quelque temps en souffrance. — (A.F.P.)

Cet épisode, s'il n'est pas considéré comme grave par les autorités françaises, bien que le délit habituel pour accorder une accréditation soit de trois à six semaines, il est cependant fort gênant pour l'ambassade de France à Moscou, qui se trouve amputée d'un premier conseiller (en fait, le numéro trois de la chancellerie) et de son conseiller culturel. Les anciens titulaires de ces deux postes ont quitté l'U.R.S.S. au début de l'été. L'attitude soviétique s'explique par le refus de la France d'accréditer deux diplomates soviétiques à Paris. Cette affaire remonte à plusieurs mois, lorsque l'U.R.S.S. nomma à son ambassade deux diplomates qui avaient été expulsés de Grande-Bretagne en 1970 pour leur appartenance supposée aux services secrets soviétiques. Après avoir fait brâner ces derniers pendant plusieurs mois, les autorités françaises ont finalement refusé le visa de ces deux diplomates. La mesure aurait fort irrité Moscou, d'où les débats entre les deux pays. Les représentants du quasi d'Oreay et l'absence d'attaché militaire français en U.R.S.S.

Selon le principe des consultations régulières et périodiques entre les dirigeants français et les dirigeants soviétiques, c'est au tour du secrétaire général du P.C. soviétique de se déplacer. Ce sujet pourrait être abordé, pendant la session des Nations unies à New York, par MM. Gromyko et de Guringaud, le nouveau ministre français des affaires étrangères. L'alignement des relations franco-soviétiques pourrait, d'autre part, porter tort à M. Jean-Christian Tlatat, ce jeune Français de vingt-trois ans qui a été arrêté le 1^{er} septembre dernier à Moscou après avoir distribué des tracts à l'adresse du P.C. soviétique. L'U.R.S.S. de ne pas respecter les engagements souscrits à Helsinki. Habituellement, les autorités soviétiques expulsaient rapidement les étrangers pris en flagrant délit. Il n'en a rien été cette fois.

LE CHEF DE L'ÉTAT SAMOAN EST MÉCONTENT DE L'ACCUEIL QUI LUI A ÉTÉ RÉSERVÉ A PARIS ET A LONDRES

Londres (A.F.P.). — Le prince Malletoa Tanumafili, chef de l'Etat des Samoa occidentales, est mécontent de l'accueil fort peu solennel que lui ont réservé la France et la Grande-Bretagne, alors qu'il avait été très bien reçu à Pékin. (Le Monde du 4 et du 6-7 septembre.)

Le capitaine Laupera Malletoa, fils et principal collaborateur du prince, s'est plaint devant les journalistes qu'aucun membre de la famille royale n'ait été présent à l'aéroport d'Heathrow, pendant week-end.

Il s'est aussi plaint que, lors de l'escalade de Paris, le chef de l'Etat ait été salué par un fonctionnaire subalterne qui aurait « murmuré quelque chose sur un séjour en France à l'invitation du gouvernement » lors d'un nouveau passage à Paris. « Mais nous ne voulons pas d'une invitation par la porte de service, a-t-il dit. S'ils veulent nous inviter, qu'ils aient une grande porte ».

[Le Foreign Office a attribué le mécontentement du prince à un « malentendu », puisque le chef d'Etat s'est rendu à Londres en visite privée et qu'il a été salué à son arrivée par une dame de compagnie de la reine et un fonctionnaire des affaires étrangères.]

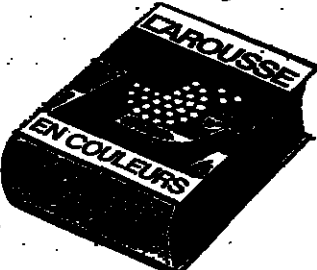
A Paris, on déclare que le prince, faisant à Roissy une brève escale technique, a été salué par un représentant du protocole. La suite du prince a été arriérée que le chef de l'Etat samoan devrait séjourner plus longtemps, lors d'une prochaine visite privée, il serait reçu avec les égards dus à son rang. On semble se demander cependant si ce message lui a été transmis.]

Précision. — Dans l'article sur la visite que M. Giscard d'Estaing fera en Italie en décembre prochain (Le Monde du 15 septembre), il fallait lire : « M. Giscard d'Estaing n'est pas encore allé à Rome pour rencontrer les dirigeants italiens depuis qu'il est à l'Elysée ». Le président de la République est allé à Rome pour le Conseil européen de décembre 1975.

L'U.R.S.S. a refusé, mardi 14 septembre, d'envoyer des observateurs à des manœuvres de l'O.T.A.N. en Norvège. C'est le troisième refus opposé cette année à des invitations de ce genre transmises par des pays de l'O.T.A.N. dans le cadre des « mesures de confiance » décidées par la conférence d'Helsinki en 1975. En revanche, Moscou et ses alliés ont invité des observateurs de divers pays voisins — qui ont accepté — à des exercices dans le Caucase, dans le nord de la Russie, et actuellement en Pologne. — (A.F.P.)

C.E.D.E.X.?
O.P.E.P.?
P.D.G.?
Z.U.P.?

c'est aujourd'hui que vous vivez !
— alors, il vous faut un dictionnaire qui déjoue aussi le mystère des sigles !



les mots nouveaux, les techniques et les idées récentes, l'évolution des hommes et des pays, on trouve toujours tout dans le
PETIT LAROUSSE EN COULEURS
OU DANS LE PETIT LAROUSSE ILLUSTRÉ
mise à jour, comme chaque année, l'édition 1977 vient de paraître.
CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

Pérole et la nation
168, Rue du Temple - PARIS 75003 - Tel. 277.35.22
N° 263 SEPTEMBRE 1976 68 p. - 8 F
L'enfant LE SPORT l'école
EN VENTE DANS LES LIBRAIRIES

VOITURES D'EXPORTATION T.T.
• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda
• Toutes marques étrangères
• Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine •
• Toutes possibilités de crédit-leasing •
EXPO PERMANENTE DE 160 VÉHICULES DE 8 H A 18 H
DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT
SEDAX - 3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.84.84 - 553.28.51 +
Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

POLITIQUE

L'appel au « rassemblement » lancé par M. Chirac accentue le trouble de l'U.D.R.

M. Jacques Chirac a quitté sa maison de Rilly, en Corrèze, pour trouver chez des amis une retraite mieux protégée, avant de revenir à Paris dans le courant de la semaine prochaine. Auparavant, le mardi 14 septembre, alors qu'il avait publié la veille, un communiqué destiné à l'ensemble de l'opinion publique (le *Monde* du 14 septembre), l'ancien premier ministre a adressé un message aux militants gaullistes. Ce texte, que publie, ce mercredi, le *Le Monde*, organe officiel de l'U.D.R., a été envoyé à plusieurs milliers d'exemplaires à tous les cadres du mouvement. La mise au point et l'expédition de ce document semblent avoir été réalisées avec le concours de certains services du secrétariat général de l'U.D.R. Toutefois, certains responsables nationaux du mouvement se trouvaient quelque peu embarrassés par l'initiative de M. Chirac, intervenant le jour même où M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., était reçu à l'hôtel Matignon par M. Raymond Barre. Il est vrai que M. Chirac avait lui-même informé au préalable M. Guéna de la publication de ses initiatives. La tâche de ce dernier à la tête du mouvement gaulliste ne va pas être facilitée, et le problème sera évoqué au bureau exécutif du jeudi 19 septembre. S'il pouvait se féliciter d'avoir maintenu, depuis le 25 août, l'unité du parti, M. Guéna va devoir s'employer désormais à la préserver, encore plus attentivement. M. Chirac a en effet choisi le moment psychologique pour rappeler sa présence aux militants, aux cadres et aux élus U.D.R. Sa démission du gouvernement avait été approuvée par la quasi-totalité

des adhérents du mouvement, et seul M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat maintenu aux DOM-TOM, avait, une heure à peine après la déclaration à la presse de M. Chirac, le 25 août, fait savoir que « les militants du Calvados avaient été scandalisés par le ton de l'ancien premier ministre ». En revanche, les témoignages de regrets et de fidélité à M. Chirac, qui a reçu plusieurs milliers de lettres, se multiplient. Ces sentiments se sont accentués et ont aussi été partagés par des parlementaires de plus en plus nombreux. L'entrée de certains U.D.R. au gouvernement a en effet été ressentie par beaucoup comme un « retour des barons », et surtout comme une revanche de ceux qui, le 14 décembre 1974, avaient été écartés par la prise de pouvoir de M. Chirac au secrétariat général du mouvement. Les responsabilités confiées par M. Giscard d'Estaing à M. Olivier Stirn et Robert Boulin, le rôle joué distinctement par M. Roger Frey dans ces choix, le rapprochement de M. Chaban-Delemas de son adversaire de 1974 ont répandu un trouble profond. Les militants de l'U.D.R., qui en deux ans, avaient vu leur parti retrouver son unité, qui avaient eu de nouveau la sensation de la force, qui se jugeaient conduits par un homme dynamique, résolu et offensif, qui pouvaient croire encore en ses promesses, ont vu dans la répartition de ces personnalités une sorte de provocation. M. Chirac leur avait tant parlé de jeunesse, de renouveau, d'avenir, que le retour de ces gloires passées d'un gaullisme contesté leur paraissait trop insupportable, par vengeance et reculer trop de pièges.

Les nouveaux ministres n'ont d'ailleurs pas encore tenté d'exercer leur autorité sur le mouvement ni sur le groupe parlementaire, où beaucoup d'élus ne croient plus que leurs votes ne sauraient dépendre d'un quelconque appel à la discipline majoritaire. Cette attitude est — pour le moment — proclamée aussi bien par un « chiraquien » aussi fidèle que M. Hector Roland, qui va publier un manifeste « pour une société libérale républicaine », que par des élus chabanistes comme M. Maréchal, par des « compagnons » comme M. Nessler, député de l'Oise, ou par des provinciaux comme M. Simon-Lorière, député du Var, qui n'appartient pourtant pas, hormis le premier, au groupe des « qu'on ne s'en rend pas compte » mais soutient M. Giscard d'Estaing à l'instigation de M. Chirac.

Les incendiaires qui approchent

Aujourd'hui, en effet, même les « chabanistes » d'il y a deux ans prennent conscience des menaces qui pèsent non seulement sur l'unité mais aussi sur l'existence même du mouvement. Et beaucoup reconnaissent — à leur corps défendant — en M. Chirac l'unique garant du salut. A ceux-là, on peut encore ajouter les députés qui, de toute façon, ne comptent pas se représenter aux élections de 1978 et les trente suppléants qui depuis la consultation de 1973 siègent en remplacement de ministres. Les deux déclarations de M. Chirac, qui se garde bien de citer le nom de M. Giscard d'Estaing et d'utiliser la formule présidentielle de « société libérale », ont été lues à voix haute par les gaullistes, il les appelle à un nouveau « rassemblement » pour une nouvelle croisade contre l'« aventure collectiviste ».

La préparation des élections municipales

BESANCON : M. Minjot ne se représentera pas.

La fédération socialiste du Doubs a adressé une mise au point à la suite de l'information publiée dans le *Monde* daté 12-13 septembre, indiquant que M. Minjot, maire de Besançon, ne se représenterait pas à la liste d'union de la gauche lors des prochaines élections municipales. La fédération départementale du P.S. précise : « M. Minjot a annoncé depuis plusieurs mois sa décision de ne pas se représenter à la mairie de Besançon. La décision de M. Minjot était prise il y a plusieurs années, et il ne s'agit pas d'un changement de position. M. Minjot ne se représente pas à la mairie de Besançon, mais il continue à exercer ses fonctions de député et de conseiller régional. »

M. PINAY POURRAIT NE PAS RENONCER A LA MAIRIE DE SAINT-CHAMOND

M. Antoine Pinay, qui doit s'entretenir le 15 septembre avec M. Raymond Barre avant de déjeuner avec lui à l'hôtel Matignon, fêtera le 30 septembre son quarante-cinquième anniversaire. L'ancien président du conseil, qui cumula en 1952 (comme l'actuel premier ministre) les fonctions de chef du gouvernement et de ministre des finances, avait annoncé récemment qu'il ne se représenterait probablement pas aux prochaines élections municipales. Maire de Saint-Chamond depuis 1928, il patronnerait plutôt une liste se réclamant de son autorité. Interrogé dernièrement sur ses intentions, M. Pinay n'a toutefois pas écarté l'éventualité d'un nouveau mandat s'il peut obtenir les crédits nécessaires à la construction d'un nouvel hôpital à Saint-Chamond, hôpital auquel il a dit « tenir beaucoup ».

« Si l'on n'y a pas le feu dans la maison », M. Chirac dénonce cependant le danger qui menace les gaullistes qui approchent. En prenant une « société de liberté et de progrès », l'ancien premier ministre ne désapprouve ni certaines réformes, ni la lutte contre l'inflation, ni l'action de son successeur, mais il se veut plus pragmatique en affirmant que le combat électoral doit être préparé sans retard. A la différence de M. Joubert, il ne se situe pas « ailleurs » que dans la majorité. En prenant de vitesse les ministres politiques du gouvernement, qui ont décidé de se retirer lentement, l'ancien premier ministre ouvre donc la campagne électorale pour les législatives, faisant même l'impassé sur les élections municipales, qui auront lieu le 10 octobre. M. Chirac, en s'appuyant sur l'appareil de l'U.D.R., mais en se gardant d'y reprendre sa place — il renoncera même à se rendre aux assises U.D.R. de Périgueux le 10 octobre — apparaît soit comme un concurrent en puissance, soit comme un complément de circonstance du président de la République. Car comment une majorité en difficulté refuserait-elle une offre de services qui s'impose de façon si pressante mais si encombrante ?

ANDRÉ PASSERON.

M. SANGUINETTI : jusqu'où voulons-nous aller ?

M. Alexandre Sanguinetti, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré mardi 14 septembre à T.P.1, après le premier « message » de M. Chirac : « L'appel à la lutte contre le collectivisme lancé par Jacques Chirac me convient à condition que l'on sache pourquoi il y a le collectivisme. Est-ce que, si on se servait de la main de fer, on ne pourrait pas aller et quelle est la société — la troisième voie — que nous avons cherchée avec le général de Gaulle depuis longtemps, à savoir la liberté, la justice, la paix, la prospérité. M. Chirac aura certainement le souci de revenir à la notion de rassemblement qui s'oppose à l'effacement de deux blocs. »

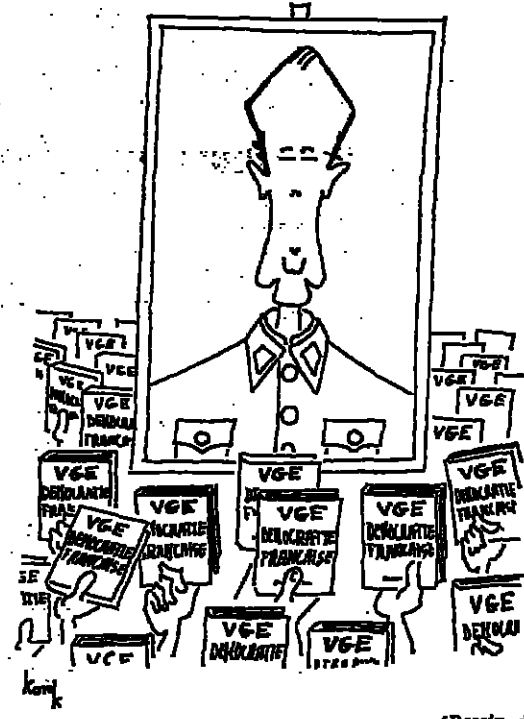
DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS

Au cabinet de M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, sont nommés : Directeur de cabinet, M. Jean-Jacques Bonnard, administrateur civil ; Chargé de mission, M. Pierre Fauchon, avocat à la cour. (Né en 1935 à Tien-Tsin (Chine), ancien élève de l'ENA, affecté à la Caisse des dépôts et consignations, M. Bonnard a été nommé en 1969 chargé de mission au service industriel du commissariat général du Plan. Il a exercé sa carrière au commissariat et a été de 1967 à 1973 directeur du cabinet du commissaire général tout en enseignant à l'ENA, à l'Institut d'études politiques, à l'Institut international d'administration publique, et de 1973 à 1975 chargé de mission pour les affaires économiques, financières et industrielles après un directeur général de l'industrie au ministère de l'Industrie et de la recherche.)

Au cabinet de M. Pierre Brousse, ministre du commerce et de l'artisanat, sont nommés : Conseillers techniques, MM. Barthélémy Raynaud, ingénieur des ponts et chaussées ; Jean - Thomas Nordmann, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé des lettres ; Christian Charlet, chargé de mission à la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.

Au cabinet de M. André Rossi, ministre du commerce extérieur, sont nommés : M. Bernard Prague, conseiller commercial ; Conseillers techniques, MM. Bernard Besset, Le Roux, directeur, administrateur civil hors classe ; Daniel Tenebaum, ingénieur en chef de l'armement ; Hédi de Noailles, conseiller des affaires.

Au cabinet de M. Maurice Ligt, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de la fonction publique, sont nommés : Chargé de mission, M. Pierre Bandet, maître des requêtes au Conseil d'Etat ; Conseiller technique, M. Philippe de Mazieres, sous-préfet hors classe.



(Dessin de KONE.)

LE « PETIT LIVRE BLANC »

Le petit Livre blanc de M. Giscard d'Estaing, « Démocratie française », qui sera mis en vente début octobre, sera de présentation très sobre, indiquent les Editions Fayard. La couverture sera uniquement typographique.

LA CRISE DE LA MAJORITÉ

(Suite de la première page.)

Il est, en effet, ce que M. Chaban-Delemas s'était refusé à entreprendre lorsqu'il avait été écarté du pouvoir, le 5 juillet 1972, par M. Georges Pompidou. En affirmant lundi et en confirmant dès mardi sa détermination de conduire à la bataille des législatives « toutes les forces qui luttent pour la démocratie, la justice et le progrès social », en proclamant fièrement : « A mon tour, je vous le dis : c'est l'heure du rassemblement et du renouveau », M. Chirac manifeste de la manière la plus éclatante qu'il ne fait confiance ni au dynamisme de M. Giscard d'Estaing, ni à celui de M. Barre, ni à celui de M. Guichard. Tout en invitant ses « compagnons » à défendre « la permanence de nos institutions », il rompt avec la pratique constante de la V^e République en vertu de laquelle les grandes batailles politiques, et notamment électorales, ont toujours été menées, au nom de la majorité, soit par le président de la République lui-même, soit par le premier ministre en place. Après avoir cent fois attaqué la gauche depuis deux ans, et avec quelle vigueur, après avoir tout fait pour la démanteler, M. Chirac est en train de se consacrer à la construction d'une majorité nouvelle, si l'on en croit les derniers propos de M. Marchais, qui « il est vain d'espérer une division ».

de nos adversaires ». Sa stratégie est donc diamétralement opposée à celle de M. Giscard d'Estaing, qui ne désespérait pas d'obtenir le ralliement de certains opposants, et qui invitait M. Barre, le 25 août au soir, à « prendre des initiatives pour élargir, notamment vers le centre gauche, la majorité présidentielle ». Les initiatives, c'est M. Chirac qui les prend, évidemment animé par le double souci de gagner des élections lors desquelles, dit-il, « notre pays jouera son destin » et de se mettre à l'abri de toute critique et de tout reproche au cas où il ne serait ni entendu ni suivi, et où l'épreuve tournerait à l'avantage de l'opposition. Le forcing de l'entrepreneur ancien premier ministre accentue et ne pouvait qu'accentuer le trouble de sa propre formation. Les « gaullistes » de 1976 sont, en effet, invités à serrer les rangs et à monter au créneau par un homme qui apparaît aujourd'hui bien peu « giscardien » alors qu'au printemps 1974 il les avait « livrés » à M. Giscard d'Estaing. M. Chirac a décidé de « se consacrer à la bataille politique » (en vérité, l'avait-il négligée jusqu'alors ?) pour éviter à la France « l'aventure du collectivisme ». C'est une autre aventure qu'il propose à l'U.D.R. et à la majorité présidentielle.

RAYMOND BARRILLON.

● M. Raymond Barre, premier ministre, participera le jeudi 30 septembre à la première des deux journées parlementaires qui réuniront à huis clos, au Palais-Bourbon, les députés républicains indépendants. M. Roger Chénouard, président du groupe, député de Paris, qui présidera ces journées, tiendra une conférence de presse le 30 septembre à 17 heures, à l'Assemblée nationale.

● La fédération socialiste de la Corrèze a publié, mardi 14 septembre, une déclaration dans laquelle elle s'oppose à la nomination de M. Jean-Pierre Delpon, ancien chef du cabinet de M. Chirac, comme préfet de ce département.

tement (le Monde du 9 septembre). Elle précise : « Nous respectons la personne, sa cordialité et sa compétence. Cependant, nous nous faisons une autre idée de l'Etat et de ses représentants. Est-il convenable et démocratique que le chef de cabinet de l'ancien premier ministre se retrouve automatiquement et si rapidement préfet de la Corrèze ? »

● M. Georges Gosnat, député communiste du Val-de-Marne, chargé de la presse à la direction du P.C.F., présentera, à la fin du mois de septembre, devant le comité central, un rapport sur les problèmes de l'information, qui, précise-t-on, « préoccupent » le parti.

Le message de l'ancien premier ministre

Voici le texte du message de M. Chirac aux membres de l'U.D.R. :

« Une fois de plus, mes compagnons, nous allons engager un combat décisif. Une fois de plus, nous allons le faire ensemble. Dans les dix-huit mois qui viennent, notre pays jouera son destin lors des élections législatives. Chaque Français doit savoir qu'à ces élections se décidera, peut-être pour de longues années, le sort de notre société. Chaque Français doit savoir que ce qui est en cause c'est la permanence de nos institutions, la sauvegarde de nos libertés et le fondement de notre dignité. Chaque Français doit savoir qu'il est vain d'espérer une division de nos adversaires. Les dirigeants sociaux-

communistes feront tout ce qui est en leur pouvoir pour gagner. Eh bien ! nous aussi, avec toutes les forces dont nous disposons. Quant à moi, ayant renoncé en toute lucidité et en toute clarté à mes fonctions de premier ministre, je veux me consacrer à la bataille politique. Aujourd'hui, je vous demande d'oublier les querelles et les divisions, en ne considérant que l'essentiel. Je vous invite à défendre avec détermination les valeurs et les vertus qui ont fait notre fierté et qui font la grandeur de notre peuple. J'appelle à l'union toutes les forces qui luttent pour la démocratie, la justice et le progrès social. A mon tour, je vous le dis, c'est l'heure du rassemblement et du renouveau. »

L'anglais chez vous en 3 mois.

(ou une autre langue)

Une nouvelle méthode audiovisuelle basée sur le dialogue. Grâce aux disques ou aux cassettes, des étrangers viennent chez vous, pour parler avec vous et vous faire parler. En effet, les dialogues enregistrés comportent des pauses pendant lesquelles vous répétez une phrase ou vous répondez à une question. Immédiatement après votre intervention, vous entendrez la réplique correcte, telle que vous auriez dû la formuler : vous pourrez donc comparer, et si nécessaire, recommencer.

L'équivalent d'un séjour à l'étranger. De cette manière, vous enrichirez votre vocabulaire et vous perfectionnerez votre accent en participant aux principaux événements de la vie quotidienne en Angleterre. Et dans 3 mois, vous commencerez, déjà, à parler couramment...

Sur le même principe 28 langues à votre disposition : allemand • anglais • anglais/américain • espagnol italien • russe, etc.

GRATUIT

un disque ou une cassette de démonstration



En échange de ce bon, vous recevrez gratuitement une brochure illustrée et un disque ou une cassette de démonstration. (Cochez la case de votre choix.)

☐ Langue choisie : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Age : _____ Profession : _____

N° : _____ Rue : _____

☐ Code postal : _____ Localité : _____

11/2452

E LINGUAPHONE 12, rue Lincoln - 75008 Paris
(pour la Belgique : rue du Midi, 54-1000 Bruxelles) (pour la Suisse, C.P. 255 84 Héliopolis, 17 - 1201 Genève 3)

ECOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS
Etablissement privé d'enseignement technique supérieur

PRÉPARATION AUX DIPLOMES D'ÉTAT
GESTION - COMPTABILITÉ - MARKETING

admission sur titre pour les bacheliers
admission sur examen pour les non bacheliers

EXAMEN D'ENTRÉE
2 DERNIÈRES SESSIONS
23 septembre
1^{re} octobre

130, rue de Clignancourt, 75018 PARIS
252.27.27 Documentation gratuite sur demande

NADAUD ENSEIGNEMENT PRIVÉ
RENTÉE LE 20 SEPTEMBRE

SECONDAIRE : 3^e aux Terminales - 2^e d'orientation
PRÉSUPÉRIEUR : Mise à niveau bacheliers

19, rue Jussieu - 75005 Paris - 707-13-38 et 707-76-05

150

Jeune 150

L'ANTI-INFLATION



« C'est 4 à 5 points supplémentaires qu'il faut envisager d'affecter à l'investissement, dans le produit national. Ces sommes, il faut les trouver... » (page 26)

« Les sacrifices ne seront pas acceptés tant qu'une novation politique n'aura pas maîtrisé les deux scandales qui bloquent tout accord : les inégalités, la fraude fiscale. C'est l'urgence nationale. » (page 42)

« La mise en accusation du "comportement des Français" est la plus paresseuse des méthodes... Le Français n'a pas la faculté de choisir un comportement. Il subit, il réagit, il gronde, il revendique — il ne peut jamais, vraiment, décider. » (page 48)

« Il faut choisir. Ou bien le pari sur l'homme ira, avec courage, en effet, jusqu'au bout de sa logique; ou bien le pari sur la bureaucratie glissera jusqu'au fond de la sienne. Ce sera l'un ou l'autre. » (page 50)

« L'action à entreprendre peut se résumer autour de deux principes simples : la sincérité des comptes (publics et privés), la négo-ciation des décisions (dans la collectivité publique et dans les entreprises). » (page 56)

En conclusion (chapitre 7) :
Sept mesures politiques pour forger la confiance...

En
librairie
8 Francs

Editions Robert Laffont

Jean-Jacques Servan-Schreiber
Septembre 1976

ÉDUCATION

LA RENTRÉE SCOLAIRE

Tous les enfants de plus de trois ans seront accueillis en maternelle en 1980

annonce M. Haby

La rentrée scolaire, que le président de la République considère comme « l'un des événements les plus importants de la vie de la France », s'est déroulée, dans l'ensemble, dans des conditions satisfaisantes. Des « bavures » locales sont toutefois signalées, et les enseignants se mettent en grève pour protester contre les effectifs des classes, la l'organisation des transports scolaires provoque de sérieuses difficultés, ailleurs on enregistre un manque de personnel dans des établissements. Les deux

difficultés majeures aux premiers jours de la rentrée 1976 sont l'insuffisance des capacités d'accueil en classe maternelle dans la région parisienne et le sort réservé à plusieurs milliers de maîtres auxiliaires qui ne retrouveront pas de poste cette année.

Selon le porte-parole de l'Élysée, M. Jean-Philippe Leca, le président de la République a déclaré à propos de la rentrée : « Les enseignants et les personnels de l'éducation, qui l'ont préparée avec soin, reçoivent ce jour-là

de la communauté nationale la responsabilité d'une part du destin de chacun des enfants qui leur sont confiés. Qu'ils soient assurés de l'attention que le président de la République porte à leur mission. »

Inaugurant, mardi 14 septembre, à Chézy-sur-Marne (Aisne), la dixième classe maternelle ouverte depuis qu'il est ministre, M. René Haby a annoncé qu'en 1980 « tous les enfants âgés de plus de trois ans disposeront,

si leur famille le demande, d'une place dans l'enseignement pré-élémentaire. Pendant le même temps, le nombre maximum d'élèves par classe aura été ramené partout à trente-cinq, chiffre qui est déjà, aujourd'hui, rarement dépassé ».

Pendant la visite du ministre, plusieurs manifestants se tenaient à l'extérieur, dont une jeune maîtresse auxiliaire sans poste, et une vingtaine d'ouvriers d'une entreprise locale en chômage technique.

BRUNOY (Essonne) : on commence par la grève

A l'instant précis qui sépare les vacances de la rentrée, l'horloge semble arrêtée au lycée Talma de Brunoy (Essonne). Pour les quelque mille cent élèves les vacances s'achevaient bien mardi 14 septembre au matin. Mais, au même moment, commençait la première grève de leurs professeurs, décidée la veille par cinquante-trois d'entre eux, soit près de 80 %, et approuvée par la Fédération Cornet des parents d'élèves de l'établissement.

C'est pour protester contre les effectifs trop élevés de certaines sections et exiger la création ou le rétablissement de quatre classes, qui ramèneraient, selon eux, à une situation satisfaisante, que

les enseignants de Talma ont ainsi suspendu le temps.

Ouvert ou fermé ? Ouvert, puis-je le dire, car les élèves ont été invités à « rejoindre leur division, afin que les procédures administratives les concernant puissent être menées à bien ». Fermé, puisque, après avoir reçu de l'infirmerie leurs emplois du temps, les élèves s'en retournent chez eux, par petits groupes.

Quelques-uns éprouvaient quelque angoisse à « commencer l'année en prenant du retard ». Quant à l'enjeu — les effectifs — ils le traduisaient à leur manière : « Dans ma classe, on était trente-quatre l'année dernière, et c'était déjà le « boom ». Cette année, on devrait être quarante. Alors... »

Du côté des enseignants, le ton est plus grave, mais la pensée identique. Syndiqués de tous bords et non-syndiqués avaient demandé, à la fin de la dernière année scolaire, ou plutôt « exigé », sept sections AB et autant de secondes C. Dans les deux cas, ils n'ont obtenu que deux sections. Une terminale D et une terminale E ont, d'autre part, été supprimées.

Le lundi 13 septembre, jour de pré-rentrée, ils ont égrené la litane des effectifs pléthoriques : « Quarante élèves en première, trente-sept en deuxième, vingt-cinq en troisième, vingt-cinq en terminale D... » et décidé de mettre à exécution la menace brandie en juin dernier : grève jusqu'à ce qu'ils obtiennent des « conditions normales de fonctionnement ».

Comme ils l'ont fait le jour de la « non-rentrée », ils se réunissent chaque jour en assemblée générale, dans l'attente d'une réponse au texte laconique qu'ils ont adressé au recteur de Versailles et au ministre de l'Éducation : « Enseignants - lycée - Brunoy - ne peuvent assurer - rentrée 1976 - pléthoriques. Grève - reproductible. »

MICHEL KAJMAN.

VIEUX-CONDÉ (Nord) : un agrégé tout neuf

De notre envoyé spécial

Vieux-Condé. — Vingt-cinq ans, les cheveux un peu longs, une barbe discrète, une cravate démodée en partie cachée sous une grande écharpe mauve, M. Patrick Wald-Lesovsky est le nouveau professeur de français. En juillet dernier, il apprenait qu'il était reçu à l'agrégation de lettres modernes et nommé au lycée technique de Vieux-Condé, près de Valenciennes. Aujourd'hui, il s'apprête à donner son premier cours.

Tendu ? Il ne le montre pas : « On appréhende toujours un peu ce qu'on va faire, mais je ne crains pas le travail, je redoute de ne pas être à la hauteur. Le dépaysement est total pour ce Lillois : « Je connais mal cette région et je n'ai pas encore trouvé d'appartement ». De plus, je ne suis pas familiarisé avec le lycée technique. J'ignore jusqu'à la signification des lettres qui désignent mes cinq classes : terminales F et G, premières E et F-3, seconde T-1, T-2. » Par quoi va-t-il commencer ? « On verra. »

« Prenez une demi-feuille de papier... »

Les élèves se rangent en silence dans le couloir puis s'installent dans un bruit de chaises tirées et de « Je m'assois là ». Le jeune agrégé entre dans sa classe : « Bonjour, je suis votre professeur de français. La porte se referme au nez du journaliste.

Les couloirs sont déserts. Dans la cour, des surveillants et quelques professeurs en retard marchent. Le professeur de français se dirige vers la salle de cours, pour y trouver un calme. Il est construit à la limite de la ville, tranquille dans cette campagne

de Hainaut où les coronas poussent un peu partout. Il est 15 heures, c'est la fin du premier cours.

Le nouveau professeur est souriant : « Cela s'est bien passé. » Le cours a commencé par la traditionnelle formule : « Prenez une demi-feuille de papier. » Nom, prénom, adresse, lieu de naissance ? Allez-vous au cinéma ? Que lisez-vous ? Où avez-vous passé vos vacances ? « Je n'ai pas voulu heurter de front les élèves en leur demandant la profession de leurs parents. Grâce à d'autres questions, je peux les situer socialement et leur permettre de se réfugier dans une certaine fabulation s'ils le souhaitent. »

L'autre partie du cours a été consacrée à la lecture non pas d'une œuvre littéraire, mais d'une carte géographique. « Nous avons dessiné au tableau la carte du canton et je les ai laissés parler des curiosités touristiques, des loisirs, des principales usines. » Pendant une demi-heure la classe a été de détente et non d'attente d'un objectif précis : « J'ai une idée de l'atmosphère mais pas du but, à attendre ; je voudrais simplement que mon heure de cours soit pour eux un soulagement de la journée. »

ALAIN GENESTAR.

PREMIÈRES « BAVURES »

De nos correspondants

— les autorités préfectorales s'efforcent de mettre en place des transports de remplacement par véhicules militaires.

En Ile-et-Vilaine, pour protester contre le doublement des transports scolaires, l'Association de la famille rurale (trois mille cinq cents adhérents) a décidé d'appliquer le principe du distribuant dix mille fausses cartes de transport. M. François le Douarrec, député U.D.R., président du conseil général, a décidé de faire inscrire elle-même les transports scolaires et de créer des circuits spéciaux à sa charge.

À Feurs (Loire), ville de huit mille habitants environ, la rentrée scolaire n'aura véritablement lieu que jeudi 16 septembre. 90 % des familles ayant répondu à l'appel du comité d'action formé par des élus locaux, des enseignants et des parents d'élèves pour l'implantation du lycée de Feurs. Celle-ci, décidée en principe dès 1968, est retardée par un « ping-pong » administratif : le sous-préfet de Montbrison a assuré qu'elle se ferait avant 1978, mais le préfet de région parle de 1979 au plus tôt.

À Toulon, les trois cents enseignants agents du plus grand établissement de la ville, le lycée Dumont-d'Urville, soutenus par tous les syndicats et les fédérations de parents Cornet et

Legarde, se sont mis en grève le mardi 14 septembre afin de protester contre la suppression de plusieurs postes administratifs.

À Villiers-sur-Marne (Val-de-Marne), les cours n'ont pas repris au collège d'enseignement secondaire des Pruniers. Pour six cent quarante-deux élèves, l'établissement, qui doit en accueillir mille deux cents ultérieurement, dispose de six personnes pour la cantine, le ménage et le standard téléphonique. Aucune secrétaire n'est prévue.

À Plogonec (Finistère), la rentrée scolaire a eu lieu sous un chapiteau installé sur le terrain de sports. Invoquant le fait qu'il existait déjà au bourg une école privée et, dans un hameau voisin, une école publique, la municipalité avait refusé l'ouverture d'une école publique. Saisie d'une demande d'inscription de plus de cinquante enfants, l'inspection académique, appliquant les textes en vigueur, a exigé quelques jours avant la rentrée, l'ouverture de cette école. Le conseil municipal a démissionné.

À Paris et dans la banlieue, de nombreux enfants restent sur des listes d'attente pour les écoles maternelles. La section parisienne du Syndicat national des instituteurs (S.N.I.) en évalue le nombre à mille deux cents dans la capitale. Parmi les arrondissements les plus touchés, le S.N.I. cite les dix-neuvième, vingtième, treizième, quinzème et seizième arrondissements.

L'OPINION DES ENFANTS

Heureux de rentrer, heureux de sortir

« Je commençais à m'ennuyer en vacances ! » Cette réflexion fait l'unanimité dans ce cours moyen deuxième année de Maisons-Laffitte (Yvelines), quelques heures après la rentrée. Qu'ils reviennent de la mer, de la campagne ou de la montagne, c'est avec un plaisir visible que les élèves de dix ans ont retrouvé le chemin de l'école. A entendre ceux qui s'expriment, on croirait que l'ennui n'existe pas en classe. « Sur-tout quand on est fille unique », ajoute Isabelle.

Heureux certes, de retrouver leurs camarades, ils ont aussi une soif d'apprendre qui ne peut, semble-t-il, être satisfaite qu'à l'école. En classe, explique Olivier, « on nous instruit ». On apprend, précisent successivement plusieurs de ses camarades, « l'orthographe », « à parler », « à lire », « à calculer ». « C'est le cas de ceux dans les mauvais résultats scolaires sont sanctionnés à la maison, les punitions doubles. » Quand je suis consigné, raconte Olivier, je me fais taper ou je suis privé de télévision. C'est normal. Sans aller jusque-là, d'autres avouent qu'ils se font « gronder » ou qu'ils tentent de dissimuler leurs notes.

Les enfants se lèvent peu sur leur vie familiale. Du fond de la classe, Anne, fragile et timide, s'y risque pourtant. « J'ai peur de mon père, parce qu'il est sévère. Quand on lit un peu trop, il nous gronde très souvent », explique-t-elle, prête à en raconter davantage. Mais quelques-uns de ses camarades, puis l'heure de la sortie, l'en empêchent.

Heureux de rentrer en classe, ils se déclarent tout aussi contents d'en sortir, « pour changer ».

« Changer »

Cette préoccupation vis-à-vis de la discipline tient peut-être au fait que, comme il apparaît à travers leurs réponses, l'école et ses traditions sont encore une référence bien ancrée dans l'esprit de beaucoup de parents. C'est le cas de ceux dans les mauvais résultats scolaires sont sanctionnés à la maison, les punitions doubles. « Quand je suis consigné, raconte Olivier, je me fais taper ou je suis privé de télévision. C'est normal. Sans aller jusque-là, d'autres avouent qu'ils se font « gronder » ou qu'ils tentent de dissimuler leurs notes.

CATHERINE ARDIITI.

L'IFAG
Institut privé d'enseignement supérieur du GROUPE IFG-ICG prépare

BACHELIERS et ÉTUDIANTS
aux carrières de CADRES DE GESTION
Trois années d'études dont

- 14 mois d'enseignement intensif suivis de
- 22 mois RÉMUNÉRÉS en entreprise avec sessions mensuelles de 3 jours à l'Institut.

Tests de sélection : 28 septembre 1976. Date limite d'inscription : 21 septembre 1976.

37 Quai de Grenelle
75738 Paris Cedex 15
578 61 52

RENTREE 76-77

BTS

- Compabilité et gestion des entreprises
- Gestion et Exploitation de centres informatiques
- Secrétaire de direction et trilingue

Ecole Privée

FAX

6 rue d'Amsterdam 974.95.69
94 rue St-Lazare 974.96.90

(PUBLICITE)

INSTITUT LIBRE D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES

175, boulevard Saint-Germain - Paris (6^e) - 548-88-83

Établissement d'enseignement supérieur. L'Institut donne une formation spécialisée de haut niveau aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

CARRIÈRES INTERNATIONALES

L'enseignement est assuré par des professeurs d'Université. Le diplôme est admis en équivalence de la deuxième partie de l'examen de quatrième année de Licence en Droit et peut donner accès aux doctorats d'Université.

Recrutement sur titre - Statut étudiant.

ISTEGE

Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur

PROBATOIRE • DECS
GESTION • ÉCONOMIE • FINANCES • LANGUES

Admission : Baccalauréat sur titre et entretiens
Niveau BAC : examen, tests et entretiens
Durée des études : 3 ans - diplômes d'État
Cours par correspondance

INSTITUT SUPÉRIEUR DES TECHNIQUES DE GESTION DES ENTREPRISES
25, rue Bourret PARIS 19^e - 205.76.80

D.E. de PSYCHOREÉDUCATEUR

Les étudiants titulaires de l'attestation délivrée par la Direction Régionale de l'Action Sanitaire et Sociale doivent, si cela n'est pas déjà fait, adresser cette attestation et leur dossier dans les meilleurs délais à leur école :

INSTITUT SUPÉRIEUR LIBRE DE RÉÉDUCATION PSYCHOMOTRICE
PARIS 10, avenue George-V, 75008 PARIS. Tél. : 225-85-30.
BORDEAUX SUP-JOUEST, 23, allée de Chartres, 33000 BORDEAUX. Tél. : 44-82-97.
NICE SUP-EST, 1A, boulevard Dubouché, 06000 NICE. Tél. : 85-51-11.

Demain 16 Septembre, vous avez rendez-vous chez votre concessionnaire Peugeot avec les nouvelles 104.

Comparez entre elles les trois nouvelles berlines 5 portes 5 places, la 104 GL 5 CV, la 104 GL 6 CV, la 104 SL 6 CV, qui savent s'y prendre différemment pour vous mettre à l'aise partout.

PEUGEOT
Nouvelles 104.
Soyez à l'aise partout.

Peugeot fait confiance à A partir de 19950 F (ICI) en main. Tarif au 12/07/76.

merlin S.A.

SUR LA COTE NORMANDE

la mer à 2 h. de Paris...

ET DES PRIX-MERLIN!

EXEMPLES :

A VILLERS SUR MER

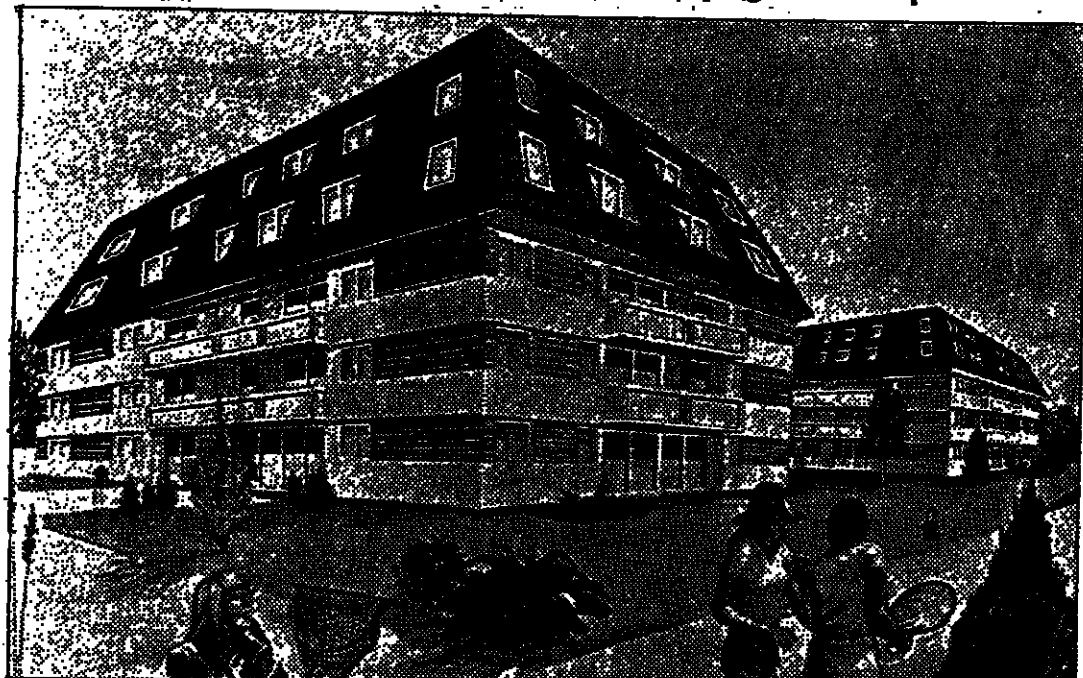
résidences "les portes de la mer"

la jolie plage normande avec la campagne toute proche

A TROUVILLE

résidences "les flots bleus"

un site exceptionnel au milieu de grands arbres, face à la mer



dessin approximatif des immeubles et de l'environnement

APPARTEMENTS 2 PIECES A PARTIR DE : 91.000 F

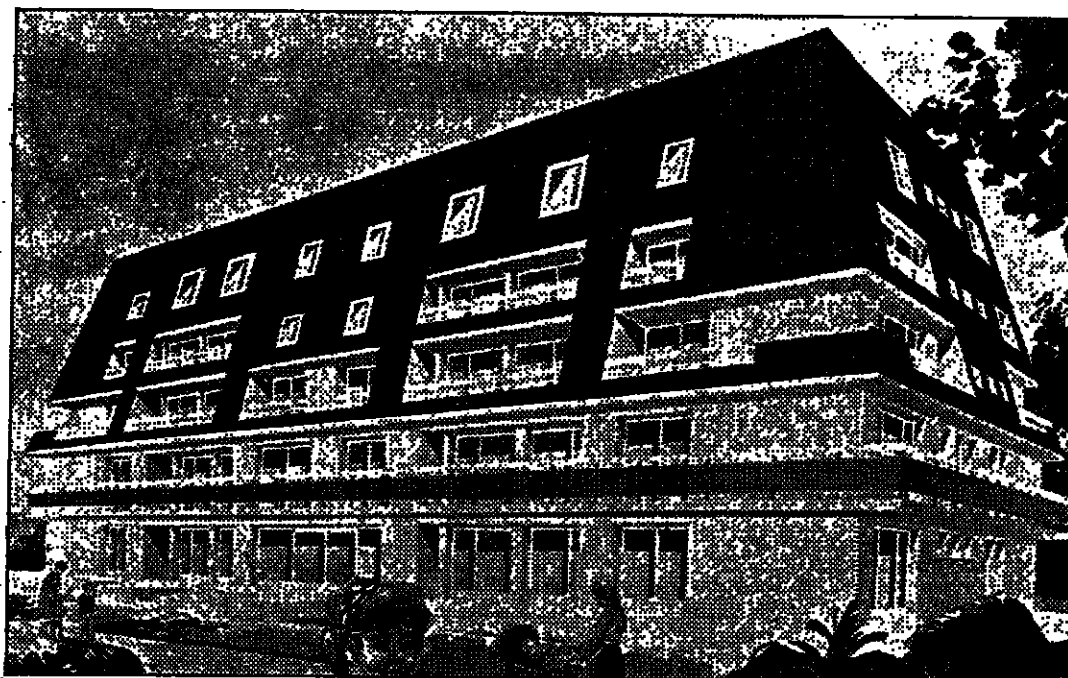
(PRIX VALABLE JUSQU'A EPUISEMENT DU STOCK)

avec un premier
versement
comptant de:

4.550 F

SOIT 5% DU PRIX TOTAL

avec une avance promoteur de 15 % remboursable au bout d'un an et 80 % de crédit bancaire personnalisé à long terme sur 16 ans



dessin approximatif des immeubles et de l'environnement

APPARTEMENTS 2 PIECES A PARTIR DE : 140.000 F

(PRIX VALABLE JUSQU'A EPUISEMENT DU STOCK)

avec un premier
versement
comptant de:

7.000 F

SOIT 5% DU PRIX TOTAL

avec une avance promoteur de 15 % remboursable au bout d'un an et 80 % de crédit bancaire personnalisé à long terme sur 16 ans



BUREAUX DE VENTE SUR PLACE OUVERTS TOUS LES JOURS
SANS INTERRUPTION DE 9 H A 19 H MEME DIMANCHES
ET JOURS FERIERS
BUREAUX A VILLERS-SUR-MER : TEL. (31) 87-01-99
BUREAUX A TROUVILLE : TEL. (31) 88-50-36 ROUTE DE LA CORNICHE

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS

BUREAUX DE PARIS : 31, RUE DE RIVOLI, 75004
ANGLE PLACE DE L'HOTEL DE VILLE

BUREAUX OUVERTS TOUS LES JOURS SANS INTERRUPTION DE 9 H A 19 H SAUF DIMANCHES

TELEPHONE :
277.11-13

chaque appartement comprend :
Bloc cuisine entièrement équipé avec plaques de cuisson électriques sur four - Evier inox avec égouttoir - Meuble rangement sous évier - Réfrigérateur 130 litres - Salle de bains aménagée - Chauffage électrique intégré par radiateurs - Sol tapis aluilleté - Peintures terminées - Travaux contrôlés par le BUREAU SECURITAS SOCOTEC à Caen.

BON A RETOURNER A MERLIN IMMOBILIER
31, RUE DE RIVOLI 75004 PARIS

Sans engagement de ma part, veuillez me faire parvenir votre documentation sur tous vos programmes.

Nom
Adresse

JUSTICE

L'AFFAIRE DE VATHAIRE

Le collaborateur de M. Marcel Dassault va subir vendredi son deuxième interrogatoire

M. Hervé de Vathaire sera entendu le vendredi 17 septembre par M. François Petot, juge d'instruction, chargé du dossier depuis le 9 juillet, soit trois jours après la disparition du directeur comptable de plusieurs sociétés du groupe Dassault. M. de Vathaire, qui a choisi son avocat, sera assisté par M. Marcel Cecaldi. Après son retour à Orly, le 8 septembre, M. de Vathaire avait été entendu une première fois, le même jour, par un autre magistrat instructeur, M. Guy Joly, qui, en l'absence de M. Petot, lui avait notifié l'inculpation d'abus de confiance.

Au cours de cette audition et avant d'être inculpé à la prison de la Santé, M. de Vathaire avait accusé l'ancien mercenaire Jean Kay de s'être emparé de la somme d'argent dérobée, ainsi que d'un dossier dénotant diverses opérations financières réalisées dans certaines sociétés du groupe Dassault.

C'est sur ces points que M. de Vathaire devrait être de nouveau entendu, ainsi que sur le contenu du résumé du mystérieux dossier actuellement en possession du magistrat instructeur, qui révélerait notamment que des fraudes fiscales auraient été commises dans plusieurs sociétés contrôlées par M. Dassault, avec la complicité de hauts fonctionnaires du ministère des finances.

Cette affaire a donné lieu à de nouvelles réactions (le Monde du 14 septembre). M. Georges Ségué, secrétaire général de la C.G.T., dans une déclaration le 14 septembre à Strasbourg, a reproché à M. Marcel Dassault de « ne pas jouer un rôle très clair » et « de ne pas être tout à fait blanc comme neige ». Il a accusé M. Dassault « de ne vivre que par les ressources de l'Etat et de se servir de sa fortune pour subventionner l'U.D.R. et exporter des capitaux ». Le secrétaire général de la C.G.T. a ajouté : « Il paraît paradoxal que M. Dassault n'ait pas porté plainte dans l'affaire du vol des 8 millions. Tous les Français se disent que pour mille fois moins de remuerait ciel et terre pour que la coupable soit punie. » De son côté, le Front progressiste (mouvement des gauchistes de gauche) indique : « Les coïncidences que l'on ne peut que constater entre cette affaire et l'actualité politique contribuent à donner une tonalité sordide aux véritables luttes de classe que connaît actuellement l'U.D.R. » Le mouvement dénonce également « les compromissions des états-majors nationaux successifs de l'U.D.R. » en faisant allusion aux subventions qui, selon M. de Vathaire, auraient été accordées par M. Dassault à des publications électorales de l'U.D.R.

Un contrôle fiscal commencé il y a plusieurs mois

A propos des accusations de fraude fiscale que révélerait le dossier réuni par M. de Vathaire, on apprend que plusieurs sociétés du groupe Dassault font actuellement l'objet d'un contrôle mené par une brigade de la direction des vérifications nationales, organisme chargé des investigations concernant les groupes industriels ou financiers dont le chiffre d'affaires est supérieur à 20 millions de francs.

Il convient de remarquer que ces contrôles se font d'ordinaire en deux étapes : un examen sur dossier, en premier lieu, puis, dans

M. DEFFERRE : boucle bouclée.

M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a déclaré mardi 14 septembre au micro d'Europe 1 :

« D'où vient cet argent ? De nous, de nous, des contribuables. La fortune de Dassault provient de la construction d'avions militaires, qui sont payés par la nation. Il a donné de l'argent à M. Chirac, sans doute en 6-7-8, donné à l'U.D.R. tout entière. Cet argent vient de l'Etat. M. Dassault, député U.D.R., vote des crédits pour que des ministres U.D.R. fassent construire des avions qui rapportent de l'argent qui revient à l'U.D.R. La boucle est ainsi bouclée. »

Le Monde
de l'éducation

numéro
de
septembre

LE RÉVEIL
DES LANGUES
RÉGIONALES

FAITS DIVERS

DES « TAXIS » MARSEILLAIS CAPTURENT L'AGRESSEUR D'UN DE LEURS COLÈGES

Une centaine de chauffeurs de taxi marseillais ont manifesté, mardi 14 septembre vers 23 h. 30, devant le commissariat central de la ville. Ils réclamaient un « châtiment rapide et exemplaire » pour Bernard Mourgues, vingt-cinq ans, déserteur de l'école de sous-officiers de Strasbourg, qui venait de porter plusieurs coups de couteau à l'un de leurs collègues, M. Adrien Molon, quarante ans.

M. Molon, blessé à la gorge, à la main et à la cuisse, avait pu donner l'alerte par radio-téléphone. Quelques-uns de ses collègues réussirent alors à coincer Bernard Mourgues dans le couloir d'un immeuble de la cité du Roy d'Espagne, où ils le rouèrent de coups avant de le remettre à la police.

La tentative de cambriolage du boulevard Auguste-Blanqui

Le comité intersyndical du Livre s'interroge sur les mobiles des malfaiteurs

Après la tentative de cambriolage commise, mardi 14 septembre à 0 h. 30, dans les locaux du Syndicat général du Livre, boulevard Auguste-Blanqui, le comité intersyndical du Livre parisien, dans un communiqué publié le soir même, s'interroge « sur les mobiles qui ont amené les malfaiteurs à s'attaquer à une organisation ouvrière en lutte au moment où les attaques contre les travailleurs du Livre C.G.T. et leurs organisations représentatives se poursuivent plus que jamais l'appui du pouvoir ». « Il n'est pas possible en tout cas d'admettre, ajoute le comité, qu'il soit conclu, comme l'a fait le directeur de la police judiciaire et avant même que l'in-

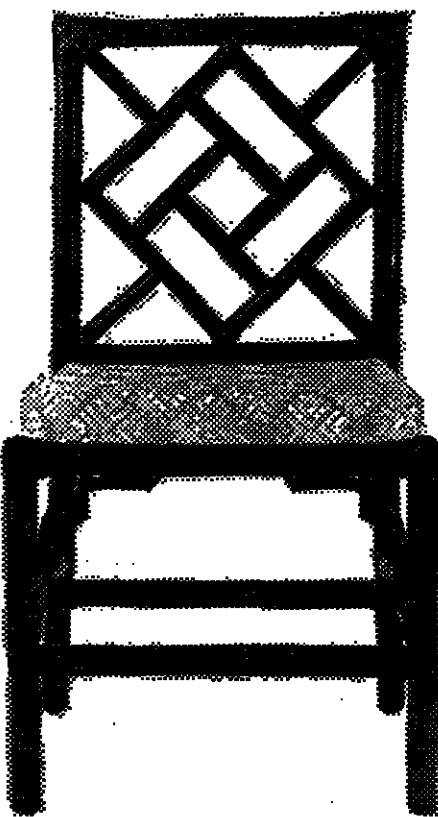
Le point de vue de M. Ségué

Pour sa part, M. Georges Ségué, secrétaire général de la C.G.T., interrogé, mardi 14 septembre, au cours d'une conférence de presse qu'il tenait à Stras-

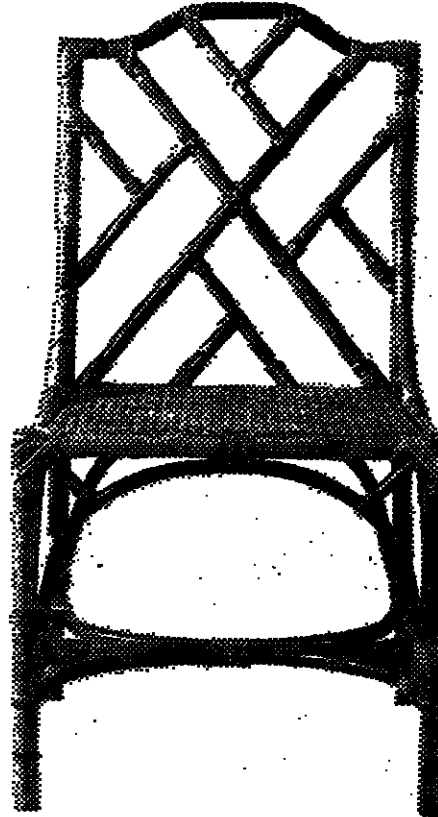
bourg, a déclaré : « On ne peut pas ne pas penser dans cette affaire aux menaces de M. Anasury contre les travailleurs du Livre libéré. Il me semble exclu que cette expédition nocturne vise à démolir financièrement la Fédération française des travailleurs du Livre, dont les coffres ne contiennent du reste pas d'argent. Nous ferons connaître à l'opinion publique les résultats de notre propre enquête », a assuré M. Georges Ségué.

Les sept malfaiteurs arrêtés en flagrant délit par les policiers de la brigade de répression du banditisme, et dont l'audition continue au quai des Orfèvres, ont déclaré, pour expliquer leur tentative de cambriolage, qu'ils espéraient trouver dans les coffres du Syndicat du Livre la recette de la fête de l'Humanité, organisée dimanche dernier au parc de La Courneuve. En outre, l'enquête a permis d'établir que les cambrioleurs avaient réussi à se procurer trois fausses clés, celle de la porte d'entrée de l'immeuble 94, boulevard Blanqui, celle des bureaux du Syndicat du Livre et une troisième clé spéciale permettant de couper le système d'alarme électrique des coffres-forts.

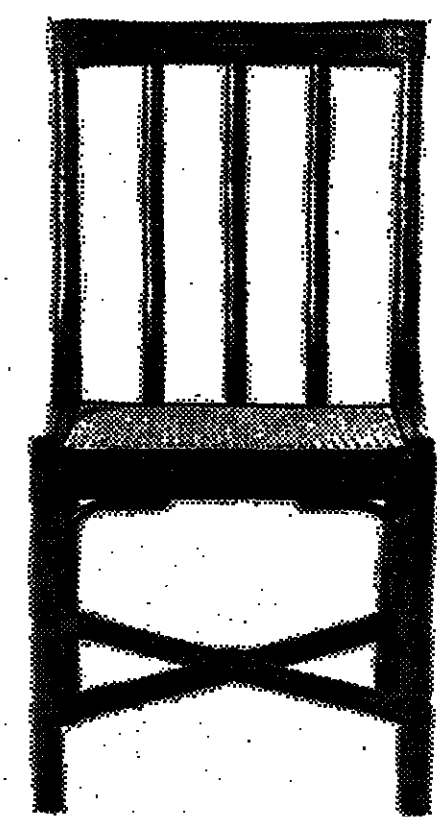
Vous avez choisi le rotin. Choisissez maintenant votre style.



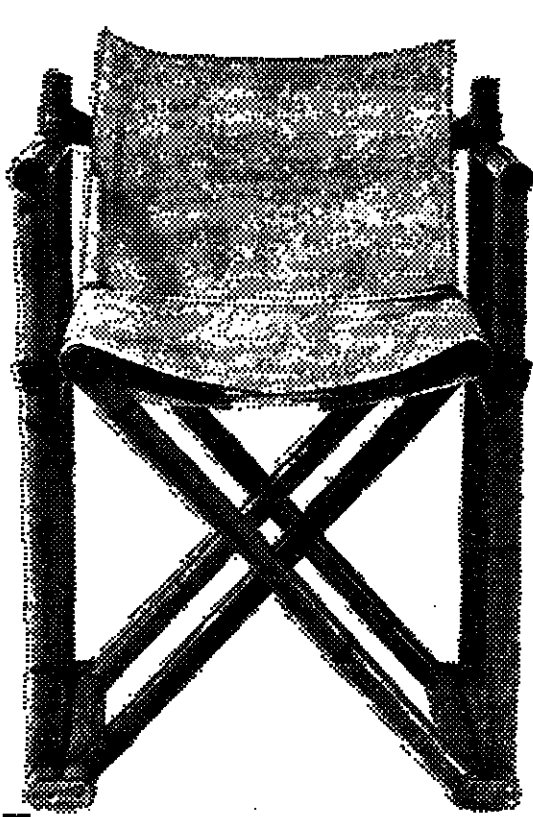
Chaise rotin teinté avec coussin. 490 F



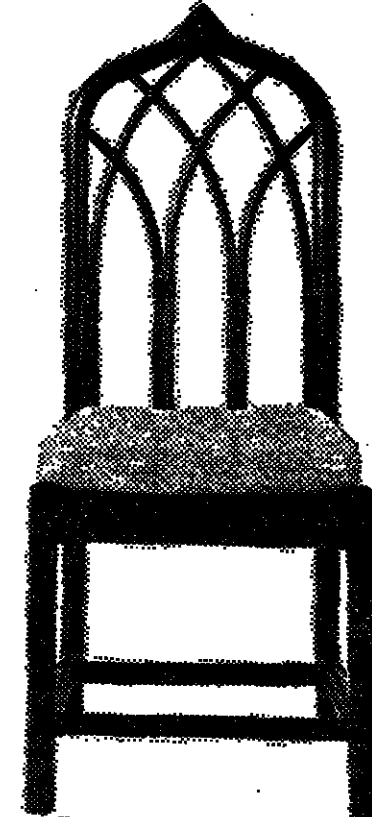
Chaise rotin naturel assise cannée. 410 F



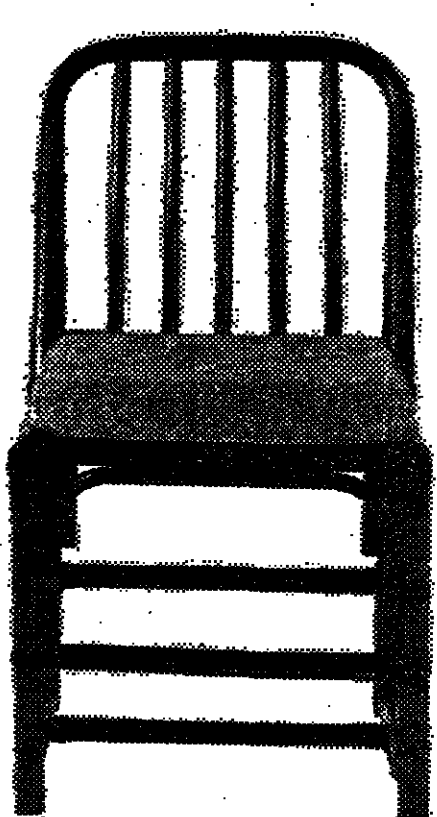
Chaise rotin teinté assise cannée. 585 F



Fauteuil pliant rotin naturel assise toile écarlée. 350 F



Chaise rotin teinté avec coussin. 500 F



Chaise rotin teinté avec coussin. 390 F

Le rotin au 4^e étage. 9 styles. 27 modèles différents

Galerias Lafayette

Haussmann, Montparnasse, Belle-Epine

Après l'incendie d'un hôtel d'immigrés

« ILS ONT SABOTÉ LA CONDUITE DE GAZ »

Trois hôtels parisiens incendiés en deux mois. Tous dans des conditions suspectes. Tous hébergent des ouvriers immigrés. Vingt-quatre morts. L'ol des séries ou racket ?

M. Mohammed Chena, costume rayé, l'embonpoint d'un petit notable algérien, cogérant de l'hôtel Tiphaine, le dernier établissement sinistré, lève les yeux au ciel. « Jamais je ne me serais attendu à cela. Ils ont saboté la conduite de gaz. »

— Qui ? Il y a ?

— C'est sûr. Ça vient de quelqu'un.

— Mais d'où ?

— Ça... Je ne suis contre personne. Ni contre les Français ni contre les gens chez nous.

— Un client mécontent ?

M. Mohammed Chena prend un air douloureux. « Impossible, un hôtel si bien tenu. Il suffit d'interroger les voisins ou même le propriétaire, un Auvergnat. » « Oui, dit celui-ci, au début on regardait que l'hôtel se spécialise dans la clientèle immigrée. Et bien ! avec M. Chena, c'était mieux géré que du temps de l'ancien gérant, pourtant un Auvergnat lui aussi. (Un silence.) Je ne devrais pas dire cela. Même que M. Chena fait du bon couscous. »

M. Mohammed Chena ne badine pas avec « les bonnes règles ». Ordre, propreté, cooptation des nouveaux locataires, prix calculés au plus juste. Trente-deux chambres louées au mois environ 300 francs et des repas à 10 francs. C'est « tout un métier » que de tenir un hôtel d'immigrés. Depuis 1957, M. Mohammed Chena en est à sa troisième cogérance. Son associé et lui en retirent assez d'argent pour passer à tour de rôle plusieurs mois de l'année en Algérie.

— Donc ça rapporte ?

— Comme tous les commerces quand on sait y faire.

Pourquoi ne seriez-vous pas victime d'un racket ?

Mohammed Chena, un instant, paraît ne plus comprendre le français, comme s'il s'interrogeait sur ce que nous savons précisément de l'affaire.

— Non, vraiment, finit-il par dire. Je suis gentil avec tout le monde. Bon, je crois que vous en avez fini avec vos questions. »

P.-M. D.

● Deux malfaiteurs équadés depuis une quinzaine de jours de la prison de Forest (Belgique) ont été arrêtés, mardi 14 septembre, dans un appartement situé 112, rue Marcadet, à Paris-18^e. Bien qu'armés, les deux hommes, un Français, Pierre Elstouet, âgé de vingt-neuf ans, et un Belge, Jacques Herygères, trente ans, se sont rendus, sans opposer de résistance, aux policiers de la deuxième brigade territoriale qui, agissant sur renseignements de la police belge, avaient cerné l'immeuble. Les deux malfaiteurs avaient été arrêtés en Belgique pour attaques à main armée et homicide volontaire.

Je l'ai vu 1/50

Le Monde

DES ARTS
ET DES SPECTACLES

VUE D'EUROPE

America, America...

par ANDRÉ FERMIGIER

QU'EST-CE qu'une dinde ? Nous connaissons tous beaucoup de dinde et de dindons : dindes de basse-cour, dindes indiennes, dindons de cabinet, dindes ministérielles. Mais d'où vient la dinde ? Du Pérou, de l'Amérique, du pont de Besons ? Pas du tout. La dinde vient tout simplement d'Inde, c'est-à-dire d'Amérique, ou plutôt des Amériques, le premier dindon ayant été expédié du Mexique par Cortès en 1519, à une époque où l'Europe confondait encore le Nouveau Continent avec le pays de Gollande ou les îles des Epices avec ces Indes fabuleuses, rutilantes de pierres, dont Colomb avait vainement cherché, par-delà les mers, le royaume.

Aussitôt adopté, qualifié par Babel de « royale » et rare, le dindon figure en belle illustration dans *l'Histoire de la nature des oiseaux*, de Pierre Belon, publiée à Paris en 1555, un des premiers traités où s'exprime l'étonnement des naturalistes de la Renaissance devant la flore et la faune américaines. A deux pas de notre dindon, une gravure soignée du début du XVII^e siècle, qui est la plus ancienne représentation connue des « peuplades de l'île découverte par le roi de Portugal », montre des hommes et des femmes nus, couverts de plumes, le chef orné de cette couronne de plumes qui deviendra le symbole de l'Amérique. « Et les hommes, dit la légende, prennent pour femmes celles qui leur plaisent, qu'elles soient leur mère, leur sœur ou leur amie. Ils se mangent entre eux, mangent même les morts, et ils suspendent les chairs au-dessus de la fumée. Ils vivent cent cinquante ans. Et ils n'ont pas de gouvernement. »

Curiosité et convoitise, hésitation devant un monde qui paraît

aussi bien faire revivre l'âge d'or que relayer d'une barbarie absolue, intelligible à la cosmogonie chrétienne, ainsi commence l'expédition qui s'ouvre dans deux jours au Grand Palais : l'Amérique, vue par l'Europe. Exposition entièrement originale dans sa conception, foisonnante en documents de toute sorte : livres, tableaux, objets singuliers et précieux, dont le rassemblement dégage une vision d'écologie et d'histoire d'une exceptionnelle ampleur.

« Un pays infini », « le peuple inconnu », ces deux définitions, l'une est de Ronsard, l'autre de Montaigne, servent de fil conducteur aux premières salles de l'exposition. « Un pays infini », et c'est aux cartographes d'en dire les contours, les surprises et les monstres. « Le peuple inconnu », et le voici qui défie sous le nom de « peuple de Calicut » (Calcutta), dans la triomphe imaginaire dédié par Jean-Baptiste de La Salle à l'empereur Maximilien, prend la forme du diable dans un panneau portugais du milieu du siècle, prête ses flèches et sa couronne de plumes à un roi magé dans un autre panneau portugais un peu antérieur. Qui étaient-ils ces Indiens qu'en 1500 on montre comme bêtes curieuses à Henri II dans un « village brésilien » installé à Rouen, Rouen qui était le centre du commerce du « bois de brésil » (aujourd'hui le Brésil doit son nom) et où, Montaigne raconte, « ces cannibales » évoqués dans un essai qui est la charte de la tolérance et du libéralisme européens ? Des monstres des créatures oubliées de Dieu dans un moment d'humour noir, de pacte provisoire avec Satan, ou bien la vraie et belle nature, le peuple qui « erre innocemment tout farouche et tout nu d'habits aussi qu'il est nu de malices » (Ronsard) ?

Des perroquets et des toucans

L'un et l'autre : Caliban. A une époque qui ne parvient pas à définir clairement son image de la civilisation et ses mythes culturels, compréhension et presque nostalgie accompagnent bien souvent sans les équilibrer, hélas ! la folle cruauté des soldats, des aventuriers et des marchands : le « bon sauvage » ne date pas du siècle des Lumières et, à l'indifférence qu'il a l'Europe politique à la destruction physique et morale du monde précolonial, le crime ne demeure pas inconnu et les Indiens trouveront très vite des défenseurs. Le plus célèbre d'entre eux est Bartolomé de Las Casas, auteur d'un pamphlet que l'on nous montre ici dans sa traduction française publiée à Anvers en 1579, *Tyrannies et cruautés des Espagnols perpétrées en Indes occidentales*. Mais il faut aussi penser au Milanais Gerolamo Benzoni, aux ouvrages imprimés par Théodore de Bry, un protestant belge réfugié à Francfort, et surtout à l'histoire d'un voyage fait en la terre de Brésil, autrement dit l'Amérique, de Jean de Léry, un huguenot bourguignon si chaleureusement attentif à la culture indienne que son livre a été qualifié par Claude Lévi-Strauss de « chef-d'œuvre de la littérature ethnographique ».

Ce qui frappe, en effet, chez ces premiers voyageurs, c'est l'écoulement du regard, qui, même s'il est intéressé, est déjà d'une précision toute scientifique. L'archéologie viendra beaucoup plus tard, mais, dès le milieu du siècle, les naturalistes décrivent et reproduisent avec une précision rigoureuse (et beaucoup de talent) les plantes récemment découvertes : le tabac, le tabac (« l'herbe sainte »), le plant de pomme de terre, le manioc, puis le cacao, la « fleur de la passion » et tout l'hortus floridus de la conquête.

Autre bestiaire, autres fruits et légumes, aussi méditerranéens que les perroquets et les toucans, un superbe bec, le « b-stall » semble avoir moins étonné les naturalistes de l'époque, peut-être parce qu'il relève plus du repailler que des animaux nobles. Ni lion, ni éléphant, au effort, seront les attributs invariables et peu gracieux des légendes américaines. Aux yeux de Buffon, encore, la vie naturelle de l'Amérique, continent presque raté, en tout cas inabouti et bêtement agité (chaleurs inconvenantes,

des Pays-Bas, le cardinal-Infant Ferdinand d'Autriche. Elle n'en apparaît pas moins comme une sorte d'ogresse entourée de vides de mort, de reptiles divers, obéissant à un affreux tatou ou un alligator plus affreux encore, comme dans cet extraordinaire groupe en argent exécuté par Lorenzo Vaccaro et offert par Charles II à la cathédrale de Tolède, où on la voit empalée, égarée, rutilante de pièces d'or et d'argent, assise sur un globe terrestre que soutient un trio d'abominables sauteuses.

C'est l'Europe baroque qui civilisera l'image de l'Amérique, à travers la fête, la luxueuse décoration et la religion. La fête : l'Amérique devient personnage de ballet, d'opéra, d'opérette, de masques et de divertissements de toutes sortes, ainsi dans ce jeu de cartes que Masarin fit dessiner par Stefano della Bella pour apprendre la géographie au jeune Louis XIV. Le luxe décoratif, et c'est une des parties les plus étrangères de l'exposition, que celle qui rassemble toutes ces coupes, ces horloges, ces plats enluminés, ces objets américains ou ces objets étrangers, nois de coco sculptés, coupes taillées dans une corne de rhinocéros, « exotiques » qui tentent la gloire d'un « wunderkammer » des princes allemands.

La religion enfin. Comme on l'a dit, « dans le palais, l'Indien est une allusion à la domination politique de l'Europe » ; dans les églises, les allégories de l'Amérique évoquent le triomphe des missionnaires. Le plus célèbre de ces triompheurs, et l'un des triompheurs de l'art baroque, est l'allégorie de l'Action missionnaire des jésuites, plafonné pour l'église de Saint-Ignace, à Rome, par le Père Pozzo, dont on nous présente ici le projet, non loin d'un panneau de Solimena destiné sans doute au palais ducal de Gènes. Christophe Colomb arrive en Amérique, et d'un tableau de Jean-François de Troy, qui nous montre, lui aussi, le débarquement de Christophe Colomb, au milieu d'Indiens « Coto », d'amour au pied d'une croix que brandit un soldat d'opérette.

C'est la première fois que nous rencontrons Christophe Colomb au cours de notre périple idéologique-chronologique. Nous le retrouvons au XIX^e siècle, où l'informé Gênes fait une rentrée très remarquée. Il descendra alors le héros romantique par excellence, « Colomb, mon héros, le plus royal de tous les maîtres de la mer », disait Carlyle. Delacroix lui consacra un tableau

(pas très bon), et Wagner, une ouverture, *Columbus*, évoquant « la terre du désir vers laquelle s'élançaient les yeux du héros », l'instant où surgit, « couronnant ses labeurs et ses recherches, le continent immense de l'Asie ».

Le XVIII^e siècle, c'est le siècle de l'indépendance américaine, évoqué ici de façon très amusante (caricatures anti-anglaises) et par de très beaux objets. C'est aussi le siècle où l'image de l'Amérique se civilise jusqu'à la préciosité, l'époque des « Indes galantes », de « l'américanisme », parallèle à la chinoiserie, pour parler comme Hugh Honour, l'auteur de cette étonnante exposition. « Les femmes démentement des coquetteries et les guerriers farouches, des dandies », que l'on retrouve dans les adorables bibelots des manufactures de porcelaine ou dans les scènes d'idylle des fabricants de toile de Jouy et de papier peint, même si l'Amérique inspire encore d'héroïques transports à Tiepolo lorsqu'il décore l'escalier de la résidence de Würzburg.

L'idylle ne dura pas très longtemps, peut-être parce qu'après la guerre du Canada on s'interrogea surtout à l'Amérique du Nord, plus sévère, moins luxuriante et qui est peuplée de ces Peaux-Rouges pour lesquels les Européens, bien avant l'immense succès du *Dernier des Mohicans*, semblaient toujours avoir éprouvé un certain respect. La sensibilité préromantique enrichit d'accent

Les Peaux-Rouges

Si proche que soit devenue l'Amérique du XVIII^e siècle, elle n'en continue pas moins de fournir à l'Europe un ensemble d'images, de mythes aussi riches que contradictoires. L'Amérique, c'est le pays des chercheurs d'or et des fortunes rapides, l'Asie offert aux émigrants, aux proscriptions, la terre de la démocratie (Toqueville) et de la liberté (Bartholdi). Mais c'est aussi le monde du machinisme mercantile et de l'argent impitoyable, symbolisés par l'affreux Yankee, responsable, selon Baudelaire, de la mort de Poe, ignorant jusqu'à l'usage du crachoir. Et c'est surtout le pays des esclaves.

Le problème des Noirs a été l'objet d'une iconographie, on s'en doute, particulièrement abondante, paternaliste, identifiée des illustrations de la Case de l'Esclavage pour terminer : la terrifiante Complainte du Noir, de Füssli, le dessin où Gérard, abolitionniste ardent, préparait cette *Traite des*



« L'Amérique, Diane et ogresse », par Lorenzo Vaccaro.

nouveaux le thème du bon sauvage, du Huron volé par l'Indien, l'Amérique de la fin du siècle est une Amérique morale, réservée, d'une vertu un peu triste, le meilleur témoignage étant ici l'admirable *Veux indiennes*, de Joseph Wright of Derby. Un livre résume tout cela, et c'est *Atala*, bien mauvais roman, et d'une religion bien naïve, mais qui fit beaucoup pleurer, donna lieu à toute une iconographie populaire, fut illustré par Gustave Doré et inspira des œuvres de premier plan depuis la *Mort d'Atala*, de Girodet, jusqu'aux *Natchez*, de Delacroix (présentées par un dessin), et à la *Jeune Indienne*, de Bost.

L'Opéra de Paris à New-York

Mieux que la Scala

L'INVASION des scènes américaines par deux des plus grandes compagnies lyriques européennes continue avec un succès grandissant. Depuis leurs débuts simultanés, la semaine dernière, à New-York et à Washington, l'Opéra de Paris et la Scala de Milan ont saisi l'occasion, malgré le prix élevé des places, bien au-dessus de ce que les Américains ont l'habitude de payer...

Donc pas de déception, mais au contraire de l'enthousiasme, de la part du public, et seulement quelques regrets, exprimés ici et là par certains critiques, que les compagnies européennes n'aient apporté que leur répertoire traditionnel et, d'autre part, que l'Opéra de Paris ne présente qu'un seul opéra français, Faust, de Gounod.

Curieusement, les critiques du New York Times, d'abord grognons, oublièrent vite leur mauvaise humeur pour célébrer sans réserves l'Opéra de Paris, manifestant, en revanche, quelque réserve à l'égard de la Scala. L'un a trouvé Macbeth « étrange... plein d'astuces scéniques, mais sans véritable style. Imagination ni substance... » ; l'autre a été déçu par la Bohème. Il reconnaît tout les mérites à la production de Zeffirelli, qu'il a « bien » cependant gâchée par la direction « maniérée et ennuyeuse... » de Georges Prêtre. Mais la Scala a été couronnée d'éloges par les critiques de Washington, et le public international de la capitale, acquis d'avance.

Toute comparaison serait mesquine. Pourtant il faut admettre que la tendresse, à New-York, la première des Noces atteignit la perfection, malgré l'incident, déjà relaté, de la baguette fatale (le Monde du 10 septembre)... Les New-Yorkais, éblouis par une distribution aussi brillante, firent un accueil enthousiaste aux chanteurs, sans oublier dans leurs acclamations Sir Georg Solti, une vieille connaissance des habitués du « Met ». Pour le New York Times, la production des Noces « a ramené la santé au monde de l'opéra ». « Une des plus grandes productions de notre époque », ajoutait-il avant d'avoir entendu et vu Otello, qui, évoqua-t-il, lui a fait une encore plus grande impression.

La tournée de l'Opéra de Paris n'en est qu'à ses débuts. Les réactions du public et des critiques indiquent que les quelques millions engagés par le gouvernement français dans cette entreprise de prestige représentent un sage investissement au service du rayonnement de la culture française, assurée par une troupe cosmopolite, tout à fait à sa place dans la plus cosmopolite des villes.

HENRI PIERRE.

LE PICCOLO TEATRO A PARIS

Georgio Strehler à la recherche du mieux

COSTUME bleu, chevelure d'argent, lunettes, l'italien des brunes blanches de Milan Georgio Strehler est venu à Paris installer ses comédiens sur la scène de l'Odéon. Ils y restent trois mois avec « la Cérise » (« le Monde » daté 12-13 septembre), « Moi, Bertolt Brecht » et « Il Campiello ». Ils y reviendront trois ans de suite.

Le Piccolo Teatro — que Strehler dirige seul après l'avoir fondé avec Paolo Grassi — a souvent joué en France, toujours à bureaux fermés, laissant des centaines de spectateurs frustrés à la porte. Le même phénomène se produit quand il invite le Théâtre du Soleil à créer « 1789 » à Milan ou à y donner « l'Age d'or ». Cette fois, il ne s'agit plus de réserver quelques soirées à un public dans le vent, mais d'organiser de véritables échanges (Parlance Chereau présentera « la Dispute » au Piccolo, qu'il connaît bien pour y avoir travaillé trois ans), d'établir un lien véritable avec le public français, de lui faire connaître la ligne de ce théâtre qui depuis plus de vingt-cinq ans étend son influence sur toute l'Europe. Quand on arrive dans l'entrée qui mène aux bureaux, on voit d'abord les murs entièrement couverts d'affiches dans toutes les langues, d'un Arlecchino valet de deux maitres.

Fondamentalement, la ligne du Piccolo n'a pas changé. Elle s'inscrit dans le développement et le progrès, elle est du côté de la raison.

Le théâtre du cri, le langage du désespoir, ne s'en est pas dévié, dit Georgio Strehler, même s'il se peut se placer dans un rapport dialectique avec ce qui se fait. Mes angoisses se concentrent sur les problè-

mes — plus complexes que nous ne le croyions d'abord, mais toujours difficiles à résoudre — plus complexes que nous ne le croyions d'abord, mais toujours difficiles à résoudre. On a trop simplifié la lutte des classes, le sens politique de la culture. Les temps n'est pas ou triomphalisme. Ce que nous avons à faire, c'est à dire clairement que rien n'est simple, à donner un aperçu critique de cette complexité. Je crois à la possibilité de la communication, à l'avenir de l'humanité.

Si les spectacles de Strehler ne sont pas pessimistes, tout au moins sont-ils imprégnés de mélancolie, d'une inquiétude oppressante. On se souvient de la danse triste sur laquelle se terminait « Baruffa à Chioggia », du rideau de feu qui tombe et brise le chariot des comédiens, dernière image des « Géants de la montagne ».

Je suis engagé dans l'ouverture humaine avec mes doutes et mes questions, dit Georgio Strehler. Le travail sur scène n'a pas d'aboutissement. Il est une quête qui dégage une chaleur blanche... ou rouge. Il exige une tension prolongée, un extrême acharnement à la recherche du mieux. Depuis que je suis revenu au Piccolo, j'essaie de lui faire retrouver un visage qu'il avait perdu, de faire entendre ma propre voix. Je ne veux pas dire que je suis capable de satisfaire à tout. Des hommes tels que Brook, Chereau, Strehler, ont tout à voir et rien à voir avec moi. L'âge n'est pas en ligne de compte. Chacun chante sur sa tonalité, mais nous avons une filiation commune, une parenté.

La crise profonde du théâtre contemporain me hante. Je n'ai pas réussi à la résoudre comme je l'aurais voulu. Je voudrais me montrer démocratique, montrer quelques auteurs contemporains italiens, en offrir. La solution

n'est pas là. Elle est dans la tentative d'un dialogue, d'un rapprochement difficile.

Un danger menace les créateurs parvenus à la maîtrise, victimes de leur imagination et de leur métier : l'éblouissement sans surprise de leurs spectacles. Parallèlement au quotidien du répertoire, Strehler souhaite une sorte de laboratoire (quelque chose comme la cellule de création de Théâtre ouvert) où s'engageraient non pas seulement des « jeunes » (précise-t-il), mais son équipe habituelle.

Georgio Strehler prépare la saison de Milan et celle de Paris. Il doit remonter « le Roi Lear », faire une mise en scène avec les comédiens français : « On m'a demandé un classique. Le Misanthrope ». Pourquoi pas ? Personnellement ça ne me poserait pas de problème, bien que je n'aie jamais monté de Molière. En Italie ce serait le massacre. Seulement, c'est la première fois que je travaille avec des Français. Nous sommes proches, mais il y a des rituels, des habitudes, des méthodes à dévorer. Et aussi des visages. Voir les acteurs une fois sur scène n'est pas suffisant pour les connaître. Je préférerais un Goldoni : « la Villégiature ». Ce n'est pas pour l'échec. Je serais plus rassuré si je commençais avec un auteur qui m'est familier — surtout dans cette période « tchekhovienne » de sa vie, pleine d'inquiétude et de questions, assez pathétique. De plus, il n'a jamais été joué à la Comédie-Française. Pourquoi ne pas me demander de combler ce vide ? Le prétendu « Théâtre des Italiens à Paris » ne doit pas être une fin en soi, mais une ouverture. On peut rêver de l'éclair, de la prolonger, ce n'est pas si fou.

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

EN BREF

Cinq mille instruments à la Bastille

Le troisième Salon de la musique se tiendra, du 22 au 28 septembre, dans l'ancienne gare de la Bastille. Les visiteurs pourront non seulement voir, mais aussi essayer, les quelque cinq mille instruments exposés. L'Orchestre des accordeons de Paris, les fanfares des beaux-arts, etc., sont attendus.

* Ancienne gare de la Bastille (place de la Bastille). De 11 heures à 19 heures.

L'octobre de Radio-France

Les orchestres de Radio-France ont rendu publics leurs programmes pour le mois d'octobre. Dans le domaine lyrique, l'Orchestre national exécutera la *Femme et l'encluse*, de Richard Strauss, et l'Orchestre philharmonique *Nabucco*, de Verdi (les 1^{er} et 4 octobre, à 20 h. 30). On retiendra le concert dirigé et interprété par E. Krivine (le 5 octobre, à 20 h. 30) et la création, sous la direction de l'auteur, du *Temple de la Mémoire*, de M. Rosenzweig (le 6 octobre, à 20 h. 30). Pour la musique contemporaine, G. Amy dirigera une de ses œuvres (*Seven Sites*) et une création de Shinohara : *Egalisation* (le 23 octobre, à 20 h. 30). Enfin, le soliste C. Arrau interprétera le concerto pour piano n° 5, l'*Empereur*, de Beethoven (le 27 octobre, à 20 h. 30).

* Radiodiffusion : Maison de Radio-France. Tél. : 224-33-61.

« La joie de vivre » sur palissades

Quatre peintures qui expriment « la joie de vivre » ont été exécutées dans Paris sur des palissades de chantiers, par des adolescents de seize à dix-huit ans. On pourra les voir le long de l'avenue du Général-Sarrail (Icône Fontaine), XVI^e, au square du musée de Cluny, VI^e, à la station de métro Luxembourg, VI^e, et à celle de la gare de Lyon, XII^e.

Sur l'initiative d'Anne-Marie Pjaulet, professeur d'éducation artistique à Blois, et avec l'accord de la R.A.T.P. et des services publics, ces élèves de seconde, première et terminale ont reproduit sur 15 mètres de long et 2 mètres de haut les quatre maquettes de leurs camarades qui avaient été sélectionnées par leur professeur. L'intention était de présenter, en l'espace d'une semaine, une œuvre parfaitement finie, décorative, qui prenne la rue à témoin, mais dans un esprit purement éducatif.

« Les Mains sales » selon Drehan

Patrice Drehan monte les *Mains sales*, de Jean-Paul Sartre, au Théâtre des Mathurins. Tout en poursuivant ses études à l'Institut d'études politiques, ce jeune metteur en scène a fait du théâtre universitaire. Après le conservatoire de Besançon, il a tourné deux films en 16 mm, présentés au Festival de Belfort et à celui d'Épinal. Jean-Paul Sartre, à qui il a soumis son projet, lui a donné son accord pour monter la pièce, qui n'avait pas été mise en scène depuis 1952. Pourquoi les *Mains sales* ? Pour en proposer une lecture critique, dit Patrice Drehan.

* À partir du 21 septembre. Théâtre des Mathurins.

La rentrée de l'ARC

ARC 2 (Animation, recherche, confrontation) présente, à partir de la fin du mois de septembre, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, une série d'expositions et de concerts.

Les élèves de l'atelier Kemarrec-Mallat à l'École d'art de Marseille organisent un débat, le 23 septembre à 20 h. 30, sur le thème : « Enseigner l'art ? » Dans le domaine de la musique contemporaine, le Tokk Ensemble de Tokyo se produira pour la première fois en France, le 6 octobre. L'opéra de Bruno Maderna *Satyricon* sera exécuté le 15 octobre.

Enfin, les amateurs de jazz pourront entendre Henri Texier, le 7 octobre. Noah Howard, le 21 octobre, et découvrir un montage audio-visuel réalisé par Philippe Carles sur Charlie Parker, les 21 et 22 octobre.

Les souscriptions de disques

De Claude Lejeune à Chostakovitch



LES classiques « souscriptions de disques » (ou « offres spéciales ») de l'automne s'inscrivent elles aussi à l'enseigne du changement dans la continuité. Le nombre des coffrets reste celui de l'an passé (plus d'une centaine) et le prix moyen par disque s'établit autour de 33,5 F, soit une réduction d'environ 32 % ; mais les prix varient sensiblement d'un coffret à l'autre. Le nombre des nouveautés est plus important que l'an passé et représente plus de la moitié des disques proposés.

Les revues spécialisées *Diapason* et *Harmonie*, auxquelles nous empruntons ces chiffres, publient la liste complète des souscriptions que nous donnons ci-dessous. Elle ne comporte pas cette année, exceptionnellement, de réédition ou d'événement sensationnel, ce qui est peu étonnant après les surenchères des années précédentes. Les flons de la musique classique ne sont pas inépuisables.

GALERIE DEBRET
28, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. 329-00-03
CARLOS de MORAES
15 septembre - 6 octobre

LE MARCHÉ SANS MARCHANDS
150 ARTISANS et ARTISTES
présentent eux-mêmes tissages, peintures, poteries, costumes, marionnettes, jouets, bijoux, tapisseries, tissus peints, etc.
SAMEDI 18 - DIMANCHE 19
LUNDI 20 SEPTEMBRE
CENTRE DES EXPOSITIONS DE MONTREUIL
Métro : Mairie-de-Montreuil
Ouvert de 10 h. à 20 h.
Entrée gratuite

VERNISSAGE MARDI 18 h. 30
21 septembre au 24 octobre
Centre culturel canadien
5, rue de Constantine, 75007 Paris, M^o Invalides.
Tél. 5513573
3 galeries ouvertes tous les jours de 9h à 19h.

Côte de l'Atlantique

Un journal illustré
52 artistes
Plus de 100 œuvres !
5, rue de Constantine, 75007 Paris, M^o Invalides.
Tél. 5513573
3 galeries ouvertes tous les jours de 9h à 19h.

On y trouvera beaucoup de compositeurs et d'œuvres mineures, et moins de nouveaux disques de grands interprètes ou de gravures inédites des plus hauts chefs-d'œuvre que par le passé. Haydn prend le relais de Mozart et de Mahler, bien que son œuvre abondante risque elle-même d'être bientôt entièrement enregistrée.

Parmi les productions les plus marquantes, on notera l'intégrale *Beethoven du Quatuor italien*, le *Macbeth* de Verdi, de la Scala, dirigé par Claudio Abbado, la splendide *Tosca* de Rossini, dirigée par Claudio Abbado, les *Maitres Chanteurs*, dirigés par Jochum, avec une distribution étonnante (Fischer-Dieskau, Domingo, Lidgera, Ludwig), les premières gravures du *Printemps* de Claude Lejeune, de Louise et d'Elisabeth de Rossini (avec M. Cabellé), la musique sacrée de Vivipet, dirigée par Michel Corboz, et assez de disques pour réjouir les mélomanes, notamment les six coffrets célébrant le centenaire de Bruno Walter, qui ne comportent malheureusement aucun inédit.

Deux « monuments » dans cette liste : les trente disques du « Livre d'or de l'orgue français », dus à André Isor et Louis Thiry, et l'intégrale des quinze *Symphonies* de Chostakovitch, par Kondrachine qui permettra enfin de prendre une vue d'ensemble du grand musicien soviétique, le seul, avec le Hongrois Szokolay, à représenter la musique de notre époque, par ailleurs tragiquement absente dans ses formes les plus audacieuses. — J. L.

CL. LEJEUNE : *le Printemps*, Ensemble J. Feuille, 3 Arlon, 120 F (N).
BUXTEHUDE : *l'Œuvre pour clavier*, H. Grémy-Chaillat, 4 FY, 160 F (N).
CORELLI : *Concerti grossi* op. 6, dir. D. et I. Oistrakh, 3 CDM, 91,50 F (N).
COUPERIN : *Concerts royaux et leurs concertos*, H. Holliger, A. Nicolet, etc., 4 Arch., 150 F (N).
L'Œuvre pour clavier, livre IV, L. Boulay, 3 Era., 91,50 F (N).
VIVALDI : *Concertos*, op. 4, la Stravaganza, 1 Solisti Veneti, 2 Era., 80 F (N).
Concertos op. 7, I Musici, 2 Phil., 79 F (N).
Musique sacrée, vol. 2, 3, 4, Ensemble de Lausanne, dir. M. Corboz, 3 Era., 120 F (N).
VIVALDI-BACH : 7 Concertos et leurs transcriptions par Bach, solistes et ensembles divers, 3 Era., 91,50 F (N).
J.-S. BACH : *Cantates de Pâques*, dir. K. Richter, 6 Arch., 220 F (R).

GALERIE LAMBERT
Ladislav NOVAK
Peintre tchécoslovaque
14, rue Saint-Louis-en-l'Île (IV^e)

GALERIE VERCAMER
3 bis, r. des Beaux-Arts, 633-18-90
ASENSIO 5/5
(Allent) - 15 - 20 septembre
HOMMAGE À JOSEPH DELTEIL

« Chez Pierre CLAMA il ne s'agit pas d'une déformation du réel mais d'une représentation aussi vaste que possible de la réalité sous tous ses aspects. Le dynamisme de la surface peinte, la multiplicité des perspectives, la variété des situations mises en scène, l'impétuosité de la couleur, l'euphorie, l'éclatement des formes, conduisent l'invocation d'un style et la fascinante représentation d'une réalité totale. » (30 aquarelles, Galerie Ladislav Appel, 23, rue de Miromesnil, jusqu'au 28 septembre.)
Etiennette Lambrille.

Gal. de l'Université
32, rue Bassano (8^e)
BENUSIGLIO
14 sept. au 1^{er} oct.

GRANDS et JEUNES d'AUJOURD'HUI
Art cinétique
peinture, sculpture, au GRAND PALAIS
Vernissage le 16 sept. de 17 à 20 h

— *Motets*, dir. H. Rilling, 2 Valois, 80 F (R).
— *Intégrale de l'œuvre d'orgue*, L. Rogg, 20 EMI, 570 F (N).
— *Intégrale de l'œuvre d'orgue*, vol. 1, G. Baker, 4 FY, 180 F (N).
— *Sonates pour flûte* L. Kovács, 2 Hun, 75 F (N).

HAENDL : *Concerti grossi* op. 6, Collegium Aureum, 3 BASF, 99 F (N).
— *Intégrale des concertos pour orgue*, D. Chorazampa, 5 Phil., 159 F (N).

— *Intégrale des concertos pour orgue*, L. Rogg, 4 EMI, 138 F (N).
— *Intégrale des concertos pour orgue*, G. Malcolm, 4 Dec, 122 F (N).

LOEILLET : *Sonates et trios pour flûte, hautbois et clavier*, P. Poutreau, A. Chevalier et Y. Schmitt, 2 BAM, 75 F (R).
DAUVERGNE : *la Coquette trompée*, dir. J.-P. Waller, 1 Dec, 40 F (N).

HAYDN : *la Création*, dir. W. Gönnenwein, 3 Vox, 79,50 F (N).
— *L'Inferno*, opéra, dir. F. Sander, 3 Hun, 115 F (N).

— *La Fédélité*, opéra, dir. A. Dorati, 4 Phil., 139 F (N).
— *24 Menests*, dir. A. Dorati, 2 Dec, 53 F (N).

— *Quatuors* op. 33, 50, 142 (vol. 7), Aeolian Quartet, 6 Dec, 169 F (N).
— *Les Saisons*, dir. W. Gönnenwein, 3 Vox, 79,50 F (N).

— *Sonates 1 à 19 pour clavier*, S. Ferris et J. Sebestyen, 4 Hun, 140 F (N).
— *Sonates pour clavier*, vol. 3, J. MacCabe, 3 Dec, 79,50 F (N).

— *Symphonies parisiennes* n° 82-87, dir. D. Barenboim, 3 EMI, 103,50 F (N).
BOCCHERINI : *Concertos pour violoncelle* n° 9-10, F. Lodon, 1 Era, 41,50 F (N).

MOZART : *Così fan tutte*, avec E. Schwarzkopf, etc., dir. Karajan, 3 EMI, 79,50 F (R).
— *Divertimenti*, en 3 vol., dir. A. R. Johnson, chaque vol. de 3 Vox, 79,50 F (N).

— *La Flûte pastorale*, dir. D. Vaughan, 2 RCA, 80 F (R).
— *Quatuors à cordes* n° 20-23, Quatuor Juillard, 2 CBS, 80 F (N).

— *Vingt Grandes Symphonies*, dir. J. Krips, 3 Phil et un livre, 248 F (R).
— *Les Six Dernières Symphonies*, dir. B. Walter, 3 CBS, 79,50 F (R).

BEETHOVEN : *Cinq Concertos et Fantaisie chorale*, R. Serkin, 4 CBS, 150 F (R).
— *Cinq concertos*, A. Rubinstein, 5 RCA, 172,50 F (N).

— *Missa solennelle*, dir. Giulini, 2 EMI, 80 F (N).
— *Intégrale des quatuors*, Quatuor Italiano, 10 Phil, 299 F (NR).
— *Sonates célèbres* (n° 8, 14, 17, 23, 30, 31), par M. J. Piria, 2 Era, 80 F (N).

— *Sonates pour violoncelle et piano*, R. Poldoski, 1 Pamboukian, 3 HMF, 112,50 F (NR).
— *Intégrale des symphonies*, dir. R. Kubelik, 8 DG, 250 F (N).

— *Intégrale des symphonies*, dir. B. Walter, 5 CBS, 99,75 F (R).
— *Intégrale des trios à cordes*, J. Helfetz, W. Primrose, G. Flügorsky, 3 RCA, 112,50 F (R).

— *Variations*, vol. 1, C. Oussel, 3 Dec, 103,50 F (N).
WEBER-MAHLER : *Die Drei Pintos*, opéra, dir. G. Bertini, 3 RCA, 120 F (N).

ROSSINI : *Elisabeth reine d'Angleterre*, avec M. Cabellé, 3 Phil, 105 F (N).
BERLIOZ : *l'Œuvre symphonique*, dir. C. Davis, 5 Phil, 159 F (R).

— *Requiem*, dir. L. Bernstein, 3 CBS, 120 F (N).
CHOPIN : *Intégrale des Nocturnes*, M. Magin, 2 Dec, 69 F (N).

LISZT : *Requiem hongroise* n° 1-16 et 19, G. Cziffra, 3 EMI, 120 F (N).
VERDI : *Macbeth*, dir. C. Abbado, 3 DG, 129 F (N).

WAGNER : *les Maîtres chanteurs*, dir. E. Jochum, 5 DG, 195 F (N).
J. STRAUSS : *la Chauve-Souris*, dir. C. Kleiber, 2 DG, 85 F (N).

BRAMHIS : *Intégrale des quatuors, quintettes et sextuors*, artistes hongrois, 10 Hun, chaque coffret de cinq disques, 175 F (N).
— *Œuvre symphonique et concertante*, dir. B. Haitink, 3 Phil, 239 F (NR).

— *Quatre symphonies*, dir. K. Böhm, 4 DG, 160 F (N).
— *Quatre symphonies*, dir. B. Walter, 3 CBS, 79,50 F (R).

BRUCKNER : *Symphonies* n° 4, 7, 9, dir. B. Walter, 4 CBS, 90 F (R).
SAINT-SAËNS : *Concertos pour violon et violoncelle*, R. Ricci, L. Varga, 3 Vox, 79,50 F (N).

— *9^e Concerto et pièces pour violon et orchestre*, P. Amoyal, 1 Era, 41,50 F (N).
TCHAIKOVSKI : *Casse-Noisette*, dir. A. Previn, 2 EMI, 80 F (N).

RIMSKI-KORSAKOV : *Mozart et Salieri*, dir. S. Angelov, 1 HM, 40 F (N).
— *La Nuit de mai*, dir. V. Fedoseiev, 3 DG, 119 F (N).

PUCCINI : *la Tosca*, dir. M. Rostropovitch, 2 DG, 95 F (N).
WOLF : *Lieder*, vol. 2, D. Fischer-Dieskau et D. Barenboim, 3 DG, 119 F (N).

MAHLER : *Intégrale des symphonies*, dir. L. Bernstein, 15 CBS, 387,50 F (R).
— *Symphonies 1, 2, 4, 5, 9 et 10*, dir. B. Walter, 8 CBS, chaque coffret de quatre disques, 90 F (R).

G. CHARPENTIER : *Louise*, dir. G. Prêtre, 3 CBS, 120 F (N).
DEBUSSY : *Œuvres orchestrales*, dir. Ch. Münch, 3 RCA, 85,50 F (R).

VIENNE : *Intégrale des symphonies pour orgue*, P. Chereau, 5 FY, 200 F (N).

— *Intégrale des symphonies*, dir. W. Weiler, 3 Dec, 103,50 F (NR).
BARTOK : *Trois concertos et rhapsodie pour piano et orchestre*, P. Rogé, 2 Dec, 80 F (N).

— *Trois concertos pour piano*, A. Dikou, 2 HM, 75 F (N).
VILLA-LOBOS : *Œuvres symphoniques*, dir. Villa-Lobos, 10 EMI, 250 F (R).

WEILL : *Musique vocale et orchestrale*, dir. D. Atherton, 3 DG, 119 F (N).
CHOSTAKOVITCH : *la Nez*, opéra bouffe, dir. G. Rojdestvensky, 2 CDM, 88 F (N).

— *Intégrale des quinze symphonies*, dir. K. Kondrachine, 14 CDM, 488 F (NR).
SZOKOLAY : *Sanson*, dir. A. K. Roddy, 2 Hun, 75 F (N).

CONCERTS ET ANTHOLOGIES
Anthologie de la musique polonaise (XV-XVII^e siècles), 7 Era., 199,50 F (N).

L'art de Maria Callas, 4 EMI, 138 F (R).
Aujourd'hui, œuvres d'O'hana, Cheynes, Milhaud, etc., Quatuor de clarinettes de Paris, 3 Cal., 120 F (NR).

Chants des provinces de France, dir. B. Lallouet, vol. 1, 3 BAM, 105 F (R); vol. 2, 2 BAM, 70 F (N).

Cinq siècles d'orgue français, A. Isor, 1 Cal., 19,95 F (NR).
Hommage à Bruno Walter, pour son centenaire (cf. ci-dessus) : Mozart, Beethoven, Brahms, Bruckner, Mahler.

Hommage à Sacha Guitry, pour le 50^e anniversaire de sa mort, 3 Dec., 67,50 F (R).
La livre d'or de l'orgue français, A. Isor et L. Thiry, 30 disques Cal., 980 F (NR) ; détaillé en dix coffrets de trois disques, chaque coffret 120 F.

Musique de l'époque gothique, Ars antica et Ars nova, The Early Music Consort of London, 3 Arch, 119 F (N).

Polyphonies sacrées du siècle d'Or (Lassus, Gesualdo, Victoria), Madrigalistes de Prague, 3 Val, 103,50 F (R).

La Renaissance anglaise, Deller Consort, 3 HM, 120 F (R).

Abbréviations. — Arch. : Archiv Produktion ; BAM : Boîte à musique ; Cal. : Calliope ; CDM : Chant du monde ; Dec. : Decca ; DG : Deutsche Grammophon ; Era : Erato ; HM : Harmonia Mundi ; Hun : Hungaroton ; Phil : Philips ; Val : Valois.

À la suite de chaque enregistrement, N signifié que la souscription concerne des enregistrements tout à fait nouveaux (au moins en France) ; NR, qu'elle contient des nouveautés et des reprises ; R, qu'elle ne réunit que des reprises d'enregistrements déjà publiés.

U.G.C. BIARRITZ (v.o.) - PARAMOUNT ÉLYSÉES (v.o.) - PARAMOUNT OPÉRA (v.f.) - PARAMOUNT MONTPARNASSE (v.f.) - REX (v.f.)
PUBLICIS ST-GERMAIN (v.o.) - PARAMOUNT MAILLOT (v.f.) - CLUNY ÉCOLES (v.o.) - MAGIC CONVENTION (v.f.)
PUBLICIS Défense - VILLAGE Neuilly - C 2 L Versailles - CARREFOUR Pontin - MELIES Montreuil - ARCEL Corbeil - MARLY Enghien - PARAMOUNT La Varenne - PARAMOUNT Orléans - ARTEL Nogent - ARTEL Reims - ÉLYSÉES 2 La Celle-Saint-Cloud - ARTEL Villeneuve-Saint-Georges - STUDIO Rueil - P.J. Cergy - MÉAUX 1. Meaux C 2 L Saint-Germain FLANADES Sorcelles - ULIS Orsay - DOMINO Mantes - BUXY Bussy-Saint-Antoine et à partir du 22 septembre : PARAMOUNT ORLÉANS (v.f.) - PASSY (v.f.)
PARAMOUNT GALAXIE (Place d'Italie) (v.f.)

l'ultime chef-d'œuvre de LUCHINO VISCONTI
une merveilleuse histoire d'amour

un film de LUCHINO VISCONTI
LAURA ANTONELLI / GIANCARLO GIANNINI

L'INNOCENT

GINA MORELLI-OLIVER BALDWIN-ALASSINO-TRATTI-MARIE-DEBOS-ROBERTA-PALADINI
CEA-DE-MAN-...-MART-FUREL
JENNIFER O'NEILL LUCHINO VISCONTI

Up to 1.50

**sans aucun doute le film le plus drôle
de mémoire de spectateur**

LA PREUVE:

à mourir de rire... LECHON BICHONNE
on rit beaucoup à ce film loufoque et tendre KARL LUDWIG
une gamme de rires et d'émotion LEMOINE
souvent cruel, toujours drôle FRANCE 321
le rire, ici, est férocement sérieux
à sangloter de rire LAURE

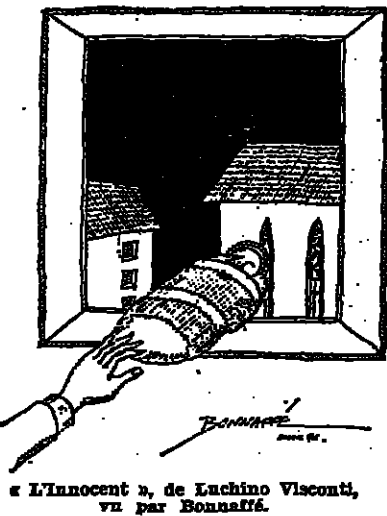
Mes Chers Amis

EURODIS PIERRE
COURTALANCE ARMAND
FRANCK BARRER PIERRE GODEFROY
ALAIN JULIOT JOSEPH
GUILLERMO
BERNARD BERNIER

YVES ROSE
FRANÇOISE LOFFICIER
GASTON MONTELL
SERVAT
WILLIAM ROBERT
JAMES MONTELL




Une sélection



« L'Innocent », de Luchino Visconti, vu par Bonaffé.

Cinéma

FACE A FACE

d'Ingmar Bergman

Sur un thème « moderne » : la tentative de suicide pour dépression nerveuse, Bergman reprend magistralement son interrogation essentielle sur la vie, l'amour et la mort. Léo Ulmann, femme psychiatrique, apparemment équilibrée, sombre dans le cauchemar des somnifères, affronte ce qu'elle rejouait depuis l'enfance et se libère, trouvant du même coup la communication avec les autres dans une confession péhéménie. C'est bouleversant, car l'actrice s'identifie totalement à son personnage tout en transmettant, tel un médium, les vibrations de l'univers bergmanien.

L'INNOCENT

de Luchino Visconti

Une méchante histoire de mari coureur, de femme étourdiment infidèle, d'enfant adultérin, de jalousie, de haine, de crime et de suicide. Un mélodrame inspiré par le même d'Annunzio que parodient naguère Començini. Du baroque et des fleurs à profusion. Mais... le dernier film du réalisateur des Dammés.

ICI ET AILLEURS

de Jean-Luc Godard

La révolution palestinienne filmée par le groupe Daga-Verton en 1970, en Jordanie, au Liban, en Syrie, et présentée aujourd'hui par Godard selon un montage qui change la visée du projet original et qui, en alternant la France (ici) et la lutte palestinienne (ailleurs), nous invite à une remise en question radicale de l'information.

L'EMPIRE DES SENS

de Nagisa Oshima

Cinéma japonais aux préoccupations politiques et sociales (la Cérémonie, la Fendaison) et le plus important de sa génération, Nagisa Oshima tente ici une nouvelle investigation de la sexualité. Inspiré d'un fait divers qui causa une vive émotion au Japon en 1936, l'Empire des sens est une sorte de corrélation de l'amour passion et l'amour sensuel — entre une servante d'auberge et son patron. Corrélation jusqu'à la mise à mort (acceptée par lui) avec mutilation de l'homme par la femme. Un spectacle funèbre aux images glacées mises en scène avec une impressionnante rigueur géométrique. Un spectacle non confortable et qui peut susciter des réactions diverses car il repose sur l'érotisme de la transgression et de la destruction. La hauteur des ambitions artistiques d'Oshima situe son film au-delà des productions pornographiques même s'il n'est pas fait pour tous les yeux.

BUFFALO BILL ET LES INDIENS

de Robert Altman

Buffalo Bill et sa troupe plantent leurs tréteaux en pleine Prairie pour y jouer la légende du héros américain, tueur de bisons et d'indiens. Sitting Bull (le vrai) est, pour la circonstance, sorti de sa réserve. Faux idéal ou homme de cirque, le grand Buffalo n'est plus tel qu'un des « héros » de la foire, grande foire de l'Ouest, vidée de la « vérité » que lui avait conférée, dans l'imagination, le western hollywoodien. Comme dans Nashville, mais par l'absurde, Altman s'en prend

à l'Amérique et à ses entrepreneurs de spectacles.

NOVECENTO

de Bernardo Bertolucci

Un quart de siècle d'histoire italienne et trois heures de projection pour la première « époque » d'un film-témoignage (la suite à paraître en octobre) qui retrace la naissance et le développement de la lutte des classes de deux personnages, nés le même jour, l'un d'un riche propriétaire, l'autre d'une paysanne. Un flot d'images grandioses qui emporte et submerge.

BARRY LINDON

de Stanley Kubrick

Film historique, épopée romantique, conte philosophique à grand spectacle, Barry Lyndon est un grand film qui donne à voir, à rêver et (si le cœur vous en dit) à réfléchir. L'œuvre d'un cinéaste qui a passé à l'italienne.

— ET AUSSI : Complot de famille, d'Alfred Hitchcock (les films d'été pas sérieux d'un vieux maître) ; Mes chers amis, de Pietro Germi et Mario Monicelli (le rire « à l'italienne », méprisé et dédaigné) ; Actes de Mariage, de Miguel Littin (la mémoire du Chili).

Théâtre

LES CAMPESINOS

au Théâtre d'Orsay

Pour sept représentations, les Campesinos dressent leurs tréteaux, leur rideau en toile de jute et leur gaieté fraternelle sur le plateau du Théâtre d'Orsay, comme s'ils jouaient devant les ouvriers agricoles californiens, dont ils soutiennent les luttes. Entraînés par l'irrésistible vitalité de Luis Valdez, ils chantent, ils dansent leur irrédécible espoir (en anglo-américain).

LA CERISAIE

à l'Odéon

Le blanc est la couleur des souvenirs qui se désagrègent, du temps qui poudre les vestiges de l'enfance perdue, de la fortune dilapidée. Les feuilles mortes glissent sur le tinceu d'une société qui se regarde mourir. Dans le décor blanc de Damis, Giorgio Strehler organise un bal de fantômes conduits par Valentina Cortese (en italien).

— ET AUSSI : Notes, par le groupe TSE à Essalon (les angoisses déontologiques de deux comédiens du West-

End qui parlent français avec l'accent argentin) ; Histoire d'amour d'Ives Navarre, au Théâtre du Marais (la vie de couple n'est pas facile tous les jours).

Musique

DANS LA CATHÉDRALE

à Saint-Lizier

Un courageux festival d'arrière-saison en Ariège : dans la cathédrale romane de Saint-Lizier, une huitaine sur le chemin de Saint-Jacques, quelques concerts, des artistes et des œuvres choisis avec soin : sonates de Brahms et Fauré, par R. Pidoux et T. Vesmas (le 17), un récital Mozart de M. J. Pires (le 18), un récital de Lagoya (le 19, à 14 h. 45) et la laudaise du concours de chant de Paris, Alexandre Papadimitrakou (le 19, à 16 h. 45).

CONCOURS DE CHARTRES

Vivre une journée dans la cathédrale de Chartres, entendre beaucoup de musique d'orgue, vibrer aux toutes sportives des concourants et spécialement à leurs improvisations, c'est la raison du succès du concours international de Chartres, tous les deux ans. (Le 19 septembre, de 13 h. à 20 h.)

REQUIEM EN SÉRIE

C'est une épreuve du feu redoutable que le Festival estival demande à l'ensemble Cambridge University Purcell College : cinq fois le Requiem de Mozart en quatre jours (Eury, le 17, Vauverson et Mantes-la-Jolie, le 18, Versailles le 19, Saint-Germain-des-Près le 20). Mais cet ensemble dirigé par Edward Hignbottom a laissé un excellent souvenir au Festival de Saintes.

ET AUSSI : English Chamber Orchestra (Pleyel, le 15 : Saint-Sébastien, le 16) ; G. Fumet et H. Goverts (Billettes, le 16) ; Brahms, par J. J. Kantorow et A. Pianos (Billettes, le 16) ; conférence V. Janáček sur Liszt (Pleyel, le 17) ; P. Cochereau (Roussy-en-Brie, le 18) ; M. Bérff (Roussy-en-Brie, le 18) ; Leslie et Nadine Wright, piano (Sceaux, le 18, à 17 h. 30) ; musique contemporaine par le Studio 111 (Bessançon, le 18, à 18 h.) ; Ensemble de Lausanne, dir. M. Corbois (Bessançon, le 18 et le 19) ; « Musique Plus : guitare, guitare », séance de musique contemporaine imaginée par Ph. Droge (Sceaux, le 19, à 17 h. 30) ; Journée porte ouverte du chant choral (Théâtre de l'Est parisien, le 19, de 14 h. à 22 h.) ; le Studio der Frühen Musik (Sainte-Chapelle, le 21, à 18 h. 30 et 20 h. 30), etc.

Expositions

L'AMÉRIQUE VUE PAR L'EUROPE

au Grand Palais

— Lire notre article page 12.

AZTLAN

TERRE DES AZTÈQUES

à la Bibliothèque nationale

Les épisodes de l'histoire ancienne des Aztèques racontés dans les nombreux détails, en écriture pictographique. Textes rituels, récits historiques, mythes, chroniques et annales, documents littéraires, de grande et précieuse valeur, dont certains totalement inédits, où foisonnent les images et les couleurs. L'exposition, organisée à l'occasion du centenaire de la Société des Américanistes, présente pour la première fois les richesses du fonds mexicain de la Bibliothèque nationale.

CERFS-VOLANTS

IMAGES POUR LE CIEL

au Festival d'automne

Le cerf-volant, un peu de son histoire depuis ses lointaines origines en Chine, et surtout sa plastique. Des collectionneurs — Folon, Olivier Mourgue, Guy Seta — ont prêté leur collection, et il y a des cerfs-volants qui viennent du Brésil, du Japon, de Chine, des Philippines. Il y en a aussi qui ont été réalisés tout spécialement pour le festival, par Berthold, Del Pezzo, Passianos, Messagier... et d'autres enfin qui sont le moyen d'expression habituel d'artistes : Jacques Monnier et Tom Van Sant. (11, rue Berryer.)

— ET AUSSI : Remise, au Grand Palais ; L'Atelier et les Estampes « au ballon », au Louvre ; Arnaldo Pomodoro et l'Homme à l'écrou, au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris ; Les céramiques de Tokugawa, au musée Cernuschi ; Architectures à Paris, 1848-1914, au magasin du Bon Marché ; En Province... La collection Campana, à Avignon ; Trente peintres du dix-septième siècle français, au musée Chagall de Nice ; Bacon, à Marseille ; Tapies, à Saint-Paul-de-France ; Mac Ernst, chez Pierre Chave, à Vence ; Mathieu, à Antibes ; Le Yacouac, aux salons d'Arc-et-Senans ; Francis Gruber, à Nancy ; Joseph Loasbe, à Marquay-Berrou ; Gaston Chatain, à La Rochelle.

Festival d'automne

Centre d'Information et de Location FNAC
Montparnasse,
136, rue de Rennes
75006 Paris
tél. : 544.70.50
sauf le dimanche
et le lundi,
de 11 h à 19 h 30

11, rue Berryer
(ex onac)
15 septembre - 24 octobre
« CERFS-VOLANTS
IMAGES POUR LE CIEL »
collectionneurs et créateurs
21, rue Berryer
28 octobre - 19 décembre
« NOUVELLE - SUBJECTIVITE »
Musée Galliera
21 septembre - 24 octobre
« PHOTOGRAPHIE
LESLIE KRIMS, DUANE MICHALS,
BURK UZZLE »

musique

SEMAINES MUSICALES INTERNATIONALES DE PARIS
Sainte-Chapelle
23-26 septembre
KARLHEINZ STOCKHAUSEN
« SIRIUS »

MUSIQUES U.S.A.
Musée Galliera
28 septembre - 2 octobre
BILL DIXON
Salle Wagram
19-22 octobre
STEVE REICH
4 programmes
Musée Galliera
20-26 octobre
« COMPOSERS INSIDE
ELECTRONICS »
18 œuvres programmées par
DAVID TUDOR
Centre Culturel Américain
13-28 octobre
« MUSIC WITH ROOTS IN
THE EATHER »
9 films vidéo couleurs réalisés par
ROBERT ASHLEY
sur 9 compositeurs américains

MUSIQUE ETHNIQUE
Musée Galliera
12-16 octobre
MUSIQUE KURDE
Bouffes du Nord
10-21 novembre
DERVICHES TOURNEURS
DE DAMAS

OPERA
Opéra-Comique
4-13 octobre
Byrd Hoffman Foundation
« EINSTEIN ON THE BEACH »
un nouvel opéra de
ROBERT WILSON et PHILIP GLASS

théâtre musical

Musée Galliera
5-9 octobre
FRANÇOISE ACHARD
ET TAMIA
« RORSCHACH 2 »
Bouffes du Nord
15-30 octobre
ATELIER DIRIGE
PAR GEORGES APERGHIS
« LA BOUTEILLE A LA MER »
synthèse du travail réalisé avec
les habitants de Bagnolet
durant l'année 1976
Centre Culturel du Marais
1-11 décembre
MAURICIO KAGEL
« ZWEI-MANN-ORCHESTER »

Bouffes du Nord
21 septembre - 7 octobre
Ontological Hysterical Theatre (U.S.A.)
« LE LIVRE DES SPLENDEURS »
de RICHARD FOREMAN
Château de Vincennes
octobre-décembre
ROBERT ANTON THEATRE (U.S.A.)
Maison de la Culture de Nanterre
10-17 octobre
Schaubühne am Halleschen Ufer,
Berlin (R.F.A.)
« SOMMERGÄSTE »
(Les Estivants)
d'après Maxime Gorki
mise en scène de PETER STEIN
« EMPEDOKLES HÖLDERLIN LESEN »
(Lire Hölderlin)
spectacle de
KLAUS MICHAEL GRÖBER

danse

XIV^e FESTIVAL INTERNATIONAL DE LA DANSE DE PARIS
Théâtre des Champs-Élysées
22 septembre - 10 octobre
NEW YORK CITY BALLET
GEORGE BALANCHINE
19-31 octobre
MARTHA GRAHAM
DANCE COMPANY

STAGES-ET ANIMATIONS
• stage animé par
SHUJI TERAYAMA (Japon)
• stage animé par l'atelier
GEORGES APERGHIS
• stages photographiques
• ateliers dans le XV^e arrondissement,
en liaison avec
le GASAP
(ateliers de cerfs-volants
pour les enfants,
photo-animation)
• animations JMF
• forum de la revue
• MUSIQUE EN JEU

Envoi du Journal du Festival sur demande, Festival d'Automne, 2, rue du Pas-de-la-Mule 75003 Paris, 276.10.00

150

Les équipements « ouverts » de Calais

L'ACTION CULTURELLE



A la recherche des besoins d'une population sans passé artistique

Calais ressemble étrangement à l'image que le peintre Ernest Pignon-Ernest a réalisée il y a tout juste un an, après trois mois d'enquête dans la ville. L'image — c'était en réalité une affiche de 3 mètres sur 1 mètre — montrait, plus grand que nature, un homme debout, épaules voûtées, tête courbée, cachée dans les mains. Collée à des centaines d'exemplaires sur les murs des usines, dans les rues et sur les pelouses, elle suggérait, version nouvelle des « bourgeois de Calais », la permanence d'une fatalité dont il restait à trouver la cause. Mais le vêtement était celui d'un ouvrier et l'on était en 1975.

1976. On ne sait jamais où est le centre de Calais. Coupée en deux, sinon en trois par des routes, des canaux et des voies ferrées, artificiellement prolongée par des quartiers périphériques — les Callois, le Fort-Mulot, la ZUP — sans pensée architecturale, elle s'étire sur près de 7 kilomètres le long de la mer. Le soir, les jeunes s'assemblent par petites bandes sur les trottoirs. La délinquance est grande.

Sous-éducation, sous-qualification, chômage, Calais a des problèmes économiques et sociaux graves dont l'origine remonte à loin. Elle ne s'est jamais tout à fait remise de la crise de la dentelle. Pour des raisons historiques, liées entre autres à l'organisation du travail dans cette industrie — qui a favorisé l'émergence d'une bourgeoisie directement issue du prolétariat — la classe ouvrière n'a pas développé de tradition de lutte. Elle a supporté en tout cas avec une

constante résignation les crises successives, la récession, la fermeture au cours des dernières années de beaucoup de petites et moyennes entreprises. A Calais, les salaires sont de 40 à 60 % inférieurs à ceux de la région parisienne et le taux du chômage au-dessus de la moyenne nationale.

Quand la gauche est arrivée au pouvoir en 1971 (Calais est une municipalité d'union de la gauche, à majorité communiste), la vie culturelle était à l'image de cet abandon. Le musée, détruit à 80 % pendant la guerre et reconstruit en 1964, l'école des arts appliqués, la bibliothèque, étaient en voie de désertification. Le conservatoire de musique, menacé de délabement, n'avait plus de directeur depuis trois ans. L'ancienne administration (U.D.R.-centriste) s'apprêtait à le fermer, ainsi que le théâtre lyrique. Seule avait été installée, en 1968, une maison des jeunes, aujourd'hui Maison pour tous, abritant des activités de type socioculturel classique (sports, ateliers de photo, théâtre, « boums »). Une petite troupe de théâtre amateur — la Compagnie Gérard-Philippe —, le Centre culturel du Calais — dirigé par un pharmacien dynamique — et des associations nombreuses, mais très repliées sur elles-mêmes, assuraient les balbutiements d'une animation sans prise sur la vraie population. En dehors de l'art lyrique et musical, porté par l'existence du conservatoire en régression et d'un certain nombre de sociétés locales (harmonie, grand jazz symphonique du Dérail), on ne pouvait relever de tradition culturelle particulière. Lourd héritage !

Semer à tout vent

Cette absence de tradition, d'activités, a été l'élément déterminant de la stratégie menée par la nouvelle municipalité. « Notre démarche, ne rien délinier au départ, explique M. Rémi Auchède, adjoint au maire, chargé des affaires culturelles, et communiste, semer à tout vent. » Cette stratégie empirique s'appuie, malgré tout, sur les principes actuels du parti, en ce qui concerne la culture, indissociable des problèmes économiques et sociaux, la culture, pour M. Rémi Auchède, n'est pas un « supplément d'âme » réservé à une élite, elle est le bien de tous. « Ainsi, plutôt que de privilégier une activité, on a essayé de mener un

certain nombre d'opérations sans politique précise, en s'appuyant sur les équipements existants, et de les faire rayonner par une animation dans les quartiers. » Aide financière dans toutes les directions. La municipalité a tenté de regrouper, d'autre part, tous les individus ou associations préoccupés par les problèmes culturels dans une structure nouvelle, l'Office communal de la culture. On verra plus loin le fonctionnement de ce service municipal.

« Au départ, il n'y avait pas de service culturel municipal, pas de budget attribué aux affaires culturelles », dit M. Rémi Auchède. La

municipalité a créé l'un et l'autre. Le budget représentait aujourd'hui 7,5 % du budget de la ville, l'aide de l'Etat étant pratiquement nulle (0,5 %). Le théâtre municipal, le musée, la bibliothèque, presque tous les équipements sont à la charge de la ville.

Le théâtre municipal, vieux bâtiment qui ne manque pas de charme et qui abrite lyrique et dramatique, bénéficie de l'aide la plus importante de la municipalité : 2 450 000 F par an, dont 1 970 000, France uniquement pour le lyrique. Cet effort considérable, critiqué par ceux qui considèrent que ce choix, dicté par des motivations électoralistes, bloque toute politique sérieuse d'animation, a permis, selon Mme Daphné, directrice du théâtre, et ancienne chanteuse d'opéra, d'élargir un public déjà fidèle, en améliorant — relati-

vement — les programmes et en autorisant une fois par an une création. Des contrats sont pris par ailleurs avec les théâtres régionaux du Nord, le TPF et la Salamandre, avec le théâtre Lafontaine et avec d'autres troupes. Théâtre lyrique un peu dépourvu, théâtre dramatique de meilleure qualité : le théâtre municipal « fonctionne » mais il remplit une fonction de diffuseur de spectacles, fonction somme toute très traditionnelle. Il reste la seule structure dans la ville à ne pas se mêler d'animation.

Car le musée, le conservatoire de musique, l'école des arts appliqués et même la bibliothèque, tous ces lieux chargés d'une mission de formation ou de conservation, sont demeurés, en plus de leur fonction initiale, des lieux d'animation.

Musée « ouvert »

Le musée, avec un budget aujourd'hui de 740 000 francs par an, est devenu ainsi, grâce à Dominique Vieville, qui le dirige depuis 1972, et une petite équipe d'animateurs bénévoles, un lieu où les enfants vont, où l'on écoute parfois de la musique avant de regarder une œuvre. « Il faut trouver une nouvelle formule où le public vienne par nécessité comme à la poste », dit Dominique Vieville, qui fait partie du courant qui, un peu partout en France, postule en faveur du musée « ouvert ». Le parcours ne paraît pas encore nécessaire et les salles sont souvent vides, mais Dominique Vieville a mis sur pied une politique de dépôts et prêts, mesure intelligente adaptée à son budget, qui permet de présenter en même temps qu'un panorama de la sculpture contemporaine, des œuvres de Rodin, une série d'activités — expositions, opérations telles qu'« Un musée, une œuvre », « Les Accrochages » — dont le nombre et la variété rendent possible la naissance de petits publics différents : une notion importante pour Dominique Vieville, il n'existe pas un public mais plusieurs. Parallèlement, un service d'animation pédagogique élabore des programmes dirigés en priorité vers les scolaires.

L'exposition Picasso en 1974-1975 représente la synthèse assez parfaite d'une tentative d'animation globale. Conçue comme un noyau central autour duquel sont organisées différentes manifestations, faisant intervenir le théâtre, le cinéma, la musique, l'exposition — « Hommage à Pablo Picasso » — a été soigneusement touchée un public relativement important pour la ville (dix-sept mille cinq cents personnes) grâce à une animation intense (conférences, projections de films, transports par cars vers le musée, expositions décentralisées dans les écoles, les C.E., les quartiers), mais elle a débouché sur une activité créatrice locale : des concerts ont été donnés par des anciens élèves du conservatoire invités par le musée à composer une œuvre sur le thème de l'exposition.

Le conservatoire de musique, installé dans une petite rue tranquille, dans des locaux aussi confortables que vieillots, poursuit avec Eric Sprogis une démarche tout à fait parallèle : « ouverture » sur l'extérieur par une animation, remise en cause partielle de la fonction même du conservatoire. Les ateliers créés dans des quartiers populaires (où des enfants suivent des cours de solfège), les cycles de formation d'adultes, les concerts publics donnés par les élèves (dont le nombre a doublé en cinq ans), ont attiré un petit public d'Eric Sprogis évalué à environ deux cents personnes. « On commence juste à voir clair », dit le jeune directeur du conservatoire, qui rêve de faire de l'école un « creuset » où s'élèvent, grâce à des musiciens — professionnels, amateurs, animateurs bénévoles — une vie musicale reprise ensuite par l'ensemble de la population. Une piste, pas

même un chemin, mais une piste vers cette musique comme moyen d'expression d'une collectivité, musique « militante » dont il revendiquait l'existence dans le livre qu'il a écrit avec Jean-Claude Lartigot, *Libérer la musique*.

Toutes ces structures existaient avant l'arrivée de l'actuelle municipalité qui s'en est donc trouvée à la fois tributaire et bénéficiaire. Elle n'a pu — et n'a fait — que renforcer leur existence, élargir leur audience, en élargissant leur fonction. De la même manière, la bibliothèque avec ses bibliothécaires, école des arts appliqués avec ses cours populaires ont « évolué » dans les quartiers. L'office communal de la culture, seule création véritable et organe de la municipalité, permet de mieux juger des conceptions de la municipalité dans le domaine de la culture : tout était à inventer.

Association régie par la loi de 1901, et composée de cinq collèges (le centre culturel du Calais, les syndicats ouvriers, les amicales laïques, divers), l'office, financé par la municipalité (97 000 francs par an), a été fondé au départ pour encourager, développer, coordonner les activités culturelles. Est-ce parce que la réalité calaisienne était trop désespérément pauvre, est-ce par manque de moyens financiers et humains ou parce que des élus ont été commis qu'il n'est pas devenu un lieu de rassemblement, le foyer, le centre d'une réflexion et d'une action collective ? Hébergé dans un petit bureau à la Maison pour tous, Pierre Tessier, le seul animateur permanent, laisse percer un certain découragement. Il tire lui-même les tracts, colle les enveloppes, installe les chaises. Il a tenté une action en direction des scolaires, des entreprises, un travail qui exige du temps, et qui ne rencontre pas toujours appui et compréhension (que ce soit des parents, des collectivités, ou des syndicats même).

Pourtant le choix des films, des pièces de théâtre, des expositions, les « semaines culturelles » comme le dispositif d'animation — essentiellement représentés par des rencontres et des stages — révèlent des préoccupations sociales et politiques ainsi que le soul de la qualité.

La politique un peu au coup par coup — certaines expériences sont tentées puis abandonnées — a découragé beaucoup de bonnes volontés, mais avait-elles envie de se lancer dans un projet de longue durée ? Le climat de crise qui règne à l'office communal bloque pour l'instant toute possibilité d'avancer. Seule une pensée unifonctionnelle, mais aussi des changements de structures (assurant un fonctionnement plus démocratique), et un nombre d'animateurs plus grand permettraient de casser les querelles basses, les conflits de pouvoir, les oppositions personnelles et politiques, ou les lourdes divergences sur les actions à mener.

La concurrence de la « Maison pour tous »

La concurrence sauvage qui s'exerce avec la Maison pour tous constitue, par ailleurs, un handicap de plus. Logés au même endroit (la Maison pour tous prête ses locaux à l'office), leurs activités se chevauchent, ils connaissent à peu près les mêmes difficultés, ils touchent presque le même public.

Rattaché à la Fédération des maisons de jeunes et de la culture depuis 1974, fonctionnant de manière autonome par rapport à la mairie, quoique son budget — 500 000 francs — en dépende indirectement (la municipalité verse à la Fédération des sommes qui sont ensuite reversées à la Maison pour tous), ce bâtiment ni beau, ni laid, qui ressemble à un bâtiment scolaire, abrite des activités diverses, sport, théâtre, danse, peinture, etc., avec un animateur permanent, une quinzaine de vacataires et des bénévoles dont le nombre varie d'une année à l'autre selon les crises, comme à l'office. Passé houleux : le passage de « loulous », de « casseurs », ayant contribué à donner à la Maison

pour tous la réputation d'un lieu « infrequentable ».

Quand Jacques Soudidier est arrivé en septembre 1974, il n'a pas voulu chasser les « loulous ». Il a fait appel à des peintres, des sculpteurs, des musiciens pour réaliser un travail collectif et faire de cet endroit le lieu « de tous ». Comme Pierre Tessier, Jacques Soudidier pose l'animation en termes sociaux et politiques. « On n'a pas à masquer la réalité quotidienne, dit-il, il faut être des révoltés ».

Mais la maison pour tous est à un tournant. Comme l'office communal, l'un et l'autre ont gagné le même public restreint, un petit groupe essentiellement composé d'enseignants et d'élèves : s'ils ne veulent pas s'y enfermer, ils doivent affronter la question d'une véritable politique culturelle. La récente démission de Pierre Tessier (remplacé par Alain Garme) de l'office communal et l'arrivée parallèle à la Maison pour tous d'un nouveau directeur, vont peut-être permettre de dénouer des conflits trop personnalisés.

CATHERINE HUMBLLOT.

Le « CAN »

à Roubaix

Le succès d'une initiative pédagogique

Il y a trois ans, Joël Dragutin décidait, avec un petit groupe d'amis, de créer le C.A.N. d'animation du Nord (CAN). Comme ça : ils n'avaient pas un centime et cela s'appelait « association de préfiguration d'action théâtrale ». Psychologue de formation, comédien puis éducateur en milieu délinquant, animateur et metteur en scène, Joël Dragutin sentait la nécessité pour la région d'avoir une structure d'animation.

Région urbaine, peuplée, à mentalité profondément rurale, le Nord-Pas-de-Calais, qui groupe quatre millions d'habitants, ne manque pas seulement d'équipements (un seul centre d'animation culturelle à Douai, pas une Maison de la culture), le Nord a été, est toujours, l'une des régions où les taux de scolarisation sont les plus bas de France. L'absence de public pour tout ce qui est culturel, au sens où l'on entend ordinairement ce mot, a contribué à donner aux deux départements leur réputation de « désert culturel ».

Pris de deux mille entretiens avec des responsables politiques et des élus locaux, plus de cent mille visites : après un long travail de sondages et d'enquêtes, l'équipe de Joël Dragutin élabore le projet d'un centre d'action culturelle à vocation régionale.

Aucune ville, petite ou moyenne, n'était prête à financer la création d'un centre, mais beaucoup en ressentent le besoin. En 1973, Lille, Haubourdin, Halluin, Solesmes, Mons-en-Baroeul, Villeneuve-d'Ascq, La Capelle, signent de petits contrats (5 à 7 millions d'anciens francs) avec le centre qui élabore un programme de formation et d'éducation culturelle pour le but, selon Joël Dragutin, est de « mettre la population régionale en mesure d'observer avec un regard critique les phénomènes socioculturels qui l'entourent ».

Le CAN même dans ces villes a deux types d'intervention : animation en milieu scolaire (« lieu privilégié où se trouvent les adultes de demain »), orientée autour des techniques d'expression théâtrale ; et, pour les adultes, stages de formation. Ces activités, qui sont organisées par cycles plus ou moins longs (entre 10 et 20 heures) et qui font appel au travail collectif en même temps qu'à la réflexion et à l'expression individuelle (maîtrise du corps, de l'espace, appel à la créativité, à la spontanéité), peuvent aboutir non pas à des créations avec un grand « C », mais à des actes créateurs, à de petits travaux révélateurs d'un potentiel collectif.

En 1974, toutes ces villes renouvellent leur contrat plus quelques autres. Aux subventions municipales s'ajoutent celles du conseil régional, et, par l'intermédiaire du Fonds d'intervention culturelle, celles de plusieurs ministères. Le budget du CAN a presque doublé. Ce qui permet à l'équipe de s'agrandir — et d'élargir ses activités. Le centre se dote d'un équipement audiovisuel et lance un nouveau type d'animation : « l'animation autour d'un thème ». L'égalité des chances à l'école, les relations au sein de la famille, les conditions de vie des travailleurs, le rire, autant de thèmes traités avec les scolaires qui ont vu ainsi *Fantôches* et *La Salamandre*, *Vert d'eau*, *Et la vie continue*.

En 1975, vingt instances financent le CAN (un tiers pour l'Etat, un tiers pour le conseil régional et le conseil départemental, un tiers pour les municipalités) ; son budget passe à 130 millions d'anciens francs ; il ouvre pour les enfants et les adultes des « ateliers de réalisation », avec trois techniques principales : théâtre, musique, audiovisuel. En juin 1976, il mène une grande opération, les « premières rencontres régionales d'animation culturelle », à Roubaix. Quatre jours d'animation, quatre jours de débats, rencontres, spectacles, pour se faire connaître de la population. La municipalité de Roubaix vient en effet de l'accueillir ; elle fournit locaux et subventions.

Progression exemplaire : Joël Dragutin et son équipe la doivent à leur ténacité. Leur démarche essentiellement pédagogique a permis parfois de susciter sur place des initiatives (à Halluin, les stages ont entraîné la création d'un comité inter-associations qui semble pouvoir continuer à long terme la construction d'une structure d'animation pour la ville) ; certains la trouvent trop poétique. — C.H.

MARIGNAN - GAUMONT MADELEINE - HAUTEFEUILLE - STUDIO
DE LA HARPE - MONTMARNASSE PATHÉ - OLYMPIC ENTREPOT
Périphérie : TRICYCLES Asnières

STEPHANE TCHALGADJIEFF et L'INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL présentent
un film SUNCHILD / LES PRODUCTIONS JACQUES RIVETTE / I.N.A.

JULIET BERTO / BULLE OGIER

DUELLE



dialogue : EDUARDO DE GREGORIO / mise en scène : JACQUES RIVETTE

VOTRE TABLE CE SOIR

[illegible]

DINERS-SPECTACLES

BARCELONA 8, rue Geoffroy-Marie, 9 ^e .	824-47-66 T.S.	Jusqu'à 2 h. du matin. Spéc. espagnoles : Pastia Valentina, Zarnuela, Gambas à la Plancha, Calamaras à la Romana. Spectacle de chants et de danses d'Espagne : flamenco et guitares.
CHEZ VINCENT 10, rue Saint-Laurent, 11 ^e .	NOR. 21-27 F/fin.	Dans le cadre typique d'une Hacienda... Dîners dansants aux chand. Attractions avec LOS MUCHACHOS, Spécialités espagnoles et franç.
L'ORKEO DU BOIS Porte Maillot.	724-94-83 F/dim.-dim.	Marcel REKIER présente : « BLEX, NOUS FERONS LES RESTES... » Menu 135 F, vin compris, service en sous.

RESTAURANTS OUVERTS APRÈS MINUIT

<p>AU PIED DE COCHON OUVERT JOUR ET NUIT 6, rue Coquillière. CEN. 11-78 +</p>	<p>JULIEN Tous les soirs jusqu'à 1 h. 30 (p. dim.) 16, rue du Pg-Saint-Charles, 10. 770-18-10</p>	<p>GUY 6, rue Maubillon. 033-57-51 Sain-Claude SOUPE BRÉSILIEN</p>
<p>LE PAILLARD 38, bd. Haillan 124-61 BANC D'ÉPICES Crustacé, poissons. Joug. 2 p. mat.</p>	<p>LE PICHET 68, p. Eiffel-Charlot 353-59-24 Spécialité canapés GRILLADES - PATISSERIE</p>	<p>TERMINUS NORD 824-48-72 T.J.J. Brasserie 1825. Spécial. alcooliques 23, rue de Dinkerkirk, 10-</p>
<p>P.M.R. : Prix moyen du repas</p>		

Expositions

RAMESSES LE GRAND. Grand Palais, entrée avenue des Selves (20-31-32). Sautr mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 17 octobre.
Jusqu'à 10 F. Jusqu'au 15 octobre.
PANORAMIQUE DU PAR L'EUROPE. Grand Palais, entrée avenue des Selves (voir ci-dessus). Entrée : 5 F. Le samedi : 5 F (gratuite la 2^e moitié). Du 17 octobre au 17 novembre.
AZTLAN, TERRE DES AZTEQUES. Images d'un nouveau monde... El-Bienvenido... (265-32-62). Tous les jours, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 17 octobre.
EN EGYPTE AU TEMPS DE HATCHEPSETH. Les premières photographies du monde. Grand Palais, entrée avenue des Selves (voir ci-dessus). Jusqu'au 17 octobre.
BOMMAGE A TIKHON. Musée du Louvre, entrée porte Jaurès (260-39-36). Sautr mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F (gratuite la 2^e moitié). Du 17 octobre au 17 novembre.
LE MONUMENTALISME. Musée du Louvre, entrée porte Jaurès (voir ci-dessus). Jusqu'au 8 novembre.
ESQUISSES D'ARLON / DE LA COLLECTION EDMOND DE ROTHSCHILD. Musée du Louvre, entrée porte Jaurès (voir ci-dessus). Jusqu'au 17 octobre.
PICTURE PICTURATA. Musée du Louvre, entrée porte Jaurès (voir ci-dessus). Jusqu'au 17 octobre.
FACISSIMO, Hommage à : Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (20-31-32). Sautr mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F (gratuite la dimanche). Jusque fin septembre.
ARNOLDO MOMODORO. Sculptures 1960-1974. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (20-31-32). Sautr mardi, de 17 heures à fin octobre.
CRISES-VOLANTS - IMAGES POUR UN NOUVEAU MONDE. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (20-31-32). Sautr mardi, jusqu'au 24 octobre.
CHRONIQUES DE TSIANG-CHA. Quelques pièces des HU AN aux Tuileries de la collection MU-PIL - Musée de l'Asie orientale, 11, rue de Valenciennes (23-33). Sautr lundi et mardi, de 10 h. à 17 h. Ouverture : 3 F. Jusqu'au 24 octobre.
Saint-Hilaire. Sautr mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.
ENVIKINGS LIBRES. Musée des Beaux-Arts, entrée avenue des Selves (20-31-32). Sautr mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche, de 12 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 27 septembre.
LES MOINNAUX DU MEXIQUE A LA FIN DU XIX^e SIÈCLE. Centre Saint dimanches et jours fériés, de 11 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 27 septembre.
IMAGES ET LUMIERE : Viteux, saparinas, manuscrite... Chapelle de la Madeleine, 12, place de la bonne. Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 20 septembre.
DANS LES CHAMBRES DES KKK'S. Musée Carnot, 11, rue Sévigné (272-18-19). De 14 h. à 17 h. Ouverture : 15 F. Jusqu'au 15 octobre.
VENDREDI A GALANES. Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (606-61-11). Jusqu'au 31 septembre.
LA MUSIQUE DE LA RUE DE LA PIPE A TABAC. Bibliothèque Corneille, 1, rue du Figuier (278-17-34). De 14 h. à 17 h. Ouverture : 20 F. Entrée libre. Jusqu'au 25 septembre.
LOUIS JOUVET EN LE THÉÂTRE DE LA COMEDIE-FRANÇAISE. Théâtre du Limousin, 18, boulevard Haussmann (770-32-63). Jusqu'au 25 septembre.
PRÉSENCE DE LA TURQUIE : La Galerie, esplanade de la Défense (20-31-32). Sautr mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 25 septembre.
NICHEL GUERVA-KA. Gravures originales et lithographies... Centre Burel, à la Défense. Sautr samedi et dimanche, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 35 septembre.
COLLECTIONS DE CERAMIQUE ARABIQUE AU XI^e SIÈCLE. Musée national de la céramique à Orléans, 11, rue de la République et de 13 h. 30 à 17 h. 15. Entrée : 5 F. Septembre-octobre.
LES TRAVAUX DE L'INGÉNIEUR ROY. Orangerie du château de Versailles (380-38-32). De 10 h. à 17 h. Ouverture : 3 F. Sautr, jusqu'au 30 septembre.
AGNÈS. Les Lalanne - Musée (263-37-37). Septembre-octobre.
HBC-SZT. SENARS. The Yacoung, 11, rue de Valenciennes (20-31-32). Jusqu'au 14 novembre.
ALLIES. René Ernst - Centre cinq étoiles de la Chapelle de la Charité (36-70-16). Septembre.
AVALLON. Trente créateurs d'aujourd'hui. Centre cinq étoiles de la Chapelle de la Charité, Musée, Fignon, etc... Musée de la Vierge, jusqu'au 10 novembre.
VOIR VOIR. Regards sur Gaudi... Tour bastionnée (23-39-40). Jusque fin septembre.
LES ARTS ET MÉTIERS DE L'ART DES STRASBES dans les collections du Louvre. Musée d'art et d'histoire du Louvre, 17, 19 septembre au 15 novembre.
COLMAR. Hans Reichel - Acquiescence. Centre cinq étoiles, jusqu'au 3 octobre.
FORCAQUAIER. Henri Cartier-Bresson, Gaston Chassaing, Henry, 4, rue Saint-Marj. Jusqu'en septembre.
BOULELL. Gaston Chassaing (1911-1964)... Musée des beaux-arts, jusqu'au 30 septembre.
MUSÉE DE LA COMMUNAUTÉ DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE à travers les âges. Le Château de la Verrière (1785-1976), 11, rue de la Verrière. Jusqu'au 30 septembre.
LUNAN (Lo). Philippe Heissler et Edith. Jusqu'au 25 septembre.
MOÏSACH. Les chemins de Saint-Jacques-le-Majeur, de la Vallée de Querry : Moïsaach, étape majeure de pèlerinage... Musée. Septembre-octobre.
NANCY. Francis Gruber, 1912-1948... Musée des beaux-arts, jusqu'au 11 novembre.
NANTES. Daniel Graffia : tapissiers... Château des ducs de Bretagne, jusqu'au 11 novembre.
POITIERS. Restauration des peintures murales de Saint-Savin-sur-Gartempe... Musée de la Vieille Henri-IV (41-14-03). Jusqu'au 1^{er} novembre.

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir

assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009-Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

*"Un film qui fera
votre bonheur"*
PARIS MATCH ★★



**BUGSY
MALONE**

NAVY CLUB
RESTAURANT de 19 H à l'aube
HUITRES - COQUILLAGES - SPÉCIALITÉS
DISCOTHÈQUE de 22 H à l'aube
SALLES CLIMATISÉES - PARKING ASSURÉ
50 bd de l'Impératrice - T. 525.84.94/58.88 - Plage Lorient Nord (Météo)

BAR ALEXANDRE
Ambiance Piano de 18 à 2 h. mat.
FROID BUFFET CHAUD
et la gamme des
COCKTAILS de son **BARMAN**
53, av. George-V (8^e) - 720-17-80

Aux Champs-Élysées

COTE de BŒUF

GÉANTE 23.30

LE GŔEGE
Bière ou Café
Service compris

60, rue F.-Charron (8-9) WESTERN STEAK
Ouvert tous les jours

JEAN-PIERRE


SA CARTE DE PRESTIGE : SOUPE du PÊCHEUR 12, Filet de Barbeue à l'Oseille 29, RIS de VEAU aux Morilles 46, Magret de canard 44

DES PLATS CLASSIQUES : SALADE aux LARDONS, 15, ONGLET à l'échalote 22, GIGASCH Hongroise 17, PAYE grillé aux Herbes 26

SA FORMULE « AUTOUR D'UN PLAT » : 21 F. CADRE AGRÉABLE

CABARETS

Une Nouveauté...

 **LA BOULANGERIE**
189, rue St-Henri (1^{er})
260-60-57

ERIC VINCENT
DANIEL BORANO
Auteur-Compositeur
CLAUDE AYRENS
Illusionniste

Le Quatuor Jazz Raphaël FAYS

La Belle Époque
36 RUE DES PETITS CHAMPS, OPE 69 18 5 672

DINER-SPECTACLE DANSANT
90 F boisson et service en sus
Soirée animée par **CARLO NELL**
avec en exclusivité **HENRI GENES**
ORCHESTRE DE DANSE **ROMANO DEVICO**

TOUR EIFFEL
Déjeuners d'Affaires
Dîners Spectacle
705-19-59 - 44-67

le cabaret du palais-royal
Capricorne
5, rue de la Harpe - Paris 1
Tél. 01 47 33 11 11 - 30 rue de la Harpe

TSAREVITCH
 1, rue des Colonnades-Bernard. 754-72-90.
 DINERS ET SOUPERS - SPECTACLE à partir de 20 h. 30
V. POLIAKOFF • DJAN TATLAN
KOSTIA KOTLAROW • KATIA D'ALBIEZE • CRISTINA
 et ses troupes avec
 les virtuoses symphoniques
G. BORODO • J. MALVAUT • P. SANDOR

**SALLES CLASSÉES
CINÉMAS d'ART
et d'ESSAI**

LE STUDIO 2, rue Edouard - Poisson
50 AUBREVILLIERS
 THEATRE DE LA COMEDIE - 833-16

Mardi 19 h. - Vendredi 21 h. 30
 Samedi 19 h. - Dimanche 16 h. 1

LE JUGE ET L'ASSASSIN
 de Bertrand TAVERNIER

Mardi 21 h. 30 - Samedi 14 h. 30
 Samedi 21 h. 30 - Mardi 16 h. 1

VOL AU-DESSUS D'UN NID
 DE COUCOU
 de Mmes FORMAN

Vendredi 19 h. - Samedi 16 h. 30
 Dimanche 15 h. 30 - Mardi 21 h. 30 1

F. COMME FAIRBANKS
 de Maurice DUCHESNE

ST. BERTRAND 28, rue Bertrand
SUF. 84-66

ALL ABOUT EVE
de J. MANCKIEWICZ
avec Bertha DAVIS

ON ACHEVE BIEN

LES CHEVAUX
de Sydney POLLACK
avec Jeanne FONDA

STUD. ST-ANDRÉ-DES-ARTS 1
30, rue Saint-André-des-Arts - 326-68-18
14 h. 15 et toutes les deux heures :
EMPIRE DES SENS
de Nagisa OSHIMA
Interdit aux moins de 18 ans.
12 heures et 24 heures :
COMMENT YU KONG
DÉPLAÇA LES MONTAGNES
de Joris IJNS et Marceline LOIZIAN

STUD. ST-ANDRÉ-DES-ARTS 2
30, rue Saint-André-des-Arts - 326-48-18
13 h. 45 et toutes les deux heures :
EMPIRE DES SENS
de Nagisa OSHIMA
Interdit aux moines de 16 ans
12 heures et 24 heures :
RÉPULSION
de Roman POLANSKI

GRAND CONCORDE VO QUINTETTE VO HAUTEFEUILLE VO
RICHELIEU GAUMONT VF GAUMONT SUD VF
MONTPARNASSE 83 VF WEPLER PATHÉ VF GAUMONT GAMBETTA VF
TRICYCLE Asnières VF CYRANO Versailles VF ARIEL Ruell vf
BELLE EPINE PATHÉ VF VÉLIZY VF MULTICINE Champigny vf

L'ÉVÈNEMENT DE LA RENTRÉE
LE NOUVEAU CHEF-D'ŒUVRE DE BERNARDO BERTOLUCCI

Un "Autant en emporte le vent" à l'italienne.
PARIS-MATCH * * *

Bertolucci a filmé avec une puissance et un talent
qui forcent le respect.

Jean de Baroncelli - LE MONDE

C'est constamment beau.

Un très grand film qu'il faut absolument voir.

HUMANITÉ DIMANCHE

Film magnifique.

François Maurin - L'HUMANITÉ

Un spectacle d'une beauté, d'une poésie et
d'un lyrisme rares.

Pierre Bouteiller - FRANCE-INTER

"1900" restitue dans son tumulte et sa
générosité, les pulsations secrètes d'un
demi-siècle d'espoirs, de haines, de rouge
et de noir.

Philippe Bernert - L'AURORE

UN FILM DI BRUNO DELLUCCI

1900

ROBERT DE NIRO • GERARD DEPAULIE
DOMINIQUE SANDA

FRANCESCA REGINA • LAURA BETTI • WERNER BUCHS • STEFANO CASSI
STEFANO MARTINI • ANNA RENZI • ELLEN SCHWARTZ • ALDO VALLI • ROMOLO VALLI
RE CONTE CRISTINA SANDOLI • CONTE DONALD BURNARD • CONTE HILLY LANCASIER
MARIO MONTE • ROBERTO MURRI • LUCY

Cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans. (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinématèque

CHADLOT (704-34-34). — 15 h. L'au-
tel et Hardy : 15 h. 30, le Dni, de
P. Saut. 20 h. 30, Pléville sur An-
sah, de J. Von Sternberg : 22 h.
30, Un appartement de cinéma,
de S. Lunet : 0 h. 30, Sans foi ni
loi, de E. Bellamy.

Les exclusivités

ACTES DE MARIUS (Maf. v.o.)
(*) : Quintette, 5 (033-35-40).
14-Juillet, 11* (337-90-21).
A NOUS LES PETITES ANGLAISES
(Fr.) : Panthéon, 5 (033-13-04).
Marignan, 5 (339-92-52), Français,
5 (770-33-80).
L'APACHE (A. v.o.) (*) : U.G.C.-
Odéon, 5 (335-71-08), Ermitage, 5
(339-15-73) : v.f. : Mar. 5 (335-
82-52), Bobeline, 13* (331-04-19).
Miramar, 14* (338-41-03).
L'APPRENTISSAGE DE DUDY
KRAVITZ (A. v.o.) : Olympia, 14*
(752-47-42).
L'ARGENT DE POCHÉ (Fr.) : Ci-
nèque de Saint-Germain, 5* (833-
10-52).

BARRY LYNDON (Ang. v.o.) : Han-
delville, 5* (833-79-35), Gaumont-
Nive-Gauché, 5* (543-54-34), Gau-
mont - Champs - Elysées, 5* (339-
04-57) : v.f. : Impérial, 3* (742-
72-52), Gaumont - Sud, 14* (331-
11-15).
BUFFALO BILL ET LES INDIENS
(A. v.o.) : Studio Alpha, 5* (033-
33-47), Paramount-Oddon, 5* (335-
10-52), Publicis - Champs - Elysées,
5* (720-78-23) : v.f. : Balzac, 5*
(338-52-70), Paramount-Opéra, 5*
(073-34-37), Max-Linder, 5* (770-
40-54), Paramount - Montparnasse,
14* (332-22-17), Paramount-Mallot,
17* (735-34-34), Moulin-Souffle, 18*
(503-34-52).
BUGSY MALONE (A. v.o.) : Saint-
Germain Studio, 5* (033-42-72),
Marignan, 5* (339-92-52), France,
Elysées, 5* (720-71-11) : v.f. : Mont-
parnasse-52, 5* (544-14-27), Mass-
ville, 5* (331-54-15), Cambodge, 15* (734-
23-56).
CADAVRES ÉQUIS (Fr. v.o.) :
Cinéma Saint-Germain, 5* (033-
10-52), U.G.C. - Marbeuf, 5* (335-
47-19) : v.f. : Paramount-Opéra, 5*
(073-34-37), Paramount - Montpar-
nasse, 14* (332-22-17).
CHANTONS SANS L'OCUPATION
(Fr.) : La Ciel, 5* (337-90-30).
COMMENT YUKONG DÉPLAÇA LES
MONTAGNES (Fr.) : Saint-André-
des-Arts, 5* (332-45-15).

COMME UN BOOMERANG (Fr.) :
Rex, 5* (335-53-53), Breteign, 5*
(337-50-70), Normandie, 5* (339-
41-10), Paramount-Opéra, 5* (073-
34-37), Paramount - Bastille, 15*
(332-79-17), Paramount-Gobelin, 15*
(107-12-28), Paramount - Orléans,
15* (503-41-51), Paramount-Mont-
martin, 15* (033-34-34), Paramount-
Mallot, 17* (735-34-34).
COMPTES DE FAMILLE (A. v.o.) :
Cinéma-Étoiles, 5* (033-20-12), U.G.C.-
Odéon, 5* (332-71-08), Luxembourg,
5* (033-37-77), Elysées-Cinéma, 5*
(332-37-80) : v.f. : Rex, 5* (335-
53-53), Rotonde, 5* (333-08-22),
Régina, 5* (770-11-34), Liberté, 12*
(332-37-80), U.G.C. - Gobelin, 15*
(331-04-19), Gaumont - Sud, 14*
(332-22-17), Magic-Convention, 15*
(332-20-54), Napoléon, 17* (330-
41-40), Clichy - Pathé, 15* (322-
37-41).
**COURS APRES MOI QUE JE TAT-
TRAPE** (Fr.) : Bon-Mich, 5* (033-
45-20), Omnia, 5* (331-39-30),
George, 5* (332-41-40), U.G.C.-
Bastille, 5* (332-37-80), Caméo, 5*
(770-30-30), Liberté, 12* (332-01-30).
**U.G.C. - Gobelin, 15* (331-04-19), Pa-
ramount - Montparnasse, 14* (332-
22-17), Gaumont - Convention, 15*
(332-20-54), Rex, 5* (335-53-53),
14* (540-45-51), Pamy, 15* (332-
62-34), Paramount-Mallot, 17*
(735-34-34), Les Images, 18* (022-
47-40), Secrétan, 18* (336-71-33).**

CRIA CUERVOS (Esp. v.o.) : 14-
Juillet, 11* (337-90-21), Saint-Ge-
rmain Studio, 5* (033-42-72), Ely-
sées-Lincoln, 5* (339-32-14) : v.f. :
Saint-Léonard, 5* (337-90-30),
14* (332-22-17), Magic-Convention, 15*
(332-20-54), Napoléon, 17* (330-
41-40), Clichy - Pathé, 15* (322-
37-41), Victor-Hugo, 15* (727-
46-75).
DEMAIN LES MONTES (Fr.) : Han-
delville, 5* (833-79-35), Olympia,
14* (752-47-42), Calypso, 17* (752-
10-80), Clichy - Pathé, 15* (322-
37-41).
DIX PETITS NEGRES (Fr.) : Calypso
(17*) (752-10-80).
FACE A FACE (A. v.o.) (*) : Ven-
dôme (17*) (752-10-80), Saint-Michel
(5*) (332-79-17), Bonaparte (5*)
(335-12-12), U.G.C. - Marbeuf, 5*
(335-47-19), Biarritz (5*) (723-69-
23) : v.f. : Ermitage (5*) (339-15-73),
11* (332-22-17), Nations (12*) (343-04-57), Sene-
rue-Montparnasse (15*) (544-23-
02), Gaumont-Convention (15*)
(332-22-17).
HOLLYWOOD, HOLLYWOOD (A.)
(v.o.) : Normandie (5*) (339-41-10).
**L'HONNEUR PERDU DE KATHA-
RINA ELINA** (A. v.o.) : Luxem-
bourg (5*) (833-97-77).
LA MARQUISE D'O (A. v.o.) : Qui-
nette (5*) (033-35-40).
MES CHERS AMIS (Fr. v.o.) : Quar-
ter-Latin (5*) (339-92-52), Dragon
(5*) (339-92-52), Monte-Carlo (5*)
(339-92-52) : v.f. : Saint-Léonard,
Pasquier (5*) (337-90-30), Nations
(12*) (343-04-57), Montparnasse-
Pathé (15*) (332-22-17), Gaumont-
Convention (15*) (332-22-17), May-
fair (18*) (332-27-08), Français
(5*) (770-33-80), Caravelle (18*)
(337-50-70).
1900 (Fr. v.o.) (*) : Quintette I
et II (5*) (033-35-40), Haute-Seuille
(339-92-52) : v.f. : Gaumont - Bi-
chelleu (5*) (332-56-70), Montpar-

nasse-52 (5*) (344-14-27), Gaumont-
Sud (14*) (331-31-15), Weimar (15*)
(337-50-70), Gaumont - Gambetta
(20*) (797-02-74).
NEA (Fr.) (*) : Impérial (20*) (742-
14-27), Marignan (5*) (339-92-52),
Fayette (15*) (331-04-19), Clichy-
Palace (5*) (332-37-80).
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES
(Fr. v.o.) : Grand-Augustin (5*)
U.G.C. - Marbeuf (5*) (335-47-19) :
(v.f.) : Rex (5*) (335-53-53).
ON AURA TOUT VU (Fr.) (*) :
Marignan (5*) (339-92-52), Lumière,
5* (770-30-30), Montparnasse-Pathé,
14* (332-22-17).
ON L'APPELLE MILADY (Ang.-
v.o.) : Nostambula, 5* (332-42-34),
v.f. : Biarritz, 5* (723-69-23).
SAULO (Fr. v.o.) (*) : La Pagode, 7*
(705-12-15).

Les séances spéciales

ALL ABOUT EVE (A. v.o.) : Stu-
dio Parvaud, 7* (752-46-50), à
20 h. 30, perm. 5 et D.
L'ARRANGEMENT (A. v.o.) : la
Cité, 5* (337-90-30), à 12 h. et 24 h.
CANARY (A. v.o.) : Châtelet-Victoria,
15* (308-94-14), à 20 h.
LES CHIENS DE PAILLE (A. v.o.) :
Luxembourg, 5* (332-97-77), à 10 h.
12 h. et 24 h.
LA CLESTRE (Pol. v.o.) : la
Seine, 5* (332-95-99), à 17 h. 45.
CONTES IMMORAUX (Fr.) (*) :
Châtelet-Victoria, 15* (308-94-14),
à 12 h. (et Dim.).
LE FANTÔME DE LA LIBERTÉ
(Fr.) : Châtelet-Victoria, 15* (308-
94-14), à 14 h.
HAROLD ET MAUDE (A. v.o.) :
Luxembourg, 5* (332-97-77), à 10 h.
12 h. et 24 h.
GENERAL IBI AMIN DADA (Fr.) :
Châtelet-Victoria, 15* (308-94-14),
à 16 h.
INDIA SONG (Fr.) : la Seine, 5*
(332-95-99), à 15 h. 30 et 20 h.
JORAN (Fr.) (*) : la Seine, 5* (332-
95-99), à 17 h. 30 et 19 h.
MACADAM COW-BOY (A. v.o.) :
Châtelet-Victoria, 15* (308-94-14), à
22 h. (v. 5. et 24 h.).
**LE MANUSCRIT TROUVE A SARA-
GOSSE** (Pol. v.o.) : la Seine, 5*
(332-95-99), à 12 h. 15.
MILITONES (A. v.o.) : la Marais,
4* (278-47-85), à 15 h. et 20 h. 30.
ON ACHÈTE BIEN LES CHEVAUX
(A. v.o.) : Studio Bastard, 7*
(752-46-50), à 21 h. 45, perm. 5, D.
PHANTOM OF THE PARADISE (A.
v.o.) : Luxembourg, 5* (332-97-77),
à 10 h. 12 h. et 24 h.
REVELATION (Ang. v.o.) : St-André-
des-Arts, 5* (332-45-15), à 12 h. et
24 h.
LES SENTIERS DE LA LOIRE (A.
v.o.) : Châtelet-Victoria, 15* (308-
94-14), à 18 h.
**SON NOM DE VENISE DANS CAL-
CUTTA DESERT** (Fr.) : la Seine,
5* (332-95-99), à 14 h. 45 et 22 h. 15.
UN ETE 42 (A. v.o.) : la Ciel, 5*
(337-90-30), à 12 h. et 24 h.

CETTE SEMAINE,
COMME TOUTES LES SEMAINES,
TÉLERAMA VOUS PREVIENDRA CHAQUE FOIS
QUE CELA VAUDRA LA PEINE
D'ALLUMER LA TÉLÉVISION,
DE FAIRE LA QUEUE AU CINÉMA,
DE CHANGER LES PILES DE VOTRE TRANSISTOR,
OU DE... ETC., ETC., ETC.

cette semaine
dans
Télérama

Un hebdomadaire d'opinions
sur la TV, la radio, le cinéma, les disques.

LES FILMS NOUVEAUX

L'INNOCENT, film italien de
Roberto Rossellini, v.o. : Clichy-
Palace, 5* (332-37-80), Publicis -
Champs - Elysées, 5* (720-78-23), Pa-
ramount-Opéra, 5* (073-34-37), Pa-
ramount - Bastille, 15* (332-79-17), Pa-
ramount - Orléans, 15* (107-12-28), Pa-
ramount - Montmartin, 15* (033-34-34), Pa-
ramount-Mallot, 17* (735-34-34).
DUELLE, film français de Jac-
ques Rivette : Bon-Mich, 5* (033-
45-20), Omnia, 5* (331-39-30),
George, 5* (332-41-40), U.G.C.-
Bastille, 5* (332-37-80), Caméo, 5*
(770-30-30), Liberté, 12* (332-01-30).
**U.G.C. - Gobelin, 15* (331-04-19), Pa-
ramount - Montparnasse, 14* (332-
22-17), Gaumont - Convention, 15*
(332-20-54), Rex, 5* (335-53-53),
14* (540-45-51), Pamy, 15* (332-
62-34), Paramount-Mallot, 17*
(735-34-34), Les Images, 18* (022-
47-40), Secrétan, 18* (336-71-33).**

A LA FOIRE AU TROC

Troc... Troc...
Je veux retourner Maman
ou y TROC TROC TROC
des vieux trucs
(voir contenu)
18-19 SEPTEMBRE
PARVIS DU R.E.R.
A LA DÉFENSE
Parking : Repasants - Sortie 4
Vieux trucs
RETIENEZ VOTRE TESTE
Téléphone : PUBLI-SPORTS
532-77-80
C'EST GRATUIT

Cria
cuervos...
Regards d'une Enfance
un film de Carlos SAURA

BALZAC ELYSEES Séance à midi - ELYSEES LINCOLN - ST-ANDRE-DES-ARTS - GAUMONT OPERA

L'UN DES PLUS GRANDS SUCCÈS DU FESTIVAL DE CANNES
Jean de Baroncelli - LE MONDE

L'EMPIRE DES SENS

La griffe de
Georges Bataille
François Forestier
L'EXPRESS

LE PREMIER FILM QUI RELIE L'AMOUR PHYSIQUE DANS
SON PAROXYSMES AU MYSTÈRE DE NOTRE DESTINÉE
Philippe Nourry - LE FIGARO

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

Argos Films

Les festivals

VISCONTI (v.o.), Boite à films, 17*
(754-01-50), 18 h. : Mort et Venise :
20 h. : Violence et Passion : 22 h. :
les Dammés.
CINEMA U.S.A. (v.o.), Boite à films,
17* (754-01-50), 13 h. (samedi 0 h. 30) :
Easy Rider : 18 h. : Un tramway
nommé désir : 22 h. 15 : Délivrance.
RIVETTE ET EUSTACHE : Olympia,
14* (752-47-42) : la Maman et la
Putain.
CINEMA ANGLAIS, TRENTA ANS
(v.o.), Olympia, 14* (752-47-42) :
Sams.
DEUXIÈME CHANCE (v.o.), Action-
La Fayette, 9* (378-80-50) : Sham-
poo.
ROBERT ALTMAN (v.o.), Action-
République, 11* (305-51-33) : In-
ges.
PAUL NEWMAN (v.o.), Studio des
Associés, 15* (754-01-50), 18 h. :
Juge et hors-la-loi : 20 h. 30 :
Bouche à oreille : 22 h. : L'Arnaqueur.
HOMMAGE À J.-P. MELVILLE : Ar-
tistic - Voltaire, 11* (700-19-15),
17 h. 30 : le Samouraï : 20 h. :
le Cerveau : 22 h. 30 : Un fil.
BERGMAN (v.o.), Racine, 5* (332-
43-71) : Toutes ces femmes.
W. ALLEN (v.o.), Studio Logos, 5*
(332-22-17) : Bananas.
SHAKESPEARE PAR L. OLIVIER
(v.o.), Studio Gît-le-Cœur, 5* (332-
22-17) : Hamlet.
R. KEATON : Le Marais, 4* (278-
47-85) : les Trois Agas.
H. ROGART (v.o.), Action - La
Fayette, 9* (378-80-50) : les Pama-
gors de la pluie.
STUDIO 22, 18* (006-36-07), mar. :
Salon Kitty.
POP MOVIES (v.o.), Déjà-vu, 3* (337-
97-54) : Woodstock.
CINEMA JAPONAIS (v.o.), La Pa-
gode, 7* (705-12-15) : Cache-cache.

Les grandes reprises

ALEXANDRE LE BIENHEUREUX
(Fr.) : Biarritz, 5* (723-69-23),
Studio Raspail, 15* (332-37-80),
Grand-Pavois, 15* (331-04-19).
AUTANT EN EMPORTE LE VENT
(A. v.o.) : Hausmann, 5* (770-
30-30), Diderot, 12* (342-18-28).
CESSAR (Fr.) : André-Bastin, 13* (337-
74-30).
2001, ODISSEY DE L'ESPACE (A.
v.o.) : Studio de la Contrecarpe,
5* (332-79-57), Elysées-Pont-Neuf.

R.T.L., C'EST VOUS!
EST-CE BIEN VOUS?
ET VOUS, C'EST QUI?

Cette semaine Télérama présente,
analyse et critique
les nouveaux programmes de R.T.L.

Télérama

Un hebdomadaire d'opinions
sur la TV, la radio, le cinéma, les disques.

MICHOUDIERE
Micheline Boudet
Philippe Nicaud

ACAPULCO
MADAME
Ives Lemaire

LOCATION: Agences et Théâtre 742.95.22/23

Jeudi 15/9

DES SPECTACLES

Cinéma en province

Les exclusivités

BORDEAUX. — Alexandre le Bienheureux : Ariel (44-31-37) ; Aramis en emporte le vent : Ariel ; Bugsy Malone : Marivaux (46-42-14) ; Chef-d'œuvre de Walt Disney : Club (32-24-17) ; Comme un boomerang : Ariel, Français (32-69-73) ; Complet de famille : Ariel ; Cours après moi que je t'attrape : Français ; Cria Cuvettes : Concorde ; 2001 Odyssée de l'espace : Gaumont (46-13-32) ; Les gosses : Marivaux ; Mes chers amis : Gaumont ; 1900 : Gaumont ; Née : Gaumont ; Une femme fidèle : Gaumont ; Le Vieux Fusil : Ariel ; Vol au-dessus d'un nid de coucou : Ariel ; West Side Story : Gaumont ; On aura tout vu : Trianon (32-32-88).

CANNES. — Les Aventures de Lucky Lady : Club (32-77-70) ; Complet de famille : Rex (39-39-35) ; Face à face : Olympia (38-34-21) ; Sex O'Clock U.S.A. : Vox (38-34-38).

GRENOBLE. — Aramis en emporte le vent : Ariel (44-31-37) ; Bugsy Malone : Club (44-33-34) ; Chef-d'œuvre de Walt Disney : Paris (44-33-34) ; Comme un boomerang : Stendhal (38-34-14) ; Grand-Place (38-37-10) ; Complet de famille : Stendhal ; Cours après moi que je t'attrape : Eden, Grand-Place ; 2001 Odyssée de l'espace : Royal (36-33-33) ; Emmenez-moi : Grand-Place ; La Folie des grands : Grand-Place ; Grizzly : Rex (44-33-33) ; King-Kong s'est échappé : Grand-Place ; Little Big Man : Club ; Mes chers amis : Paris ; Love Story : Stendhal.

LE HAVRE. — L'Apache : Omnia (42-32-32) ; Complet de famille : Rex (42-32-32) ; L'Éducation amoureuse de Valentin : Éclipse (42-32-32) ; 1900 : Grillon (42-32-32).

LILLE. — Alexandre le Bienheureux : Ariel (44-31-37) ; Bugsy Malone : Marivaux (46-42-14) ; Chef-d'œuvre de Walt Disney : Club (32-24-17) ; Comme un boomerang : Ariel ; Complet de famille : Ariel ; Cours après moi que je t'attrape : Ariel.

C'est un émerveillement, l'apogée d'un genre, un acte de beauté... Un chef-d'œuvre !

François Forestier / L'Express



4 OSCARS
HOLLYWOOD

BARRY LYNDON

un film de

STANLEY KUBRICK

RYAN O'NEAL - MARISA BERENSON

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO GAUMONT RIVE GAUCHE VO IMPÉRIAL VF
GAUMONT SUD VF - 14 h • 17 h 25 • 21 h
HAUTEFEUILLE VO - 12 h • 15 h 30 • 19 h • 22 h 30

UNE MOTO POURQUOI ?
QU'EST-CE QUI LES FAIT TOUS
MONTER A CHEVAL SUR LE VENT ?

A propos du Bol d'Or, cette semaine,
Télérama psychanalyse
les fans de la moto.

Télérama

Un hebdomadaire d'opinions
sur la TV, la radio, le cinéma, les disques.

On est donc passée la septième compagnie : Gaumont ; On aura tout vu : Pathe ; Phantom of the Paradise ; Cinématographie : Phase IV ; Aramis (42-31-37) ; Le Pont de sang : C.N.F.-Lyon ; Sex O'Clock U.S.A. : U.G.C.-Scala ; Tracoma : C.N.F.-Orléans ; Thémis : Cinématographie ; La Vallée : Caurat ; Une femme fidèle : U.G.C.-Concorde ; Un type comme moi ne devrait jamais mourir : Trianon ; Vol au-dessus d'un nid de coucou : Comédia ; Vessongs : C.N.F.-Lyon.

MARSEILLE. — Alexandre le Bienheureux : César (37-12-80) ; A nous les petites Anglaises : Rex (48-42-32) ; La Folie des grands : Rex (48-42-32) ; Hollywood (32-74-53) ; Borsalino : Rex ; Bugsy Malone : Paris (44-33-34) ; Chef-d'œuvre de Walt Disney : Club ; Cours après moi que je t'attrape : Ariel (42-31-37) ; 2001 Odyssée de l'espace : Odéon (42-31-37) ; Complet de famille : Rex (42-31-37) ; Pathe, Ariel ; Cours après moi que je t'attrape : Odéon ; Majestic (32-32-32) ; Drive In (44-33-33) ; Cria Cuvettes : Paris (44-33-34) ; 2001 Odyssée de l'espace : Pagnol (42-31-37) ; Face à face : Hollywood ; Pagnol ; Paris ; Douze Salopards : Pathe ; Festival Marx Brothers ; Festival Vieux-Port (30-30-30) ; La Folie des grands : Chambard (77-15-24) ; La Grande Trappe : Odéon ; Histoire d'un homme : Odéon ; King-Kong s'est échappé : Rex ; Mes chers amis : Rex ; Rex ; Pathe ; Née : Pathe ; Nous nous sommes tant aimés : César ; On aura tout vu : Pathe ; Spectra : Odéon ; Taxi Driver : Hollywood ; Vol au-dessus d'un nid de coucou : César ; Le Voyage des comédiens : Brestin ; Kala ; Brestin.

NANCY. — A nous les petites Anglaises : Rex (48-42-32) ; Comme un boomerang : Paramount (32-69-73) ; Cours après moi que je t'attrape : Paramount ; Cours après moi que je t'attrape : Rex ; L'Éducation amoureuse de Valentin : Rex ; Gaumont (32-69-73) ; Little Big Man : Paramount ; Macadam Cowboy : Paramount ; Mes chers amis : Royal (37-31-48) ; 1900 : Pathe, Comédia ; Née : Trianon.

NICE. — A nous les petites Anglaises : Avenue (32-74-53) ; Aguirre ou la colère de Dieu : Mercury (32-74-53) ; Alexandre le Bienheureux : Concorde (32-69-73) ; Comme un boomerang : Paramount (32-69-73) ; Cours après moi que je t'attrape : Paramount (32-69-73) ; L'Éducation amoureuse de Valentin : Rex ; Gaumont (32-69-73) ; Little Big Man : Paramount (32-69-73) ; Macadam Cowboy : Paramount (32-69-73) ; Mes chers amis : Royal (37-31-48) ; 1900 : Pathe, Comédia ; Née : Trianon.

TOULON. — A nous les petites Anglaises : Balmu (32-21-42) ; Aramis en emporte le vent : Ariel (44-31-37) ; Bugsy Malone : Gaumont (42-31-37) ; Cours après moi que je t'attrape : Gaumont ; Comme un boomerang : Ariel, Royal (32-69-73) ; Complet de famille : Ariel ; 2001 Odyssée de l'espace : Rex ; Frankenstein junior : Rex (32-69-73) ; Grizzly : Ariel ; Innocent : Balmu ; Love story : Ariel ; Mes chers amis : Rex ; On aura tout vu : Gaumont ; Salomé : Ariel ; Spectra : Royal ; Taxi Driver : Royal.

TOULOUSE. — Ah ! qu'il était bon mon petit Français : ABC (21-20-40) ; Charles et ses deux sœurs : Rex (32-69-73) ; Complet de famille : Américains (31-31-31) ; Cours après moi que je t'attrape : Paris (44-33-34) ; Cria Cuvettes : Paris (44-33-34) ; Les Galeries de Pont-Aven : Rex ; Face à face : Américains ; F. comme Falbala : Ariel (32-69-73) ; L'Innocent : Trianon (32-69-73) ; Mes chers amis : Rex (42-31-37) ; Née : Trianon ; On aura tout vu : Ariel ; Spécial Magnum : Ariel ; Un type comme moi ne devrait jamais mourir : Trianon.

HAUTEFEUILLE - CLICHY PATHÉ
OLYMPIC ENTREPOT - CALYPSO

demain les mômes



un film de JEAN POURTALE... NIELS ARESTRUP... BRAD PITT

« INNOCENT » EST-IL UN CHEF-D'ŒUVRE ?
UN TESTAMENT ?
UNE FIN MANQUÉE ?
LA CRITIQUE EST DIVISÉE
A PROPOS DU DERNIER FILM DE LUCHINO VISCONTI

Cette semaine,
le pour et le contre dans
Télérama

Un hebdomadaire d'opinions
sur la TV, la radio, le cinéma, les disques.

MERCURY - IMPÉRIAL - SAINT-LAZARE PASQUIER - CLICHY PATHÉ - SAINT-GERMAIN VILLAGE - MONT-PARNASSE 83 -
GAUMONT CONVENTION - NATION. Périphérie : ASNIÈRES - CHAMPIGNY - ÉVRY

Bernard Lemaire présente

Un type comme moi ne devrait jamais mourir...

Un film de Michel Vianey

Original, drôle, cocasse,
marrant, inimitable,
chouette, surprenant,
farfelu, constamment gai !
(Tout le monde le dit... et l'écrit)

AMBASSADE - BERLITZ - MONT-PARNASSE PATHÉ - CLICHY PATHÉ - CLUNY PALACE - GAUMONT SUD
CAMBRONNE - GAUMONT GAMBETTA - VICTOR HUGO - Périphérie : ARGENTEUIL - PATHÉ
Champigny - BELLE ÉPINE PATHÉ Thiois - PARLY 2 - ÉPICENTRE Epinay - VÉLIZY - GAUMONT Evry

CHRISTOPHER LEE
BERNARD MENEZ
MARIE-HELENE BREILLAT
dans

**DRACULA
PERE ET FILS**

un film de
EDOUARD MOLINARO
d'après le roman de CLAUDE KLOTZ
Paris-Vampire
pour aux Éditions JEAN-CLAUDE LATTES-Paris

Dialogues
JEAN-MAÏE POIRÉ
Musique de VLADIMIR COSMA

GAUMONT-INTERNATIONAL
PRODUCTION 2000
Producteur Délégué
ALAIN POIRÉ

150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne 1	La ligne 2
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	46,70
(à la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

LIENMOBILIER	La ligne 1	La ligne 2
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

emplois régionaux

ingénieur commercial confirmé

Chargé de coordonner, animer et gérer l'action commerciale de l'Entreprise sur les cinq départements du Nord, en liaison étroite avec les équipes d'ingénieurs d'affaires.

Son rôle consiste à détecter les marchés potentiels, définir les objectifs de vente et mettre en œuvre les programmes d'action adoptés, dans le cadre d'un budget dont il assure la gestion.

Pour un ingénieur diplômé, si possible d'une Grande Ecole du Nord, possédant une excellente connaissance du milieu industriel régional et une expérience confirmée des contacts commerciaux à haut niveau, comme ingénieur d'affaires ou ingénieur commercial.

Selon la valeur du candidat retenu, le poste pourra évoluer à terme vers une fonction d'Adjoint de Direction Régionale.

La rémunération est susceptible de motiver des candidats de valeur.

Pour inf. compl. écr. sous réf. 34038 A, à André BIGOT OFFORES.

ORES Centre Valbans 921, rue Colbert 93000 - LILLE

ROSET
Siège ligne contemporaine.
recherche
COLLABORATEUR
DIRECT
pour ASSISTER le DIRECTEUR
du BUREAU D'ETUDE
(même débutant)
Poste évolutif demandant savoir
esthétique, goût, sens, sensibilité
et création personnelle.
Innovation, Formation requises:
Beaux Arts, Arts appliqués, Arts
déco.

Résidence prise du siège de la
Société dans commune agglomérée
60 km. est Lyon. Adresser C.V.
et photo sous n° 21094 à
CENTRE DE PSYCHOLOGIE
APPLIQUEE
104, rue Mey, 69002 LYON

DIRECTEUR DE SUCCURSALE

Le plus important distributeur d'accessoires et fournitures pour l'automobile et d'équipements de garage de la Région Nord (15 points de vente) met en place une nouvelle structure sur le secteur Lille - Roubaix - Tourcoing. Il recherche un Cadre Commercial de haut niveau (Ecole Supérieure de Commerce) pour lui confier la Direction complète de cette succursale: Développement et animation des ventes, gestion budgétaire, organisation et fonctionnement de 4 points de vente rattachés à un dépôt central. Le Cadre recruté aura prouvé ses résultats antérieurs dans la distribution ou le négoce de produits industriels.

Rémunération: 100.000 F. + intéressement.

28 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf 671M

Dans le cadre de son expansion

Filiale Importateur Groupe
Constructions
Electroniques - Electroniques
recherche
pour la direction de sa nouvelle agence de
TOULOUSE

INGENIEUR ELECTRONICIEEN DIPLOME
(20 ans environ)

pour assurer la direction de l'agence

Le titulaire devra :

- posséder une solide expérience dans la Maintenance;
- Maîtriser les problèmes de Métrologie;
- Etre doté de qualités commerciales;
- Avoir la sensibilité de la gestion et de l'organisation;
- Savoir assumer ses responsabilités.

Ecr. HAVAS 3/20 12.786 - GRENOBLE 38000.

IBM

La jeune Division des Systèmes de Grande Diffusion recherche pour faire face à un marché en forte expansion, à PARIS et dans les grandes villes de Province des

ingénieurs commerciaux

Hommes ou Femmes

titulaires :

- soit d'un diplôme d'une Grande Ecole
- soit d'un diplôme Universitaire à partir de la licence dans les domaines scientifique, technique ou de gestion.

Ils doivent avoir le goût de l'autonomie, une grande curiosité d'esprit, l'audace de se mesurer à des objectifs de travail.

Nous leur proposons, après une période de formation rémunérée, de faire une carrière riche sur le plan intellectuel et matériel.

Si vous voulez saisir cette opportunité, envoyez votre CV détaillé sous la référence DSGD à André Barholio.

IBM FRANCE 2, rue Marengo 75001 PARIS

IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS

C.A. 800 millions - Effectif 5.000 pers.

recherche pour son établissement

Situé à RENNES

C.A. 100 millions - Effectif 600 personnes

ADJOINT ADMINISTRATIF

Il sera de formation générale supérieure (Bacalauréat de Commerce, Licence Droit ou Sciences Economiques).

Il lui sera notamment confié, en étroite collaboration avec le Chef de Service, l'animation et la responsabilité de la gestion administrative et comptable (contrôle de gestion, marchés - problèmes d'organisation).

Agé au minimum de 25 ans, il aura quelques années d'expérience dans les fonctions précitées si possible dans la profession.

Ce poste offre des possibilités d'évolution, certaines dans une entreprise nationale en expansion.

Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 75385, CONTRESE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. t.

Très Importante Entreprise d'équipement électrique

recrute pour son Agence de LILLE

UN Dessinateur ETUDES 2

ou

PROJETEUR

signalisation ferroviaire.

UN Dessinateur ETUDES 2

développement électrique

Industrie HT-ET automatisées.

Adresser C.V. détaillé No 74570 Contre Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75009 Paris Cedex 01.

Très Importante Entreprise d'équipement électrique

recrute pour son Agence de LILLE

UN INGENIEUR D'AFFAIRES

CONDUCTEUR DE TRAVAUX COURANTS

Il sera chargé de diriger et d'organiser une unité importante de production spécialisée en travaux de distribution P.T.T. (travaux de câbles, raccordement, lignes aériennes, etc.).

Le candidat devra posséder une bonne expérience dans ce domaine et de sérieuses références.

Adr. C.V. détaillé No 74729 Contre Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75009 Paris Cedex 01.

Recherchers pour magasin

GRANDE SURFACE

région POITOU-CHARENTAIS

1) DIRECTEUR D'HYPERMARCHE

maîtrisant parfaitement tous problèmes commerciaux en alimentation, bazar, nouveautés. Capable contrôle Achats, implantation de magasins, animation des Ventes, Publicité. Connaissant méthodes modernes de gestion, ayant dirigé un poste similaire. Rémunération élevée + intéressement aux résultats. Discretions assurées.

2) CHEF DE GROUPE

pour BAZAR - NOUVEAUTES consultant bien les achats dans les deux secteurs, les implantations de rayons, la gestion commerciale.

Adr. lettre manuscrite, C.V. et prétentions à n° 74729, Emplois et Entreprises, 18, rue Voltaire, 75002 PARIS.

JEUNE CADRE

ESC DROIT ou équivalent

notamment pour études de financements, de programmes d'investissements d'entreprises régionales.

Il faut aptitude à rédiger, être très précis, très méthodique, très organisé et travailler ou vouloir se familiariser avec les chiffres.

Pour être admis au sein d'une équipe de collaborateurs d'une trentaine d'années de moyenne d'âge, le candidat doit être insouciant, ouvert, dynamique, d'esprit jeune, de caractère agréable et avoir le goût du travail diversifié.

Formation spécifique assurée. Rémunération évolutive.

C.V. man., ph. présent, s/réf. 107/1 à Mme A. Garret, 11, r. Mauvoisin, 4200 Nantes.

SEDIS GROUPE PEUGEOT

100 personnes - 125 MP

TOUS TYPES recrute pour son usine (400 personnes) de TROYES (Aube)

JEUNE INGENIEUR Chef de production

pour une unité EN EXPANSION :

fabrication (30 produits) et sciences logiques (chimie, soudure) :

- Appos, méthodes, lacetement, qualité.
- CREATON DE POSTE.
- INGENIEUR diplômé A.M., I.D.M., ENSI ou équivalent.
- Première EXPERIENCE (trois/quatre ans min)
- INDISPENSABLE PRODUCTION mécanique générale.

Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo sous références 593 à

selection conseil 6, pl. Mal-Idre, 57017 Paris

Importante Société Multinationale recherche pour sa DIVISION IMPORTATION Résidence Touraine

DIRECTEUR DE MARKETING

de formation, Ecole supérieure de commerce ou assimilée, ayant l'expérience des études de marché, des prévisions de ventes, de l'organisation d'un réseau, et de la formation des vendeurs. Bonnes notions anglaises souhaitées. Dans un premier temps, ce collaborateur assistera le Directeur de Division dans l'organisation commerciale et la gestion prévisionnelle des ventes. Il bénéficiera ensuite d'une promotion rapide vers des responsabilités opérationnelles.

Ecr. avec curriculum vitae et photo à R. FUKKI, 90, rue Jean-Jacques, - 92170 VANVES.

DIRECTEUR

La Société possède dans l'Est deux unités de fabrication de produits en béton dotées d'un équipement moderne. Pour diriger et coordonner cet ensemble industriel et assurer le développement commercial sur son secteur, nous recherchons un ingénieur diplômé, ayant plusieurs années d'expérience de la Direction complète - Production - Gestion - Commercial - d'une entreprise de plus de 10 personnes. La spécialisation Béton Armé n'est pas exigée.

28 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf 673M

Une électronique à SAINT-LO, recherche

INGENIEUR EN ELECTRONIQUE

(physique supplémentaire)

- ayant 3 ans d'expérience dans industrie d'applications électroniques;
- pour études avancées des applications électroniques et physiques.

Ecrire avec curriculum vitae et photo au n° 9.530, SPERAR, 12, rue Jean-Jacques, - 92207 PUTEAUX.

ingénieur débutant

BSN-Gervais Danone recherche un ingénieur débutant, de formation mécanique et électrique, diplômé ENSAM, ECAM, ICAM, ECI, ENISE, ENSEM, pour l'usine de la Société Supplémentaire de Bruxelles située à Champignolles (54).

Il participera d'abord aux études d'installations nouvelles et sera plus particulièrement chargé de coordonner et de surveiller les travaux exécutés pour leur montage, dans le respect des budgets et des délais prévus.

Il devra évoluer ensuite vers la responsabilité d'un service de Travaux Neufs.

Langues : Allemand + Anglais souhaités.

Adressez votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. J 13, à Jean Burckel, BSN-Gervais Danone, 128-130, rue J. Guesde 92302 Levallois-Perret.

bsn. gervais danone

SOCIÉTÉ DE CONSEIL PROBLÈMES IMMOBILIERS

(à l'exclusion de la promotion) en forte évolution, recherche :

SECRETAIRE GENERAL

28 ans minimum. Ayant formation juridique supérieure et quelques années expérience gestion immobilière, soignée dans des notariats, cabinets d'administrateurs de biens (ou d'immobiliers), ou services immobiliers d'une grande entreprise.

Fonction : Secrétaire le Directeur Général à tous les niveaux;

- coordination des divers services spécialisés : contentieux juridique, fiscal, assurances, technique et travaux, etc.;
- relations extérieures en particulier avec milieux journalistiques et parlementaires;
- participation à la gestion.

Par ailleurs, ce collaborateur participera dès sa prise de fonction à l'étude et à la mise en place d'une filiale dont il doit être à même de prendre ultérieurement la direction.

Adresser C.V., photo et prétentions au n° 2.336 à

CORT 65, avenue Kléber, PARIS-16^e Discretions assurées.

STE DISTRIBUTION

Filiale groupe important recherche

JEUNE COMPTABLE

NIVEAU D.E.C.S. destiné en un premier temps à occuper la fonction d'adjoint au chef-comptable et à moyen terme le poste de chef comptable. Ecr. av. C.V., photo et prétent. à SOCIAM, 69 bd Victor-Hugo, 93 Saint-Denis, ou téléph. 01-41-49, p. 25 pour réf. 44.

CENTRALE D'ACHATS

recherche pour emploi stable région parisienne

UN ACHETEUR

confirmé en produits carnis, sports et vestiaires. Sérieuses références exigées. Ecr. av. C.V. détaillé manuscrit, photo et prét. à réf. 3363, à P. Lichau S.A., 10, r. Louvois, 75001 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Import. Sté d'Expertise Comptable spécialisée dans Audit et Etudes Financières recherche

COLLABORATEURS LIBRES RAPIDEMENT FORMATION :

H.E.C. - E.S.C. - I.E.P. ESSEC - Licence en DROIT

1) Ayant 2 à 3 années d'expér. confirmée dans firme d'Audit ou d'Entreprise (Direction Comptable ou Audit Interne). D.E.C.S. nécessaire. Connaissance anglaise ou allemand indispensable. Expér. informatique appréc.

2) Débutants ou 1 an d'expér. D.E.C.S. souhaité. Connaissance anglaise ou allemand appréciée.

Les candidats devront faire preuve de qualités professionnelles affirmées et de dynamisme, allées au sein du travail en équipe.

STAGE D'EXPERTISE COMPTABLE ASSURE

Large possibilité de développement de carrière

Ecrire avec C.V. et photo à : n° 74530 Contre Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, q. t.

Ets public national recherche

COMPTABLE (H. ou F.)

BTSC même débutant

Ecrire avec C.V., CNAMTS, 44, av. du Maine, 75012 Paris Cedex 14.

GFC

Spécialistes en recherche d'hommes nouveaux

103 Rue de la Pompe 75116 PARIS

- SENIOR PRODUCT MANAGER** 100.000 / 120.000 Frs / an.
- MARKET RESEARCH BRAND MANAGER** 80.000 / 85.000 Frs / an.
- JEUNE CADRE RESPONS. COMMERCIAL** 78.000 Frs / an.
- RESPONSABLE RECRUTEMENT ET SUIVI DES CARRIERES.** 90.000 / 110.000 Frs / an.

VOIR ANNONCE DETAILLEE CONCERNANT CES POSTES EN PAGE INTERIEURE DE CE MEME NUMERO.

CENTRE REGIONAL INFORMATIQUE HOSPITALIERE

Grande Ville Universitaire Province

recherche

Un Directeur Informatique

alliant une expérience approfondie à une solide formation de base. Une grande importance sera attribuée aux qualités de commandement et d'organisation des candidats.

Un Ingénieur Système DOS/VS

pour la mise en place de procédures et l'optimisation du système informatique.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :

SLIGOS Jean-Pierre TOERNIG 91, rue Jean-Jacques 92807 PUTEAUX.

LE CREDIT CHIMIQUE BANQUE PRIVEE

recherche pour son AGENCE DE LYON

cadre de direction

La candidat, de formation supérieure, devra avoir acquis au sein d'une agence, pendant plusieurs années, à des postes de responsabilité, une maîtrise des opérations de banque et de crédit ainsi que l'aspect de la gestion du risque.

Il devra avoir acquis une expérience des contacts avec les moyennes et grandes entreprises de la région Rhône-Alpes.

Nous lui confierons, sous l'autorité du Directeur d'Agence, la responsabilité des contacts avec notre clientèle industrielle et commerciale, actuelle et potentielle, ainsi qu'un rôle important de conseil, en particulier.

Ecrire avec C.V. manuscrit et prétentions sous référence COM à B. AMELOT.

CREDIT CHIMIQUE 20, rue Tréhard - 75008 Paris

digital

DIGITAL EQUIPMENT CORPORATION

The world's largest mini-computer manufacturer continues to expand in all areas of computer applications. We have an immediate opening in our European Marketing Group for a

TELEPHONE MARKETING SPECIALIST EUROPE

His responsibilities will be to :

- provide support both technical and marketing to the telephone industry sales force,
- coordinate our marketing strategy for the telephone industry.

THE IDEAL CANDIDATE SHOULD HAVE :

- 2 or more years experience in marketing, support or sales to the telephone industry,
- a strong technical background in teleprocessing,
- fluent english, german desirable.

Based in our Paris office, this position involves extensive customer contact and frequent short trips within Europe.

If you are ready for challenge and development opportunities, send your C.V. with references and salary expectations to :

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
Direction du Personnel (réf. TEL-30)
18, rue Sabotier - 91125 - 91420 RUNGIS CEDEX

digital

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Deuxième insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	48,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

ingénieurs d'études

BSN-Gervais Danone propose à deux ingénieurs débutants ou disposant d'une à deux années d'expérience industrielle de participer au développement de Kronenbourg. Ils seront affectés à la Direction Process et Contrôle Qualité, à Strasbourg.

ENSAM-ECAM-ICAM-NSA
Réf. 12 A
Il participera aux projets d'extension des ateliers de fabrication et conditionnement de Kronenbourg : définition des caractéristiques et normes techniques des matières, matériels et méthodes - mise au point cohérent des charges - vérification engineering de détail - démarrage procédés et installations nouvelles.

ENSIA-INA-NSA
(Chimie Biologique) Réf. 12 B
Il participera aux projets d'extension des ateliers de fabrication et conditionnement de Kronenbourg : recueil et traitement des données techniques - étude et mise en place des solutions d'amélioration - démarrage procédés et installations nouvelles.

Adressez votre candidature avec C.V. détaillé, en précisant la référence du poste, à Daniel HARDUIN, BSN-Gervais Danone, 128, rue J. Guesde, 92302 Levallois-Perret.

bsn.gervais danone

importante société française de construction électrique

5.000 personnes

recherche :

Le CHEF de son SERVICE ÉTRANGER IMPORT-EXPORT

pour participer à la négociation d'importants contrats d'import-export, et en assurer la gestion administrative et financière.

La préférence sera donnée à un candidat justifiant d'une solide expérience bancaire dans le domaine de l'import-export. Une expérience COPAGE sera particulièrement appréciée.

Le candidat retenu sera de formation supérieure (H.E.C., E.S.S.E.C. ou Ingénieur, Grande Ecole), âgé de 33 ans maximum, dynamique, à l'aise dans les contacts humains.

La maîtrise de l'Anglais est indispensable pour effectuer des déplacements de courte durée à l'étranger.

Lieu de travail : PARIS.

Adr. C.V. photo et présent., sous le n° 74.562, à CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

CHAMBRE SYNDICALE des BANQUES POPULAIRES

offre à JEUNES DIPLOMÉS (EES)

CENTRALE - H.E.C. - E.S.S.E.C. ou équivalent

dégagés des obligations militaires postées :

INSPECTEURS DE BANQUES

• Ils auront pour mission d'examiner et d'approuver les divers aspects de la gestion bancaire : développement, sécurité, rentabilité, perspectives.

Formation de départ assurée.

• Au cours des premières années de carrière, ils effectueront en province des déplacements d'environ 3 mois chacun (2 ou 3 par an), alternant avec des séjours plus brefs à Paris.

• Ils devront être dotés d'une forte personnalité, caractérisée par : aptitude à la négociation, sens de la rigueur, faculté de synthèse, bonne présentation.

Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un C.V. détaillé et d'une photo, devront être adressées à :

M. C. FONTVIELLE - Inspection CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES

131, avenue de Wagram, 75017 PARIS CEDEX 17.

MINI-INFORMATIQUE DE GESTION

Importante Société de distribution aux unités d'exploitation dispersées sur la France recherche

CADRE INFORMATIQUE

chargé de la conception, de l'implémentation et de la maintenance de systèmes informatiques centralisés.

Au sein d'une cellule ORGANISATION, où il sera le responsable informatique, il devra travailler en étroite collaboration avec les exploitants et les autres membres de cette cellule dans la mise en place d'organisations nouvelles.

Ce poste conviendrait à un homme, âgé au minimum de 30 ans, ayant acquis une solide expérience, possédant une bonne connaissance du petit matériel et acceptant de nombreux déplacements en Province.

Envoyer C.V. photo et présentations sous référence 250 M au :

Calvès Jean-Charles MAURICE

Cabinet en Gestion du Personnel

42, rue Legendre 75017 PARIS

Envoyer C.V. photo et présentations sous référence 250 M au :

Calvès Jean-Charles MAURICE

Cabinet en Gestion du Personnel

42, rue Legendre 75017 PARIS



crédit foncier de france

LE CREDIT FONCIER DE FRANCE organise à PARIS les 29 et 30 octobre 1976 un concours pour le recrutement d'ATTACHES

Ce concours, ouvert aux candidats français, masculins et féminins, âgés de 20 à 32 ans au 1^{er} janvier 1976, est accessible notamment aux :

- titulaires :
 - d'une maîtrise ou d'une licence en droit, sciences économiques, lettres ou sciences, gestion ou économie appliquée,
 - du diplôme d'études complètes supérieures,
 - anciens élèves diplômés de certaines Grandes Ecoles, des Instituts d'Etudes Politiques ou du Centre d'Etudes Supérieures de Banque,
- notaires,
- clercs de notaires justifiant d'une ancienneté professionnelle de 5 ans au moins et de la possession du baccalauréat de l'enseignement secondaire ou de la capacité en droit,
- architectes et géomètres experts, diplômés par le Gouvernement.

Sous réserve que les candidats obtiennent des notes jugées satisfaisantes par le jury d'examen, ce concours est ouvert pour 15 postes au maximum se répartissant normalement à raison de 3 postes en option juridique, 2 postes en option mathématiques et 4 postes en option financière.

CLOTURE DES INSCRIPTIONS : 1^{er} OCTOBRE 1976

Renseignements complémentaires et documentation peuvent être obtenus au CREDIT FONCIER DE FRANCE - Service du Personnel - 48, rue Cambon - B.P. 65 - 75050 PARIS CEDEX 01 (Tél. 260.35.30)

La démagogie, comme système de gouvernement, de direction ou de management, aggrave à ce point la mentalité collective que la surcharge verbale de l'employeur rejette l'inconscience évidente du postulant.

Ce qui est vrai...

C'est que nous faisons un métier très difficile, singulièrement au plan du caractère et de la responsabilité. De ce fait sélectif il tend nécessairement vers l'élite.

que tous ceux qui cherchent un emploi ne viennent pas nous voir. Ils seraient déçus.

Ce qui est vrai...

cependant, c'est qu'à notre connaissance aucune autre activité n'offre en même temps, la pérennité de la carrière et la personnalité absolue de l'action et de la responsabilité dans le cadre d'une situation sociale et matérielle réellement très confortable.

Ce qui est vrai...

enfin, c'est que nous sommes animés pour aider et pour encadrer la personnalité et l'ambition : volume - puissance - image de marque - moyens pédagogiques et matériels - produits sans équivalents sur le marché - ambiance originale.

Nous ne désirons pas rencontrer beaucoup de jeunes, mais nous aimerions nous expliquer et nous entendre avec ceux que nous recrutons le 16 septembre de 14 h à 19 h ou le 17 septembre de 9 h à 12 h, 21, rue Vivienne, 75002 (3^e étage).

Il faut avoir :

- 21 ans au moins
- une solide formation secondaire ou post-secondaire constituée un bon tremplin de départ.

Les Produits de Beauté JEAN D'ESTRÉES

recherche

CHEF DE PRODUIT

(Homme ou Femme de préférence)

- Responsable de la gestion des produits et du développement de la gamme (conception et réalisation des nouveaux produits), il (elle) aura en charge le packaging, la P.L.V., la publicité et la promotion.
- Agé (e) de 35 ans environ, le (la) candidat (te) de formation supérieure (H.E.C. - E.S.E.C. - J.P. ou équivalent) devra avoir l'esprit créatif et le sens de l'esthétique. Apté à la communication, il (elle) sera capable de prendre la parole en public et d'animer des groupes (vendeurs - esthéticiennes - clients).
- Il (elle) aura acquis pendant 5 ans au moins l'expérience du marketing et de la publicité des produits de beauté (soins de la peau et maquillage) et de leur distribution (parfums, coiffeurs et instituts de beauté).
- Lieu de résidence : Paris.

Adressez C.V. détaillé avec photo et lettre de candidature manuscrite à : Société FREMA et Cie, 28, rue d'Assolung, 75008 PARIS, à l'attention de Mlle TARTOUR.

DAMELEC

Première Société Française de Maintenance

recherche pour son laboratoire de Palaiseau (91)

TECHNICO-COMMERCIAL

- Niveau BTS ou Ingénieur - Env. 30 ans
- possédant connaissances sérieuses en Instrumentation Electronique et Systèmes ;
- Expérience Technique et Commerciale exigée. Le titulaire sera chargé de la prospection et du suivi de la clientèle.
- Participera à l'élaboration des objectifs ;
- Bénéficiera d'un système d'intéressement en fonction de son efficacité.

Env. DAMELEC, 25, rue Ampère, 38000 GRENOBLE

Dans le cadre du recrutement sur titres organisé par l'Administration des PTT La Direction des affaires industrielles et internationales recherche

DIPLOMES D'ECOLE D'INGENIEURS OU TITULAIRES D'UNE MAITRISE DE TELECOMMUNICATIONS

Postes à pourvoir :

- 1) Responsable géographique (sur certains pays) des relations internationales des Télécommunications. Réf. 01.
- 2) Spécialités électroniques ou télécommunications. Responsable d'enquêtes techniques. Réf. 02.
- 3) Spécialités électroniques ou télécommunications. Pour participer au développement de nouveaux matériels de télécommunications (aspects technique, économique, et industriel). Réf. 03.
- Spécialités Génie Civil. Ingénieur possédant quelques années d'expérience dans le domaine d'appréciation des coûts de travaux de Génie Civil. Réf. 04.

Adresser avant le 30 septembre 1976 :

CV et photo en précisant la référence du poste souhaité à :

Direction Générale des Télécommunications.

Bureau "Affaires Administratives",

Pièce 152 A. 36/40, rue du Général Leclerc

92131 ISSY-LES-MOULINEAUX

directeur d'usine

Fidèle d'un groupe multinational de grande consommation, nous sommes à l'honneur dans les secteurs qui nous permettent pour maintenir une croissance régulière.

Nous recherchons pour l'un de nos établissements de production (grande ville proche de Paris) un DIRECTEUR USINE de haut niveau capable de concevoir et développer une unité industrielle nouvelle dont l'organisation est basée sur des concepts totalement nouveaux.

Les attributions de ce poste sont d'ordre et de multiples et tendent à parachever - in situ - des responsabilités soit par changement d'activité.

Nous recherchons les suivants :

- formation supérieure,
- expérience de management en milieu industriel « multi-plant »,
- connaissance de l'anglais proche du bilinguisme,
- expérience réelle de production en grande série d'articles conditionnés (industries alimentaires chimiques...),
- expérience concrète d'autres activités que la production,
- qualité morale pour la psychologie du travail et des relations publiques à l'écouter local.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite sous réf. 5170 à J.I.C.A. qui transmettra.

J.C.A. International Classified Advertising

3, rue d'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

AGIERS INOX

91.000 F +

Nous appartenons à un Groupe sidérurgique important et nous sommes spécialisés dans la transformation, à froid, des aciers en barre. Afin d'améliorer notre pénétration sur le marché des aciers inox, nous recherchons actuellement un spécialiste de ce domaine.

En étroite collaboration avec le Directeur commercial, vous aurez à prendre en charge le développement des ventes dans ce secteur.

L'homme et la connaissance des aciers inox nous intéressent plus que les diplômes. L'anglais est un plus.

Nous aimerions compléter cette annonce par un entretien définitif et sympathique comme vous avez l'habitude d'en avoir dans vos affaires.

Merci d'adresser votre C.V. sous référence 3241 à

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE

28, avenue de Messine, 75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche

OFFICE DE DEVELOPPEMENT DU TOURISME DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE - TAHITI

recherche

Responsable du Marketing

En étroite collaboration avec le département statistiques, il aura la responsabilité des programmes d'actions de promotion sur les marchés existants et potentiels.

Il aura en charge la conception, la mise en route, le contrôle des programmes de marketing et leur adaptation aux modifications des paramètres du marché touristique.

Nous exigeons :

- Une bonne expérience des problèmes du tourisme international et particulièrement celui du Pacifique
- Age 30 ans environ
- Dynamisme et efficacité
- Parfaite connaissance de l'anglais
- Disponibilité pour déplacements fréquents
- Une formation Sciences Eco, Sciences Po, Sup de Co, HEC, etc.

Nous offrons une rémunération aux alentours de 120 000 FF, selon capacité et expérience. Régime de contrat local.

M. Alexandre MOEVA ATA, directeur général, recevra les candidats retenus à Paris, hôtel Nikko, 61, quai de Grenelle, 75008, du 21 septembre au 27 septembre. Disposition totale assurée.

Adressez C.V., lettre manuscrite et adresse très complète s/réf. NANJE (mentionnée/enveloppe) à

Publicis Conseil

EMPLOIS et CARRIÈRES

30, rue Vernet, 75008 PARIS

importante entreprise de B.T.P.

Siege en Basse-Normandie de PARIS

SERVICE JURIDIQUE

JEUNE COLLABORATEUR (TRICE)

L'INTERESSE(E) DEVIENDRA :

- posséder l'homme ou l'élément de droit privé ;
- présenter une expérience de quelques années de pratique juridique (cabinet d'avocat, services juridiques ou équivalent) ;
- être âgé (e) d'au moins 25 ans ;
- accepter des déplacements de courte durée en Province.

Les candidats devront adresser un C.V. manuscrit + photo, au n° 75.224, à CONTESSÉ Publ., 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer C.V. photo et présentations sous référence 250 M au :

Calvès Jean-Charles MAURICE

Cabinet en Gestion du Personnel

42, rue Legendre 75017 PARIS

Colgate Palmolive

recrute des

ASSISTANTS

à chefs de produits

Il s'agit de postes immédiatement opérationnels qui impliquent nécessairement une première expérience marketing.

(annonceur - agence - stages spécialisés - formation complémentaire)

Adressez candidature, C.V. et photo à Colgate Palmolive - Service Recrutement, 82, rue de Valenciennes

150

OFFRES D'EMPLOI	la ligne	la ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	6,00	10,93
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE	la ligne	la ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,89
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,89

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



Dans le cadre du recrutement sur votre organisme par l'administration des P.T.T. il est recherché pour les besoins de la DÉLÉGATION des TÉLÉCOMMUNICATIONS de la RÉGION PARISIENNE des diplômé(e)s

PRÉFÉRENCES

- ou : E.S.C.P., H.E.C.L.F., D.E.A. ou DESS (Marketing) de Grenoble II,
- ou : LICENCE DE SCIENCES ÉCONOMIQUES + ESCA, ESSE, D'ANGERS, EDHEC DU NORD, ICANAVY, I.E.C.S. STRASBOURG - 199, IEP de PARIS (section économique et financière) pour études et réalisations techniques, organisation, relations commerciales dans les services d'exploitation et de Direction.

Adresser votre candidature avant le 30/09/76. Renseignements et inscriptions :

(pour les postulants domiciliés à PARIS et départements 92 - 93 - 94) :

Direction des Télécommunications de Paris
Place 100 E
810 Boulevard de Vaugrand
75731 PARIS CEDEX 13 - Tél. : 540 23-52
(Pour les postulants résidant dans les départements 77-78-91-95)
Direction des Télécommunications de Paris
Centre-ouest
7 Boulevard Romain Rolland
92128 MONTROUGE - Tél. : 687.13.30 (p. 58/04)



Technicon
Leader mondial de l'automatisation des analyses de laboratoire recherche

un PHARMACIEN ou une PHARMACIENNE

pour renforcer son équipe marketing en France.

Il est demandé :

- de sérieuses connaissances en biologie confirmées par une expérience en laboratoire (interne de préférence) ;
- un goût et un sens des contacts humains et du travail en équipe ;
- des dons réels de réflexion et d'imagination ;
- ce poste nécessite de fréquents déplacements dans toute la France.

Il est offert :

- une ambiance de travail jeune et dynamique au sein d'un groupe de confrères ;
- une rémunération en rapport avec la valeur du candidat et de ses résultats ;
- des possibilités d'évolution à la mesure d'une société multinationale en constante expansion.

Envoyer C.V., photo et candidature au Directeur du Marketing TECHNICON S.A., B.P. 10 - 95330 DOMONT.

Important groupe industriel international recherche pour Paris

juriste

rompu à la pratique du Droit des affaires et de la concurrence.

Préférence sera donnée aux candidats :

- Docteurs en Droit ou du niveau du Doctorat ;
- Dotés d'une très solide expérience professionnelle attestée par un minimum de trois ans de pratique juridique ;
- Parlant et écrivant couramment la langue anglaise.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 7213 à :

Organisation et publicité
2 rue Maréchal Foch 75001 PARIS

Une Banque Privée de Paris crée le poste d'ADJOINT AU CHEF DU SERVICE COMPTABILITÉ

- Niveau professionnel de comptable agréé ;
- expérience de plusieurs années en matière de comptabilité bancaire, manuelle et informatique, et de fiscalité bancaire ;
- connaissances générales de la fiscalité des sociétés commerciales.

FONCTION À ASSURER : direction de la marche courante des différentes sections du Service dont une nouvelle section de comptabilité des filiales et sociétés domiciliées (au total 15 personnes).

Ecr. avec C.V. et le n° 74.980 A CONTEXTE Publ., 20, av. de l'Opéra, 75001 PARIS CEDEX 01, qui tr.

BUREAU D'ÉTUDES recherche pour ÉTRANGER

URGENT

INGÉNIEUR

Manutention - Levage

INGÉNIEURS ÉLECTRICIENS

Ayant une solide expérience dans leur domaine respectif.

Adresser lettre manuscrite + C.V. à n° 73.169, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75001 PARIS CEDEX 01, q. tr.

Société multinationale américaine VANVES et PROVINCE

3 techniciens de maintenance informatique

débutants ou ayant 1 an d'expér. Niveau IUT et anglais lu.

Formation assurée.

Env. CV, photo et salaire souhaité. 8002 m.

Cabinet Claude VITET
2, r. Marengo 75001 Paris

RÉVISEURS COMPTABLES ASSISTANTS RÉVISEURS

Nous sommes un important Cabinet d'expertise Comptable spécialisé dans la révision et l'assistance à la comptabilité des entreprises pour faire face au développement de nos activités.

De nombreux postes sont offerts à des candidats présentant l'une des caractéristiques suivantes :

- Ecole Supérieure de Commerce ou HEC ou de Sciences Économiques, option gestion, sans expérience professionnelle ;
- Même formation, maîtrise du D.E.C.S. comptable et d'une pratique d'au moins 1 année en Cabinet ;
- Collaborateurs confirmés possédant le D.E.C.S. complet et une expérience de révision comptable en Cabinet de 2 à 3 années.

Des possibilités de séjour à l'étranger existent. La pratique courante de l'une des langues suivantes constitue un atout : ITALIEN, ESPAGNOL, ALLEMAND, ANGLAIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :

G.V., 20, boulevard de Courcelles, PARIS-17.

GROUPE INTERNATIONAL

CHEF COMPTABLE

80.000 F

- Cadre dépendant du Directeur des services comptables ;
- Dirige service de 11 personnes ;
- Responsabilités : toutes les opérations comptables des Sociétés du groupe ; préparation des états financiers (bilans et comptes d'exploitation) pour la maison mère ; déclarations fiscales.

LE CANDIDAT :

- aura 25 ans minimum ;
- une formation supérieure comptable avec bonnes connaissances d'anglais ;
- justifiera de 3 années d'expérience professionnelle.

Lieu de travail : RANIERE EST.

Env. lettre man., C.V. et photo, au numéro 2.306.

LTP 31 BIA, BORNE NOUVELLE
75002 PARIS, qui transmettra

IMPORTANT FABRICANT DE PAPIERS PEINTS DE QUALITÉ recherche

CHEF DE LABORATOIRE

Diplôme Ingénieur Chimie industrielle nécessaire.

Une expérience dans le domaine de l'imprimerie (encres, colles, papiers) ;

Son rôle consistera à diriger un laboratoire et à assurer les contrôles et l'adaptation des produits aux recherches de produits nouveaux et leur mise en œuvre, en liaison avec les Services artistiques et de fabrication, ainsi que les contacts avec les fournisseurs sur le plan technique.

Age minimum 30 ans.

Lieu de travail : proche banlieue Sud de Paris.

Env. lettre manuscrite, avec C.V. à n° 74.982.

Cabinet leconte
4, rue Amiral Courbet
75116 PARIS

Le Vaudreuil VILLE NOUVELLE

recherche jeune

HEC, ESSEC ou similaire

responsable du montage et de la commercialisation de programmes immobiliers industriels et tertiaires.

(DIVISION MARKETING) :

Adress. C.V., photo et prêt à M. VIGER

Etablissement public d'aménagement de la ville nouvelle du Vaudreuil
B.P. 5 - 27690 LERY

CAISSE CENTRALE DE CRÉDIT COOPÉRATIF

COLLABORATEURS

pour études financières d'investissements secteur professions libérales.

- Formation supérieure souhaitée ;
- 2 à 3 ans d'expérience professionnelle financière ;
- goût contacts humains ;
- aptitude à négociation commerciale ;
- déplacements province courte durée.

Envoyer lettre manuscrite C.V., photo et prétentions à la DIRECTION DU PERSONNEL C.C.C.C., 18 bis, avenue Roche, 75008 PARIS.

INGÉNIEUR EN ORGANISATION

Le candidat retenu sera de formation supérieure (de type grande école (Ingénieurs) et aura une expérience bancaire prouvée de 3 ans minimum.

Le poste est à pourvoir à Bourges, ou à Neully (mais avec de fréquents déplacements).

Adresser C.V. manuscrite, photo et prétentions à :

BANQUE HERVET Direction du Personnel
137 av. Charles-de-Gaulle, BP 154,
92201 NEUILLY-SUR-SEINE

directeur de marketing

180 000 F +

Dans le cadre de son rapide développement (25 % par an), la filiale Française d'un laboratoire international développe sa structure et recherche un collaborateur de premier plan. En position opérationnelle, il sera responsable de deux lignes de produits. Prospectera et spécialisera (études) et dirigera une structure de 110 personnes.

Il élaborera le plan marketing à long terme, supervisera la réalisation des objectifs, assurera l'analyse et le contrôle des résultats.

Le candidat doit pouvoir faire la preuve de son succès à un poste de Directeur de Marketing ou de Directeur Commercial dans un laboratoire pharmaceutique multinationale. Il doit avoir une parfaite maîtrise de l'Anglais. Ce poste évoluera vers une Direction Générale.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 1020/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue DANTON 75001 PARIS CEDEX

Importante Société Alimentaire recherche son

directeur du marketing

Homme d'action, âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure, il coordonnera, dirigera et développera toutes les activités Marketing en FRANCE sous l'autorité du Directeur Général dont il dépend.

Il participera également à l'élaboration du plan de promotion des ventes, son technicien du Marketing, il aura également l'activité vendeur.

Une expérience acquise dans le secteur alimentaire, soit en agence soit chez l'annonceur est indispensable.

Anglais souhaité.

Lieu de travail : PARIS.

Envoyer votre C.V., manuscrite + photo + 25 références pour réf. 85514 à Mme WEISS 25, rue du Renard - 75004 Paris.

PROSSEL
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LES PERSONNELS ET ENSEMBLES MÉCANIQUES POUR MATÉRIEL DE BUREAU

Usine à MONTROUGE (50 personnes) recherche

UN INGÉNIEUR

responsable des fabrications et des services techniques (bureau d'études et méthodes)

Expérience industrielle minimum 2 ans

Le poste conviendrait à une personne aimant la petite entreprise, et désirant prendre des responsabilités et faire preuve d'initiative.

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° 78113 B à :

BIOL

ÉTABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL

recherche

JEUNE LICENCIÉ SCIENCES ÉCONOMIQUES

Option économétrie

Pour exploitation de statistiques, analyses et études

- Convention collective ;
- Salaire de début : 23.300 F.

Env. avec C.V. :

G. N. A. M. T. S.
60, avenue du Maine, 75008 PARIS - CROIX 14.

IMPORTANTE ENTREPRISE INDUSTRIELLE

recherche pour son Siège à Paris

CADRE INFORMATIEN

(formation commerciale supérieure HEC - Sup. de Co. Paris - ESSEF)

Ayant au moins 2 ans d'expérience en informatique de gestion dans l'industrie et ayant participé à des projets de tout envergure. Il sera un chef de projets du service informatique de la Société.

Adresser C.V. sous référence 867 à :

GEDEV SÉLECTION
65 avenue de WAGRAM 75017 PARIS

SOCIÉTÉ DE SERVICES

détruite de développer son implantation RÉGION PARISIENNE

recherche pour

ATTACHÉS COMMERCIAUX

ayant 2/3 ans d'expérience dans la vente en milieu industriel de biens d'équipement, matériel de bureau ou services.

Ad. C.V., photo et prêt, sous réf. 1718/8 à : A.M.F., 46, rue Olivier-de-Serres, 75015 Paris, q. tr.

IMPORTANT SOCIÉTÉ D'INSTRUMENTATION

leader dans sa spécialité

RUEIL-MALMAISON

cherche

1) pour service EXPORTATION

INGÉNIEUR

de formation INSA, SUDRIA ou équivalent

Le candidat peut être étudiant. Il sera plus spécialement chargé d'études administratives (devis, factures, publications...) doit savoir rédiger et posséder parfaitement la langue anglaise. La connaissance de la langue allemande ou russe sera appréciée. (REF. 4.579).

2) pour service TECHNICO-COMMERCE, APRES-VENTE

2 TECHNICIENS

AT 1 et AT 2

format. IUT (Informatique, électricité ou physique), BTS

La connaissance de la langue anglaise et quelques années d'expérience sont indispensables. Après 12 ou 18 mois de formation sur les techniques physiques modernes, ces postes comporteront de nombreux déplacements en France et à l'étranger. (REF. 4.579).

Postes à pourvoir immédiatement. Nombreux avantages sociaux.

Il sera répondu à toutes lettres man. accord. C.V., etc. indiqu. env. enveloppe perçue, ad. à B.E.O., 18, rue de Sévigné, 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ Banque Ouest-Paris

recherche

CHEF DES MOYENS CENTRAUX D'ENTRETIEN

rejoignant les ateliers d'entretien du matériel général, de serrurerie-idrerie et supervisant les entreprises extérieures. Effectif total : environ 130 personnes.

Le poste s'adresse à un **INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN** (diplôme E.S.A.E., I.E.C. ou équivalent), ayant déjà impérativement occupé une fonction similaire en usine et commandé un effectif important.

Poste à organiser dans le cadre d'une restructuration.

Envoyer C.V. et prétentions, à n° 74.932, ConTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-17, qui tr.

BUREAU VERITAS

pour bureau THERAN

INGÉNIEUR CONFIRMÉ

- Ayant au minimum 10 ans d'expérience ;
- Ayant exercé des fonctions à responsabilité dans la construction et les centrales et essais de pipelines.

Libre de suite.

Anglais courant indispensable.

Ecr. avec C.V., etc. et prêt, à :

BUREAU VERITAS CH
B.P. 10 - 9200 LEVALLOIS-PERRET ou tél. à 758-11-65.

GROUPE INTERNATIONAL CH

CHEF COMPTABLE

pour son siège

Porte de Bagneux

Charge de la comptabilité d'un certain nombre de sociétés immobilières. Au courant de la fiscalité française et de la comptabilité américaine. Une langue anglaise-française. Poste à pourvoir immédiatement. 363-18-43.

CENTRE RENE-HUGUENIN
5, rue Gaston-Lesclapart,
92131-Clouet, recherche

INFIRMIÈRE D.E.

Mult. salaires début 3.016,35 F brut pour 46 h, primes 7,5 possible logement cité-jardin.

Ecr. ou tél. 682-70-50, poste 375.

M. SOISSON : il faut créer un vivier pour l'élite

sport, a-t-il déclaré. Je veux d'abord créer un vivier pour notre élite, mais mon souci sera également de développer la pratique des sports dans tous les milieux, dans toutes les régions et dans toutes les disciplines.»

PREMIERS MATCHES EN COUPES D'EUROPE

Les premiers matches des coupes d'Europe, pour la saison 1976-1977, se sont disputés mardi 14 septembre. Parmi ceux-ci, on retiendra la très nette victoire du Bayern-Münich, qui, au Danemark, a battu Koegse 5-0, et celle de Liverpool sur Crusaders de Belfast (2-0), ces deux rencontres comptant pour la coupe des clubs champions.

En coupe des vainqueurs de coupe, Sleima de Malte a battu Turun Palasurd (Finlande) 2-1, et MTK-VM de Budapest a gagné 3 à 1 devant Sparta de Prague.

VOILE

La Quarter Ton Cup se dispute pour la première fois aux États-Unis

Pour la première fois, la Quarter Ton Cup se dispute aux Etats-Unis : cinq épreuves, trois courtes et deux longues (100 et 200 milles), sont organisées à Corpus-Christi (Texas) du 17 au 23 septembre. En 1970, 1971 et 1972, un bateau

français avait gagné cette coupe, championnat du monde des voiliers jaugeant 18 pieds, avec quatre hommes à bord. L'an dernier, à Deauville, l'architecte néo-zélandais Bruce Farr s'était imposé

avec son « 45° South », depuis lors construit des deux côtés de l'Atlantique sous le nom de « Farr-727 ». Une unité de ce type, « Why-Why », avec Scott Allan, a gagné les épreuves éliminatoires américaines parmi vingt-quatre bateaux.

Une quarantaine de milliers de concurrents vont s'affronter dans le Texas. On attend en particulier dix Américains, huit Canadiens, quatre Japonais, deux Suédois, deux Français et deux Allemands. Parmi ceux-ci est un bateau de Bruce Kirby loué sur place par Jacques Hamelle. Ralph Mahlrn a fait le tour de France, son Doile et son Gilles ont fait son tour du monde. Ce dernier, destiné par le jeune architecte Gilles Ollier, créateur du nouveau «Kelt 8 mètres», s'est distingué au cours de l'été en Bretagne et à La Rochelle.

De conception originale, si tirée d'un test pivotant (stimulation d'un bras par un poids de 1,50 kg) et si le pas que 900 kg dans 300 kg de lest, ce qui en fera sans doute le quatuor le plus léger de tous ceux qui s'affronteront au

départ et qui présentent des caractéristiques très différentes

**En-temps réel
sans handicap**

Les régies de jauge laissent une assez grande liberté aux architectes pour concevoir des bateaux très divers mais offrant des possibilités identiques par rapport au mesurage en temps réel, quelle que soit la catégorie, y compris le handicap. Ainsi, au terme des épreuves éliminatoires américaines, les quatre premiers 18 pieds se tenaient de très près ; or leur poids variait de 1,37 tonne pour le *Farr 127* à 2,08 tonnes pour *Express* de Gary Mull, classé troisième et qui atteignit 8 mètres de long.

A Corpus-Christi on accordera également de l'attention aux bateaux de Bruce Kirby, créateur du *Laser*, dont un quarter tonneau s'était classé troisième au championnat du monde de Deauville. Il s'alignera en même temps son nouveau *Kiwii* 24, de 7,30 mètres de long et 1,22 tonne, et son *Fred*. Again, de 7,95 mètres et 2,04 tonnes.








Mais on s'intéressera surtout à deux créations marquantes: d'une part *Star Fyed*, un bateau très léger de Douglas Peterson, un architecte qui n'a jamais gagné le Quarter Ton Cup; d'autre part, le voilier néo-zélandais *Magic Bus*, dessiné par Paul Whiting, d'Auckland. Cet architecte de vingt-quatre ans est considéré depuis quelques mois comme beaucoup plus qu'un espoir car son bateau s'est permis

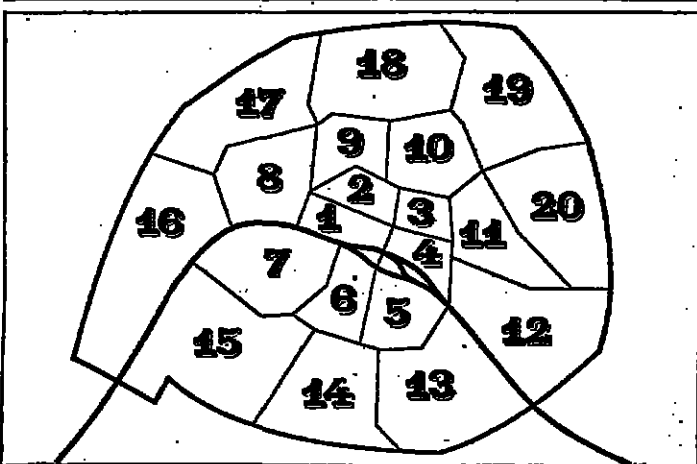
de devancer, aux antipodes, tous les « Farr T37 » et autres 18 pieds qui lui étaient opposés. *Magic Bus* pèse 1 130 kilos dont 515 de lest. Contrairement à la tendance qui prévalait depuis plusieurs années, il est doté d'une grand-voile importante et d'un petit foc.

Dans le domaine des 18 pieds, la suprématie actuelle de Bruce Farr, âgé de vingt-sept ans, est-elle menacée par son jeune compatriote et par le Californien Douglas Peterson ? Nous le saurons dans quelques jours. Nous saurons également si Arzak Atao est digne des espoirs que l'on place en lui. A la veille de son départ de France, Gildès Le Baud semblait surtout redouter le clapot court qui est propre aux eaux de Corpus-Christi.

YVES ANDRÉ

LE MONDE IMMOBILIER PARIS.

12	2500 RÉVISABLE	2000 FD	90% 15	CF.	1973							
N° Aut.	Prix moyen du m²	Prix moyen du m² terre et délaillé	montant des prêts cumulés et durée	prêt du Crédit Foucier	années de livraison et trimes	Nombre d'app.	Parkings en surface	Garages en sous-sol ou box	Métro	Autobus	R.E.R. Station	Autoroute ou périphérique



5 **7000** **80 %**
20 **1976** **12** **DISP 11** 

 **MONDE**

LE PALAIS DES GARDES FRANÇAISES - 36, rue Mouffetard et 7-11 rue Tournesfort. - Rénovation de l'ancienne caserne des Gardes Françaises, petits imm. du 18^e, façades classées sur cours intérieures, du studio au 4 pièces.

ZANNETTACCI 15, av. Matignon - 75008 Paris,
Tél. 359-98-32.















**INVALIDES
LA TOUR
MAUBOURG**

131, RUE DE L'UNIVERSITÉ - Belle demeure pari-
sienne. Dans le centre noble de la ville. De la chambre
ou 5 pièces et 2 splendides duplex plein ciel, grandes
terrasses sur toit, vastes balcons. Sur. vente sur place, lundi
et jeudi de 14 h. à 18 h., et samedi de 11 h. à 13 h.
et de 14 h. à 18 h. Tél. 280-34-40,
74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS,

COMEI



12 **5.800** **80 %**
FD **20** **1977** **53** 







 







RÉSIDENCE PIERRE BOURDAN - 1-3, rue Pierre-Bourdau - A quelques mètres de la Nation, mais remarqué isol. du bruit des gr. artères, une résid. de classe aux prestations raffin. S. pl. ts 1. jrs sf mar. et mer., 13 à 19 h., 346-51-74.

LA MAISON DU G. SCIC,
15, boulevard de Vaugrاند,
Paris (15^e), tél. 567-55-66.

Une réalisation
CAPRI


 











OLYMPIADES - 70, avenue d'Irny - Deux immeubles :
CORTINA, chamb., stud. 2 p. - **HELSINKI**, stud. à 5 p.
 Environnem. exception. : Centre Comm. e Stadium e avec
 patinoire et piscine. Sur pl. ts les jrs de 10 h. à 12 h. 30
 et de 14 h. à 19 h. **F.D.** - 589-81-20 ou **S.P.E.L.**, 14, av.
 F.-D.-Roosevelt, Paris-8°, T. 256-55-11.

Réalisation **SAGD/SEII**


13 **4.950**
FD **80 %**
20 **1978** **1.49** 


   **à 200 m**
Autoroute du Sud

« CAP SUD » - Place de Rungis - A proximité du Parc Montsouris, une gamme d'appart. bien conçus, du studio au 6 pièces. Sur place lundi, jeudi, vendredi de 14 h à 20 h, sam., dim., de 10 à 12 h. et de 14 à 20 h. Tél. 589-71-21.

LA MAISON DU G. SCIC,
15, boulevard de Vaugirard,
Paris (15^e), tél. 567-55-66.


une réalisation CAPRI




15 FR. MAYARD **8.500** **80 %**
FD **PERSONNALISÉ** **1976** **76** 



(M) **CHAMP-DE-MARS** **82**
MOTTE-PIQUEUR **80** 

IMMEUBLE c INVALIDES-SUFFREN » - 54, av. de la Motte-Picquet - 1^{er} arr. de B 4^{et} s^{it}. du Village suisse, pr. Champ-de-Mars. App. lux. équip. av. magnif. loggias. Studios. Boxes. A 10 mn Etoile, Quart. Lat., Opéra. Bur. vente s. pl. ouv. ts les jours, sf sam., dim., 14 h 30 à 18 h 30.

ZANNETTACCI
PUJOS S.A. **734-75-60 - 15, av. Motignon, 75008 Paris - 359-98-32.**

15  **80 %**
Pertes/indig


  **SEVERE-LECOURBE** 

1978   **Diagonale 195**

RÉSIDENCE BUFFON - 18-24, rue Lecourbe. — Du studio au 6 pièces, immeuble de standing sur grand jardin.
Renseignements et vente :
74, rue Saint-Lezard - 75009 PARIS, Tél. 280-34-40.

COMEGI

17 **7.700** **80 %** **1976** **37** **DIPS-25**
FD **PERSONALISÉ** 

 **PEREIRE-
WAGMAN** 

141, AVENUE DE WAGMAN - Résidence de
classe. Du studio au 5 pièces, un duplex exceptionnel,
terrasse. Bur. vente sur place, lundi, mercredi, de 14 h. à
18 h., samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h.
74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS,
COMEGI Tél. 280-34-40.

18  **80 %**
20 1976  **Sup. 113** 

  **LA FOURNIE
P.L. CLIMAT** 

**IMMEUBLE « LÉ MONTEAIRE » - 22, av. de
Saint-Ouen - Du studio au 5^e pièces. Grands jardins intérieurs.
Bureau de vente et appartement témoin tous les après-midi,
sauf mardi et dimanche. Téléphone : 522-43-00**

ZANNETTACCI 15, avenue Maignan, 75008 PARIS.
PUJOS S.A. 359-98-32

**...et un prêt CDE
financera votre achat :**

cde

Comptoir des Entrepreneurs
6 rue Volney Paris 2^e - Tél. : 260.35.36.

Tous les financements immobiliers depuis 1848.

150

LES INTENTIONS DE M. FOURCADE

- Programme de redressement financier pour Air France
- L'automobiliste doit payer les autoroutes dans les villes

Entouré de M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, et Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, a précisé ses projets mardi 14 septembre.

« Ce secteur est important puisqu'il représente environ 36 milliards de francs à gérer, 15 milliards de crédits d'équipement et 130 000 agents. Il y a des priorités à respecter : la construction d'ouvrages nouveaux, le renforcement des façades maritimes (activités portuaires, marine marchande, pêche). »

A propos d'urbanisme, le mi-

nistre de l'équipement a reconstruit « la fin du gigantisme, la fin des tours », et souhaité qu'on fasse porter l'effort public sur la réhabilitation des immeubles anciens plutôt que sur la construction fallacieuse de logements neufs par des gens venus d'ailleurs. S'expliquant sur cette « petite phrase », il a ajouté : « Je préfère encourager la construction de maisons individuelles ou la restauration d'immeubles anciens qui fournissent du travail, en Bretagne par exemple, à des travailleurs pour le logement, plutôt que la construction, par des travailleurs immigrés, dans la région de Marseille, par

exemple, de H.L.M. qui resteront vides. »

Le déficit d'Air France, notamment inquiète M. Fourcade. Selon le ministre, les relations entre l'Etat et la compagnie doivent être clarifiées. L'entreprise doit être gérée sur des bases concurrentielles, mais ses obligations de service public feront l'objet d'une participation de l'Etat, selon un système qui pourrait s'inspirer de l'exemple de la S.N.C.F. : un « contrat de programme » serait passé entre l'entreprise et les pouvoirs publics. On sait que le nouveau directeur d'Air France, M. Pierre Giraudet, a mis sur pied un plan de réforme de la société nationale, qui englobe notamment un important chapitre financier.

Quant au projet gouvernemental de construire une nouvelle voie ferrée pour les trains à grande vitesse entre Paris et Lyon, il n'est pas revenu en cause », a précisé M. Cavallé.

Enfin, M. Fourcade, faisant allusion aux récentes manifestations contre les projets de péage sur les autoroutes dans la banlieue est de Paris, au nord de Strasbourg ou aux environs de Lyon, a dit : « Si l'on donne les priorités d'équipement et les lobbies budgétaires, je suis favorable personnellement au péage urbain. Il faut que le gouvernement ait dans ce domaine un programme précis et une doctrine.

■ Au conseil d'administration d'Air France. Un décret publié au Journal officiel du 14 septembre nomme plusieurs membres au conseil d'administration d'Air France, dont un certain nombre de nouveaux. C'est ainsi que M. Jacques Vimeux succède à M. Jean-Pierre Brunet, en qualité de fonctionnaire désigné par le premier ministre ; que M. Lionel Casses remplace M. Joseph Ross (ancien président d'Air France), et M. Jean Rivier remplace M. Edmond Giscard d'Estaing (le père du président de la République), en qualité de personnalités non fonctionnaires désignées par le ministre chargé de l'aviation civile.

Libres opinions

Non au péage urbain

par GUY POUSSY (*)

Sur l'initiative des communistes, un phénomène de réjet du péage urbain surgit partout en France. La bataille contre le « péage giscardien » de l'autoroute A-4 en est le point fort. Nous avons gagné, avons-nous déclaré ! C'est vrai, voyons les faits. Quel était le plan gouvernemental ? Instaurer le péage urbain sur l'autoroute A-4 pour la généraliser ensuite aux autres autoroutes de la région parisienne. A-t-il réussi ? Non ! Un hebdomadaire national a écrit : « Le pouvoir a reculé devant une épreuve de force qui risquait de tourner au désastre. » L'ensemble de la presse, écrite et télévisée, a repris largement les informations qu'un quotidien a publiées le 4 septembre, en particulier celle-ci : « Le 20 octobre, Paris-Metz en deux heures et demie par l'autoroute A-4 et sans péage urbain. »

Cette information n'a pas reçu de démenti officiel du ministre de l'équipement, M. Fourcade. Il n'y a eu que des propos émis par le ministre. Le conseil des ministres s'est réuni. Il n'a pas apporté, lui non plus, de démenti formel à cette information.

L'autoroute A-4, libre et gratuite, ouvre la voie à l'abandon du péage urbain ailleurs. Faut-il s'attendre de l'attitude ambiguë du pouvoir ? Evidemment non, on ne peut pas attendre du gouvernement qu'il avoue ouvertement son impuissance à mettre en pratique sa propre politique. Des porte-parole de la majorité présidentielle — sans doute dépassés par l'événement — viennent de déclarer qu'aucune décision n'aurait encore été prise. Soyons clairs. Si par décret le gouvernement envisageait de revenir sur l'abandon du péage urbain de l'A-4, il prendrait la une d'un journal. Ce n'est pas de la manœuvre, mais de la trahison des travailleurs et des usagers.

Ceux-ci n'accepteraient pas de se voir trahir d'une victoire qui leur permettrait d'économiser 100 F par mois. Chez les automobilistes, ce sentiment est fort : ils en ont assez d'être considérés comme les vaches à lait du gouvernement et des grandes sociétés.

Le péage urbain n'est pas l'œuvre de technocrates irresponsables. Ses instigateurs sont les hommes politiques appartenant à l'U.D.R., aux républicains indépendants, M. Giraud, président U.D.R. de la région Île-de-France, déclarait dans ces colonnes, le 24 mars 1973 : « Le péage urbain est une mesure qui paraît s'imposer ; les radicaux qui convergent vers Paris, doivent être soumis au péage, avec un tarif plus fort sur les transports aboutissant au boulevard périphérique. » C'est exactement le cas de l'A-4.

C'est le 27 mars 1975, au conseil interministériel, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, que le péage de l'A-4 était décidé. La position des élus U.D.R. et giscardiens du Val-de-Marne est très révélatrice, car, au nom d'une prétendue justice, ils réclament le péage partout ! M. Nungesser, député U.D.R., dans des propos que rapportait le journal *la Croix*, le 29 octobre 1975, exploitait cette position : « Le péage sur l'A-4 implique, pour être équitable, des péages au pont de Saint-Cloud, à la porte d'Italie, à la porte d'Orléans, à la porte de la Chapelle. »

Rien n'a manqué pour imposer le péage de l'A-4. Les méthodes antidémocratiques : les projets et contre-projets se sont tous élaborés dans le secret des ministères. Les coups de force ; rappels de deux dates :

— Le 15 août 1975, le gouvernement, profitant du jour le plus « creux » de l'année, entend faire abattre cent soixante-six arbres pour installer le péage à Saint-Maurice. Les communistes, alertés par les riverains, font cesser les travaux ;

— Le 19 juillet 1976, les bulldozers, protégés par la police, défontent la chaussée de l'autoroute. Les communistes sont les seuls à organiser la riposte. Quelques jours après, M. Giscard d'Estaing décide la suspension des travaux et la mise à l'étude du report du péage vers l'est.

Depuis près de mille trois cents jours, les communistes animent la bataille contre le péage de l'A-4. Ils ont organisé vingt-deux manifestations, édité des centaines de milliers de tracts et de journaux, des milliers d'affiches et de badges. Les interventions de leurs élus sont les plus nombreuses dans les assemblées. Les populations des départements du Val-de-Marne, de la Seine-Saint-Denis et de Seine-et-Marne sont juges de l'action efficace des militants et des élus du parti communiste.

Le péage urbain serait-il une mesure efficace et nécessaire pour régler les problèmes de la circulation ?

Regardons ce qui se passe dans d'autres pays. Le péage urbain existe à Tokyo et dans les grandes villes américaines ; il n'a pas mis fin aux embouteillages de la circulation. A Tours et dans d'autres villes, où le péage urbain existe, il n'a pas mis fin à la spéculation foncière et immobilière. Le péage serait-il fatal ? Non, puisque des neuf pays du Marché commun, seules la France et l'Italie imposent les automobilistes. Les autoroutes sont libres en Belgique, en Hollande, au Danemark, en R.F.A.

Nouvel impôt pour les usagers, en vérité le péage représente une mine d'or pour les sociétés. Un ancien préfet du Val-de-Marne l'a justifié comme « ballon d'oxygène nécessaire pour une grande entreprise de travaux publics ». Il se trouve que celle-ci vient d'écarter son chiffre d'affaires de 72 %. Le péage en rase campagne sur l'autoroute Paris-Lyon a rapporté, en 1975, 364 millions à la société concessionnaire ; 36 millions, telle est la recette qui était envisagée si la barrière de péage avait été installée à Saint-Maurice.

Une autre politique est possible. Rappelons que le programme commun de gouvernement prévoit la gratuité des nouvelles autoroutes. Le groupe communiste a déposé un projet de loi pour un réseau routier libre de péage. Comment financer ce projet ? Par le maintien de la dotation budgétaire, quelque 5 milliards de francs en 1977, en imposant les sociétés pétrolières. En 1973, les bénéfices des dix principales sociétés étrangères et des deux sociétés françaises se sont élevés au chiffre fabuleux de 5 000 milliards d'anciens francs. Or, cet argent, qui devrait aller dans les coffres de l'Etat, s'en va en particulier aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Les députés communistes proposent d'instaurer un prélèvement exceptionnel de 15 % sur le chiffre d'affaires réalisé en 1974 par les filiales des compagnies étrangères.

Dans l'immédiat, pour les communistes, les choses sont claires : il y a une situation nouvelle, le pouvoir giscardien est placé sur la défensive. C'est pourquoi, partout, les communistes appellent les travailleurs, les usagers, à s'appuyer sur le succès remporté sur l'autoroute A-4 pour dire non au péage urbain !

(*) Membre du comité central, secrétaire de la fédération du Val-de-Marne du P.C.F., conseiller général.

A PROPOS DE...

UN PROJET DES CONSTRUCTEURS D'AUTOMOBILES

Des vacances mieux étalées ?

M. Vincent Anquet, le nouveau ministre de la qualité de la vie, a demandé aux constructeurs d'automobiles d'étaler leurs prochaines vacances d'été. Les membres de la chambre syndicale des constructeurs devaient se réunir à ce propos mercredi. On attendait qu'ils prennent une décision positive, se traduisant peut-être par un décalage systématique des dates de fermeture des grandes usines d'automobiles sur juillet et août.

Depuis qu'on parle d'étaler les vacances, on sait qu'il faut commencer par étaler le travail, c'est-à-dire obtenir des entreprises qu'elles acceptent de ne pas fermer toutes ensemble leurs portes le 1^{er} août pour les rouvrir le 31 août. Parmi ces entreprises les plus importantes, les plus dynamiques, les plus représentatives sont celles de l'industrie automobile. Elles emploient directement, à travers quatre cents sous-traitants, plus de six cent mille. Des expériences ont été faites de décalage de leur fermeture en 1961, 1963, 1965. Elles n'ont pas eu de suite, essentiellement parce que ce décalage était trop faible — ne portait que sur quelques jours — et qu'il n'était pas accompagné des mesures diverses qui auraient permis d'en renforcer les effets.

Aujourd'hui les constructeurs paraissent — après avoir réglé les différentes difficultés que soulève un étalage des fermetures pour l'approvisionnement, le stockage, la sous-traitance — disposés à aller plus loin. Il faut s'en féliciter, mais ne pas ignorer — comme le faisaient d'ailleurs remarquer les auteurs du rapport Labrousse au printemps dernier — que la politique d'aménagement du temps du travail et des loisirs doit être une politique globale ou risque de n'être qu'une suite d'expériences sans lendemain. Deux remarques doivent être faites.

Le décalage des fermetures d'entreprises sur juillet et août facilite l'étalement des congés. Il n'apporte aucune réelle liberté de choix aux salariés et accroît même leurs difficultés lorsque, par exemple, ils travaillent dans des entreprises différentes. Sur le plan industriel, si le décalage déplace la période pendant laquelle la production chute, il ne supprime pas cette chute. Deux raisons qui expliquent notamment l'avis des spécialistes : ceux-ci estiment qu'aujourd'hui des fermetures décalées il faut tendre vers des fermetures par roulement sur toute l'année affectant la totalité des entreprises.

Fermetures décalées ou fermetures par roulement : ces mesures ne peuvent être efficaces que si elles sont accompagnées de toute une série de dispositions facilitant le libre choix des usagers. N'en citons qu'une : prendre ses congés « à cheval » sur juillet et août est une bonne formule à condition que les locations de vacances à la semaine ou à la quinzaine soient généralisées.

C'est cette politique d'ensemble que devrait promouvoir le ministre de la qualité de la vie. Mais ne faisons pas la fine bouche. Si, l'été prochain, les constructeurs d'automobiles étalent leurs vacances, un premier pas important, et prometteur, aura été fait. — J.-F. S.

Nord - Pas-de-Calais

Des « états généraux » pour discuter et préparer le plan

De notre correspondant

Lille. — Pour élaborer le projet d'orientation du VII^e Plan, le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais avait décidé d'informer et de consulter la population, ce qui correspondait d'ailleurs au souhait exprimé par le premier ministre d'associer la nation à l'élaboration du Plan. En quelques mois, treize réunions ont été organisées dans les arrondissements (six dans le Nord et sept dans le Pas-de-Calais) avec la participation des élus locaux et de responsables divers. Ces assemblées, suivies en général par des auditions assez imposantes, ont permis de débattre du Plan et des difficultés de chaque secteur en dépit de divergences politiques, qui se sont parfois exprimées vivement.

Ces travaux vont trouver une conclusion par la réunion des « états généraux » du Nord et du Pas-de-Calais, qui auront lieu le 9 octobre à Lille. Il ne faut point s'étonner de la répétition du terme « états généraux ». C'est, en effet, à travers le rapport d'orientation, demandé par l'Etat un véritable cahier de doléances

qu'établiront les deux départements. On attend quelque deux mille représentants des deux départements, qui se réuniront dans le grand hall de l'hôtel de ville. Au cours de la journée du 9 octobre, des conclusions seront tirées des nombreux débats. Elles s'organiseront autour de dix thèmes : affaires sociales ; développement économique ; cadre de vie ; enseignement et culture ; aménagement du territoire ; information et relations publiques ; institutions et finances locales. Pour M. Pierre Mauroy, maire de Lille et président du Conseil régional, « il restait pas question pour nous de faire un contre-plan d'opposition au projet du gouvernement ». C'est ainsi qu'un rendez-vous a été demandé au premier ministre, M. Raymond Barre ; M. Chirac avait accepté le principe de cette entrevue.

GEORGES SUEUR.

LENTILLES DE CONTACT : des millions d'utilisateurs conquis. Pourquoi pas vous ?

Ne dites plus « je n'ose pas » : des millions de personnes dans le monde ont depuis longtemps renoncé à porter des lunettes et adopté les lentilles de contact. Ne dites plus « ce n'est pas pour moi » : chez YSOPTIC, il existe toute une gamme de lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles. Ne dites pas « lesquelles choisir ? » : chez YSOPTIC, des spécialistes vous conseilleront les lentilles de contact qui répondent le mieux à votre cas et vous garantiront une accommodation rapide et une tolérance parfaite. Venez faire un essai. Gratuitement.



YSOPTIC
80, Bd Maiesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

Parlez donc JAPONAIS !
Cours du soir - Tous niveaux - Professeurs japonais
Audio-Visuelle - Cours de calligraphie - Nouveaux
cours pour débutants en octobre - Inscript. immédiate
COURS DE JAPONAIS DE TENRI
ENSEIGNEMENT PRIVÉ
9, rue Victor-Considérant, Paris-14^e. T. 633-11-85.

GFC
Groupe Français de Conseils
SPECIALISTES EN RECHERCHE D'HOMMES NOUVEAUX
553, 89, 29
103, rue de la Pompe - 75116 PARIS

La filiale française d'un important groupe international
GRANDE CONSOMMATION
(10^e budget TV en France)
caractérisée par un esprit et une structure « MARKETING »
très développés, recherche
2 CADRES MARKETING
SENIOR PRODUCT MANAGER
100.000/120.000 F. AN
Il aura la tâche de développer un produit et d'en lancer 30 nouveaux. C'est un spécialiste du marketing des produits de grande consommation (27 ans) parlant et écrivant couramment l'anglais et ayant acquis son expérience comme Chef de Produit dans l'une des grandes sociétés internationales réputées pour leur technique avancée en Marketing.
Résidence Paris Réf. 480

MARKET RESEARCH BRAND MANAGER
80.000/85.000 F. AN
de formation supérieure économique c'est un (ou une) jeune spécialiste disposant déjà d'une solide expérience Market Research, acquise soit en INSTITUT DE RECHERCHE soit chez un grand du marketing produits de consommation.
Anglais impératif.
Possibilité de promotion réellement intéressante.
Résidence Paris Réf. 481

Solide Société française en forte expansion fabricant
DES EQUIPEMENTS POUR VEHICULES
250 personnes
recherche
JEUNE CADRE RESPONSABLE COMMERCIAL
78.000 F. AN
Agé de 27 ans minimum, de formation commerciale ou ingénieur, il dispose de 3 ans d'expérience des affaires acquise si possible en P.M.E. Sous 3 ans il sera appelé au poste de DIRECTEUR COMMERCIAL de l'entreprise. (Siège Courbevoie).
Résidence Paris Réf. 448

Très Importante Société Banlieue Paris Sud-Ouest
1500 Cadres
recherche
RESPONSABLE du RECRUTEMENT et du SUIVI des CARRIERES
90.000 110/000 F. AN
28 ans minimum, 4 à 6 ans d'expérience dans la fonction recrutement acquise soit en entreprise soit en cabinet conseil.
Résidence Paris Réf. 447

Ecrire en précisant la référence.
Il sera répondu à toutes les candidatures qui seront traitées de manière confidentielle.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LA MISE AU POINT DU PLAN DE M. RAYMOND BARRE CONTRE L'INFLATION

LE « BON ŒIL »

Il en est qui touchent du bois pour conjurer le mauvais sort. D'autres, à la veille de grandes décisions économiques, convoquent à déjeuner M. Pinay, M. Valéry Giscard d'Estaing l'avait fait, et aussi M. Pompidou. M. Raymond Barre n'a pas manqué à la tradition.

L'homme au petit chapeau a le « bon œil ». Il a réussi son coup de stabilisation en 1952, alors qu'il avait cumulé lui aussi les portefeuilles de Malignon et des finances. On n'a plus beaucoup de spécialistes du redressement à sa disposition. Pourquoi ne pas les montrer au moment opportun ? Et comme le nom de M. Pinay est déjà venu sur les lèvres des commentateurs lorsqu'il virent la bonne face ronde de M. Barre, pourquoi l'octogénaire, qui a non seule-

ment « bon œil » mais « bon pied », ne ferait-il pas mine de passer le flambeau à son cadet ?

Tout cela est émouvant et fera rêver dans les chaumières. Mais avant ce déjeuner M. Barre a dû se confier au conseil des ministres avec des réalités qui ne se dissipent pas par l'enchantement de souvenirs glorieux : le déficit de la Sécurité sociale, après celui de l'agriculture du fait de la sécheresse. Des milliards perdus s'ajoutent à d'autres milliards perdus, qu'il faudra bien récupérer, et notamment sur le dos des contribuables. Or, d'où est venue brusquement la popularité de M. Pinay ? Du refus d'impôts nouveaux. On n'aura évidemment pas le mauvais goût de criser « chiche » à M. Barre.

PIERRE DROUIN.

Le dispositif envisagé par le premier ministre

(Suite de la première page.)

Sur le déficit de la Sécurité sociale, sur le régime des prix, sur la fiscalité, sur l'armée, sur les agriculteurs, le « châtiment » — comme on recommence à appeler l'élysee — donne son avis de façon de plus en plus pressante. Le maintien de la loi Royer — qui, contrairement à ce que pensait initialement M. Barre, — celui aussi de la politique contractuelle dans le secteur public, ne témoignent-ils pas de ce changement de climat ?

Les problèmes qui se posent à M. Barre sont techniquement assez simples à analyser. L'économie du pays est déséquilibrée par une inflation des prix et des revenus qui traduit tout à la fois la volonté de chaque catégorie socio-professionnelle de s'arroger une part excessive du revenu national et par l'impuissance de l'Etat à régler ce partage dans les limites du possible. Ces déséquilibres « nominaux », sur lesquels insistent maintenant beaucoup les

experts officiels, ne doivent pas conduire, souligne-t-on, à des erreurs de diagnostic : la consommation des ménages n'est pas excessive, les exportations progressent de façon très satisfaisante. Seuls les investissements stagnent et l'agriculture est victime d'un accident climatique.

De ce constat découlent les choix actuels du plan Barre : lutte nécessaire contre l'inflation pour ramener la progression du couple prix-revenu à un niveau inférieur, mais aussi, semble-t-il, pour ralentir légèrement la progression du pouvoir d'achat ; effort de redistribution en faveur de l'agriculture et son rôle équilibré pour faire admettre les sacrifices nécessaires ; encouragement probable à l'investissement, même si l'on craint que le fait que les industriels risquent de prendre l'habitude de ne récupérer que dans la mesure où l'Etat consent des cadeaux.

Mardi prochain 20 septembre seront annoncées les mesures applicables dès cette année ; elles seront inscrites notamment dans le collectif budgétaire de 1976 et concerneront tout à la fois l'industrie, l'équilibre de la sécurité sociale, le dédommagement des populations qui ont subi l'exode de la Guadeloupe en raison des risques d'explosion de la Soufrière. En même temps, sera présenté le projet de budget pour 1977.

• Mesures d'application immédiate

Selon nos informations — et compte tenu, répétons-le, du fait qu'aucune décision définitive n'a encore été arrêtée — l'Etat pourrait couvrir la note « sécheresse » de la façon suivante :

• Les contribuables qui devaient payer plus de 5 000 francs d'impôt sur le revenu de cette année (environ 2,8 millions de contribuables sur 13 millions au total) supporteraient une majoration de 5 % de cet impôt ; la mesure rapporterait 1,8 milliard de francs. Il n'est pas exclu que soit retenu le principe d'une majoration modulée (5 %, 10 %, 15 %) en fonction de l'importance de l'impôt payé.

• L'impôt sur les sociétés serait lui aussi majoré de 5 %, ce qui rapporterait 1,5 milliard de francs à l'Etat, soit avec l'impôt sur le revenu 3,3 milliards de francs.

• Le produit du doublement (qui serait probablement définitif) du prix de la vignette automobile s'ajouterait à cette somme, soit un gain supplémentaire de

2,3 milliards de francs. En tout, 5,6 milliards de francs, c'est-à-dire, grosso modo, la facture sécheresse.

• Une majoration importante du prix de l'essence aurait, en outre, le triple intérêt de procurer des recettes supplémentaires à l'Etat, de pousser les Français à économiser du carburant et des devises et d'éviter une nouvelle augmentation du prix du pétrole, qui est le moyen de chauffage indispensable du plus grand nombre.

Statu quo amélioré pour les prix industriels

Figurement également parmi les mesures immédiates — mais pour annoncer les prémisses d'un plan de lutte contre l'inflation qui se poursuivrait pendant plusieurs années — un dispositif visant à ralentir les hausses des prix.

La solution retenue sera probablement une cote mal taillée, qui rappellera les engagements de stabilité des années 65 : les prix industriels déjà libérés (70 % de l'industrie environ) le resteraient mais les chefs d'entreprise s'engageraient à une stabilité complète de leurs tarifs pendant quelques mois (trois peut-être), soit à calquer le mouvement de leurs prix sur les variations des cours des matières premières et sur les gains de productivité qu'ils réaliseraient. Dans cette seconde hypothèse, les engagements seraient plus longs : six ou neuf mois. Les secteurs non libérés (textile, industrie alimentaire...) resteraient pendant un temps sous le régime actuel des prix contrôlés. Un dispositif un peu analogue fonctionnerait dans le secteur de la distribution.

En ce qui concerne le crédit, le dispositif d'encadrement mis en place jusqu'à la fin de l'année est rigoureux et ne permet pas des prêts inconsidérés. Tout au plus fait-on remarquer que le ralentissement actuel de la croissance de la masse monétaire est plus le fait du désempolement du Trésor et des sorties de devises que des crédits distribués à l'économie, qui, eux, continuent à croître assez vite. Sur ce point donc, un léger resserrement n'est pas à exclure.

En ce qui concerne le crédit à la consommation, la demande des particuliers était jugée normale, les mesures qui pourraient être prises ne seraient que symboliques : la durée du crédit automobile pourrait, par exemple, être ramenée de vingt-quatre à vingt et un mois. La politique d'austérité en matière de crédit sera poursuivie.

Il en sera de même pour les prix. Sur ce point l'Etat donnera l'exemple en augmentant les tarifs publics modérément, c'est-à-dire d'un pourcentage sensiblement inférieur à la hausse des prix de détail soit moins de 8 % l'an. C'est un choix qui se traduira soit par un ralentissement des investissements des entreprises publiques, soit par une majoration de leur déficit : le budget de 1977 prévoyait en effet, il y a quelques semaines, une augmentation de plus de 10 % de moyenne des tarifs publics (17 % pour la seule S.N.C.F.). L'Etat donnera également l'exemple de la sagesse en réduisant la progression des salaires dans la fonction publique.

Tout compte fait, le budget de 1977, qui sera présenté en octobre, n'a pas été modifié dans sa partie « dépenses ». Celles-ci restent fixées à 333 milliards de francs, en augmentation de 13,7 % par rapport au budget initial de 1976. Pour équilibrer ses charges, l'Etat ne pourra pas relever les tranches du barème de l'impôt sur le revenu du montant de la hausse des prix. Il en coûterait, en effet, plus de 5 milliards de francs, que l'Etat ne peut se permettre de perdre. La solution probablement retenue — dans un double souci d'austérité et d'équité — sera de ne tenir complètement compte de l'inflation que pour les seules tranches basses du barème. Une autre majoration de l'impôt sur le revenu pour les contribuables les plus aisés pourrait être décidée, afin de financer le déficit de la Sécurité sociale. Rien n'est encore décidé sur ce point. Mais M. Barre s'apprête à demander aux soixante-treize catégories de salariés qui bénéficient d'abattements supplémentaires pour le calcul de l'impôt sur leur revenu (pilotes de ligne, journalistes, représentants en publicité, voyageurs et représentants de commerce, etc.) d'accepter une réduction de 10 % de ces avantages.

Il semble que le projet, qui avait d'abord été étudié, de création d'un taux plus élevé (30 %) pour les droits de succession ait finalement été abandonné.

Reste le problème de l'encadrement des investissements. Une nouvelle déduction sur la T.V.A. mais de 5 % seulement — pourrait être associée à un emprunt « bonifié », qui bénéficierait aux industries créant de la main-d'œuvre ou largement orientées vers l'exportation.

Tels sont les choix qui se posent à M. Barre.

ALAIN VERNHOLES.

Les organisations paysannes sont mécontentes de l'évaluation officielle du coût de la sécheresse qu'elles chiffrent à 8 milliards, au lieu de 5,6

Il y avait de la rogne dans l'air mardi soir 14 septembre à l'issue de la réunion de la commission des comptes de l'agriculture. Les dirigeants des organisations paysannes venaient de prendre connaissance de l'évaluation officielle de la perte de revenu des exploitants en 1976 du fait notamment de la sécheresse, évaluation qui doit servir de base au calcul des aides que le gouvernement doit décider le 22 septembre prochain pour maintenir le revenu des agriculteurs à son niveau de 1975, conformément aux engagements du chef de l'Etat et du précédent premier ministre. Les comp-

tables nationaux ont présenté des chiffres sensiblement inférieurs à ceux des économistes ruraux : les premiers prévoient pour cette année une baisse du revenu de l'ensemble de l'agriculture de 9,4 % en francs constants (c'est-à-dire en tenant compte d'un dérapage des prix de la production nationale de 9,5 %), tandis que les professionnels tablent sur une diminution de 13 %. Dans un cas, la note est de 5,6 milliards de francs — et non de 6 milliards de francs comme nous l'avons indiqué dans nos éditions d'hier, — dans l'autre de 8 milliards de francs.

On comprend que les dirigeants paysans aient insisté en quittant la rue de Rivoli sur le « caractère très provisoire » des évaluations officielles. Il s'agit pour eux de ne pas avaliser des comptes trop loin des espérances. « Si les engagements du chef de l'Etat n'étaient pas respectés, l'agriculture ne pourrait pas maintenir ou reconstruire son potentiel de production et ainsi contribuer au rétablissement des équilibres économiques fondamentaux », ont souligné, dans un communiqué commun, les quatre principales organisations paysannes.

Pourquoi une telle différence entre les calculs officiels et les calculs professionnels qui concordent habituellement ? Conformément à la pratique courante, les comptables nationaux ont procédé aux opérations suivantes. Au 9 septembre, le volume des livraisons de produits agricoles de l'année 1976 apparaît en baisse de 2,1 % par rapport à celui de 1975, d'où une diminution très importante pour les produits végétaux : - 7 %, alors que les livraisons de produits animaux sont en augmentation : + 1,9 %.

Les prix agricoles évoluent selon l'état des marchés : 15,2 % d'augmentation des produits végétaux et 7,3 % pour les produits animaux. Pour l'ensemble de la production, la hausse des prix en moyenne est de 10,7 % entre 1975 et 1976. Au titre des recettes apparaissent encore 1 800 millions de subventions — compte non tenu de l'avance de 2,2 milliards décidée le 25 août dernier — ainsi que les indemnités diverses (+ 11 %) et les prestations sociales (+ 12 %). Côté dépenses, on trouve les consommations intermédiaires (engrais, énergie, transport...) en accroissement de 6,9 % en volume et de 8,8 % en valeur, les salaires (+ 12 %), les cotisations sociales (+ 15 %), les

impôts (+ 26,6 %). Au total, le revenu brut agricole (R.B.A.) atteint 55 milliards de francs en 1976 contre 56,95 milliards en 1975, soit une baisse de 3,4 %. Si l'on prend en compte une hausse des prix à la P.B. de 9,5 %, d'un taux de diminution du nombre des exploitations de 2,7 %, le revenu agricole en valeur réelle baisse de 9,4 % par rapport à 1975, soit l'équivalent de 5,6 milliards de francs.

Les comptes des économistes ruraux sont articulés de la même manière. Toutefois, la « méthodologie » diffère en ce qui concerne

la prise en compte des effets de la sécheresse. Plutôt que le résultat proprement comptable, les experts agricoles évaluent les pertes de recettes subies par rapport à l'année 1975 et le supplément de charges par rapport à la même année. Ainsi, pour le secteur bovin, les charges supplémentaires (achat de fourrage, transport, céréales autoconsommées) l'emportent sur les pertes de recettes (baisse de la collecte de lait et des prix des bovins) et le déficit fourrager représente une perte de revenu de 9,7 à 10,2 milliards de francs. Or, dans le compte de la commission, qui ne retient que des éléments objectifs, seuls 3 milliards apparaissent. Les pertes de certains secteurs étant compensées par les gains d'autres, c'est à 8 milliards de francs, soit 13 %, que les professionnels évaluent la perte totale.

Les organisations paysannes ne sont d'ailleurs pas les seules à contester les résultats officiels. Les salariés agricoles C.F.D.T. (F.G.A.), qui siègent également à la commission des comptes, estiment que ce calcul global masque des différences de situations extrêmes et demandent la publication d'estimations départementales. Les salariés agricoles, dont l'emploi est menacé par la réduction d'activité due à la sécheresse, viennent d'ailleurs de prendre une position dure sur ces problèmes.

Quelles peuvent être maintenant les réactions des agriculteurs ? Il est certain que les chiffres officiels vont mécontenter le plus grand nombre. Notre correspondant d'Alençon (Orne) nous signale que, dès mardi soir, un groupe de jeunes agriculteurs a manifesté devant la trésorerie générale.

ALAIN GIROUD.

AVEC CETTE CARTE

ESSAYEZ LES NOUVELLES CITROËN AVANT TOUT LE MONDE

Et bénéficiez d'avantages financiers exceptionnels

La carte PASSAVANT vous ouvrira les portes des nouvelles Citroën avant l'ouverture du Salon. Vous pourrez en effet les essayer en avant-première chez votre concessionnaire Citroën et bénéficier d'avantages exceptionnels sur le crédit et Ecoplan*.

Si vous n'avez pas encore cette carte, demandez-la à SVP222 (en PCV pour la province) ou renvoyez ce coupon réponse à SVP 54, rue Monceau 75384 Paris Cedex 08.

Je désire recevoir ma carte personnelle PASSAVANT

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

CITROËN par TOTAL

1976-09-15

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

La fausse querelle de l'indexation

II. — Rétablir des mécanismes honnêtes

par GILBERT GANTIER (*)

Contrairement à l'idée que l'on s'en fait communément, la suppression de l'indexation décidée en 1956 était plus une mesure de circonstance destinée à frapper l'opinion qu'un véritable virage technique (« Le Monde » du 15 septembre).

Il s'agissait surtout de conforter la conviction que le nouveau franc était désormais tellement solide qu'il était superflu de l'indexer. Sur le plan purement technique, la réforme de 1956 a fait perdre à l'indexation son caractère d'indicateur fort contestable : qui prétendrait, par exemple, qu'il y avait eu un véritable virage technique, sous prétexte qu'il s'agissait de contrats ayant un même objet, d'indexer sur l'évolution actuelle du coût de la construction des loyers relatifs à des immeubles amortis depuis le début du siècle ? Pour le surplus, même s'il n'existait pas d'indexation juridique organisée, il y avait eu l'hypothèque d'indexer que les partenaires sociaux — syndicats, patronat, secteur public — ne calculent pas à partir de l'évolution de l'indice des prix et augmentations de salaires qui constituent l'un des pôles essentiels de la politique contractuelle.

L'alchimie des prêts

A l'inverse, est-il parfaitement normal que les emprunteurs à long terme remboursent une dette qui devient, au fil des ans, de plus en plus légère pour eux, une part croissante en étant payée par l'inflation ? Nombreux sont les Français qui jouissent d'un plus grand privilège que le nôtre : ils ont une dette sociale, car elle est doublement « sociale » : elle bénéficie seulement à ceux qui disposent d'un capital minimum, à l'exclusion des classes les plus défavorisées ; elle favorise la hausse inouïe de l'immobilier, car elle maintient les particuliers vers des opérations d'un intérêt souvent discutable pour eux-mêmes, et, en outre, car elle permet le développement économique national, tel que l'achat de résidences secondaires collectives en Vendée ou sur la côte normande. Mais comment condamner un tel comportement, qui répond au très vieil adage : « l'argent ne pousse que sur les arbres » ? L'indexation, n'est-ce pas l'indexation plus sociale ?

Mais pourra-t-on au moins prétendre que, injuste au niveau individuel, le régime actuel de non-indexation de l'épargne est bénéfique au développement de l'économie nationale par le truchement de cette alchimie que les financiers appellent la « transmutation » et qui permet de ramener en prêts d'argent les sommes collectées à très court terme, notamment sur les livrets de Caisse d'épargne ? Je ne le crois pas. En effet, on bien les livrets, ainsi considérés, ont une inflation sociale (construction d'hôpitaux, de stades, etc.) et la non-indexation aboutit à en reporter la charge sur les générations futures tout en réduisant singulièrement la portée du contrôle politique des élus nationaux ou locaux, ou bien ces prêts sont destinés à financer des investissements économiques (routes, usines, etc.), et il est tout à fait illogique que ceux-ci ne supportent pas les charges financières normales qui devraient leur incomber.

La « productivité », si elle doit être le maître-mot de notre renaissance, passe nécessairement par la vérité des prix et des coûts. Si la rentabilité comparée des divers investissements possibles à un moment donné est l'élément essentiel de la productivité et dépendant trop souvent méconnu en France — doit être appréciée sans que certains composants se trouvent faussés par des situations juridiques différentes au regard de l'inflation. Il paraît donc préférable de faire payer au coût réel du marché ce qui doit être payé, et chaque fois que cela est nécessaire, de faire subventionner par le budget les réalisations sociales qui n'ont pas de rentabilité propre. L'efficacité nationale y gagnerait, et aussi la clarté de maints débats qui intéressent au premier chef le citoyen et le contribuable, car le « flou artistique » actuel, en matière de finances locales notamment, ne favorise pas le contrôle démocratique des dépenses.

Le bon sens et la routine

Venant d'un député de la majorité, ces réflexions ne manquent peut-être pas d'actualité. Le thème de l'indexation n'est-il pas « de gauche » ? Certains le croient, et il est vrai que le programme commun de la gauche s'y réfère, sans préciser d'ailleurs ni ses justifications ni les conséquences qu'il en tire. Mais le moment est venu de ne pas confondre le bon sens avec l'esprit de parti, le souci d'efficacité avec la néfaste routine.

Le gouvernement récemment constitué par M. Raymond Barre a reçu du président de la République la mission de lutter contre l'inflation. Le résultat qui consisterait le succès de son action serait donc, tout en préservant un niveau raisonnable d'expansion, de ramener l'érosion monétaire au niveau de nos voisins les plus efficaces : à celui que nous avons nous-mêmes connu pendant un bon nombre d'années, disons entre 2 et 3 % l'an.

Stratégie — on qu'il est possible de parvenir à un tel résultat tout en conservant un coût du crédit très supérieur à 10 % ? Il y a là un principe de contradiction dont nous ne mesurons sans doute pas assez l'absurdité. Autant affirmer que nous voudrions nous déplacer à 40 km/h tout en nous trouvant à 120 km/h ! Le coût du crédit anticipé en effet une part importante d'érosion monétaire. Ce taux est anormal : il constitue un alibi illusoire pour l'épargnant, il n'est supportable pour l'emprunteur que parce que des dettes qui dépasseraient ses possibilités en période de stabilité monétaire se trouveraient réduites par l'érosion monétaire.

Mais cette situation présente des inconvénients très graves : elle freine l'investissement parce que le débiteur doit tout de même payer, au cours de la période qui suit immédiatement son emprunt, de très lourdes échéances. Il ne peut y faire face que si sa rentabilité est exceptionnellement élevée, situation de monopole, par exemple, ou si l'inflation est si rapide que sa dette s'amortit très vite compte tenu de l'évolution des prix. En cas de stabilisation monétaire, cette situation, comme on l'a bien vu au cours du dernier quart de siècle, aboutit à la crise.

En effet, handicapés par des charges financières anormalement élevées, les entreprises ne peuvent respecter leurs engagements financiers, ce qui provoque une diminution plus que proportionnelle de leurs autres coûts, par exemple les salaires, ce qui aboutit à une restriction économique et à une dégradation de la consommation intérieure.

Procéder par étapes

Il convient donc de sortir aussi vite que possible de la situation actuelle où le taux d'intérêt est représentatif non seulement du loyer de l'argent mais aussi de l'anticipation d'une forte inflation, comme de toutes les incertitudes, il me paraît en effet de se libérer intégralement et d'un seul coup de celle-ci. Il faut procéder par étapes et utiliser au mieux les mécanismes libéraux sur lesquels repose notre système économique, et en particulier la notion de « risque » — bon au mauvais — qui devrait en constituer le moteur.

Dans l'état actuel des choses toutes les formes d'épargne sont soumises à dépréciation, et très singulièrement la souscription à des livrets de Caisse d'épargne, dont le taux de rémunération est très loin de compenser la perte en capital résultant de l'inflation. Cette situation est choquante, car elle laisse l'individu désemparé et sans défense devant des mécanismes financiers qui ne sont que des jeux de hasard.

(*) Député de Paris, républicain indépendant.

IMPORTANTE

SOCIÉTÉ FIDUCIAIRE SUISSE

OFFRE

EXCLUSIVEMENT

aux non-résidents français *
titulaires de comptes étrangers

PARTICIPATION

A COURT TERME

dans des programmes immobiliers importants

- Rendement élevé.
- Intérêt minimum garanti net d'impôts suisses.
- Dépôts en compte bancaire bloqué pour travaux.
- Contrôle permanent double signature.
- Participation aux bénéfices nets d'impôts payés en Suisse.

Ecrire : TRISERVICE, Box 626, 4, place du Cirque, 1204 GENÈVE (SUISSE).

* Vis-à-vis de la réglementation française des changes

EMPLOI

NOUVEL ACCORD C.N.P.F. - SYNDICATS SUR LE CHOMAGE PARTIEL

Au terme d'une dernière réunion tenue le 14 septembre (la première ayant eu lieu le 7), le C.N.P.F. et l'ensemble des organisations syndicales (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.R.T.C. et C.G.C.) ont signé un nouvel accord sur l'indemnisation du chômage partiel.

La règle générale n'est pas modifiée : toute heure chômée au-dessous de quarante heures de travail hebdomadaire est indemnisée à 50 % du salaire. Mais le taux de l'indemnisation a été porté de 7,50 à 100 % du salaire, à partir du 1^{er} juillet, sera portée, au plus tard le 1^{er} octobre, à 8,25 F et, à partir du 1^{er} novembre, à 8,45 F. Les syndicats réclamaient que ce minimum soit porté au niveau du SMIC (actuellement 8,53 F) ; le C.N.P.F. avait de son côté proposé le 7 septembre de fixer le plancher à 8,45 F.

Les signataires de l'accord ont convenu, à la demande des syndicats, de se revoir à la fin du mois de novembre afin d'examiner les possibilités de porter le plancher à 8,53 F.

Le système permanent d'indemnisation du chômage partiel, la C.G.T. et la C.F.D.T., qui avaient déjà signé les précédents accords et avaient convenu de leur nouvelle signature expliquant qu'elles n'étaient pas pour la politique du tout ou rien et n'abandonneraient pas à prendre des engagements sur des textes dès lors que ceux-ci apportent de réels avantages aux travailleurs.

AFFAIRES

Pour la première fois

UN CENTRAL E 12 SERAIT COMMANDÉ EN JANVIER PAR LES P.T.T.

CIT Alcatel, filiale du groupe C.G.E., vient de recevoir de la société américaine Microwave Communication Inc. une lettre d'intention de commande de cinq centraux téléphoniques E-10 de communication électronique terrestre. Ce contrat, premier du genre aux États-Unis, est important pour la C.G.E. Non pas tant par son montant (20 millions de dollars) que par sa valeur d'exemple et la référence qu'il permettra à CIT Alcatel de citer pour ses marchés internationaux. M. Ambroise Roux, P.D.G. de la C.G.E., estime que la déclaration du gouvernement français du 13 mai dernier donnant la « priorité des priorités » à la communication électronique a été un succès. En quelques mois, des marchés d'un montant total de 120 millions de francs ont été conclus avec l'étranger (sans compter le contrat M.C.I.).

Les dirigeants de la C.G.E. espèrent que, par un juste « effet de retour », ces succès à l'exportation leur feront bénéficier de la commande de cinq centraux téléphoniques E-10. En quelques mois, des marchés d'un montant total de 120 millions de francs ont été conclus avec l'étranger (sans compter le contrat M.C.I.).

Les dirigeants de la C.G.E. espèrent que, par un juste « effet de retour », ces succès à l'exportation leur feront bénéficier de la commande de cinq centraux téléphoniques E-10. En quelques mois, des marchés d'un montant total de 120 millions de francs ont été conclus avec l'étranger (sans compter le contrat M.C.I.).

BILLET

Mme Scrivener face aux P.M.E.

Mme Scrivener a séduit mais non convaincu les P.M.E. C'est par ces mots que M. Ginguère, le président de la Confédération des petites et moyennes entreprises, a conclu le débat, organisé mardi 14 septembre au siège de la confédération. A cette occasion, la secrétaire d'Etat à la consommation devait répondre aux questions des petits patrons — notamment des commerçants — qu'inquiète quelque peu son programme présenté en mai dernier (le Monde du 27 mai).

Après avoir rappelé l'esprit dans lequel elle entendait agir : « Ni laisser-faire ni interventionnisme contraignant, mais relations non conflictuelles et négociation entre les différents partenaires », Mme Scrivener a affirmé que les P.M.E. avaient un rôle tout particulier à jouer dans cette négociation, dans la mesure où les petites entreprises sont proches des consommateurs.

Au cours des débats, les participants ont manifesté leur

volonté de mieux coopérer à l'élaboration d'une politique de la consommation — qui se fait souvent « sans eux » et leur opposition à certaines dispositions du projet de loi sur les ventes à crédit. Le délai de sept jours qui serait laissé aux consommateurs pour confirmer leur intention d'acheter leur produit, abusi et lourd de conséquences, pour les professionnels de l'équipement notamment.

De nombreux intervenants ont également manifesté une profonde méfiance vis-à-vis des associations de consommateurs qui se multiplient et leur paraissent souvent non représentatives et trop politiques.

Est-ce pour calmer leurs inquiétudes que Mme Scrivener a annoncé que l'Institut national de la consommation deviendrait, si on le suit, « un centre technique sans esprit militant » ? En tout cas, les P.M.E. ont décidé de créer leur propre association : Classes moyennes-Consommateurs.

SYNDICATS

A PROPOS DE L'IMPOT-SECHERESSE

Le désaccord entre la C.G.T. et la C.F.D.T. se confirme et s'étend à la métallurgie

M. Georges Ségué, secrétaire général de la C.G.T., devait faire une déclaration importante, mercredi 15 septembre en fin d'après-midi, à l'issue de la réunion du bureau confédéral. L'annonce des modalités d'une riposte nationale avant la fin du mois — pour la défense du pouvoir d'achat et contre l'impôt-sécheresse — devait consacrer officiellement le désaccord sur ce point entre la C.G.T. et la C.F.D.T. après l'échec d'une rencontre commune lundi 13 septembre. Ce désaccord est d'autant plus grave qu'il s'est traduit au niveau des deux importantes fédérations de la métallurgie par l'ajournement des discussions consacrées à préparer une campagne revendicative de rentrée annoncée de longue date.

Trois décisions importantes ont, depuis le début de la semaine, confirmé les divergences entre les deux centrales. Lundi 13 septembre, comme le Monde du 15 septembre l'a annoncé, la dernière édition, les dirigeants confédéraux de la C.G.T. et de la C.F.D.T. se sont rencontrés et n'ont pu se mettre d'accord sur une riposte commune au « plan d'austérité ». Aucun communiqué n'a été publié, dans le sillage de ce débat dramatique, le désaccord, et aussi pour laisser aux deux parties un ultime délai de réflexion. Rappelons que la C.F.D.T. refuse de soutenir l'initiative de la C.G.T. en faveur d'une action rapide et d'ampleur nationale contre le « super-impôt-sécheresse ».

Mardi matin 14 septembre, les divergences entre les deux organisations prenaient des proportions plus grandes à l'annonce par la fédération C.G.T. de la métallurgie du report sine die d'une rencontre (prévue mercredi 15 septembre) avec les métallurgistes C.F.D.T. Engagés depuis le début de l'été, les discussions entre ces fédérations avaient abouti lundi dernier à un « constat d'accord » tant sur les modalités d'une « longue campagne » pour obtenir des négociations avec le patronat de la métallurgie que sur une plate-forme commune de revendications, chacun ayant fait un geste en direction de l'autre.

Apprenant l'annulation de la réunion, les métallurgistes C.F.D.T. ont exprimé dans un communiqué leur « stupeur » et leur « in-

quiétude pour les intérêts des métallurgistes » et « une telle décision conduisant à un ajournement prolongé » pour les cégétistes, il « paraît grave de suspendre la relation de l'action de la subordination à un accord préalable » au niveau confédéral « sur un aspect limité de la lutte contre l'austérité : l'impôt-sécheresse ».

Mercredi, les décisions que devaient prendre, seule, la C.G.T. révéleront vraisemblablement au grand jour les divergences avec la C.F.D.T.

Un compromis de dernière minute semble difficile à envisager, même si les deux centrales se refusent à employer le terme de rupture. Des deux côtés on entend sauvegarder les initiatives communes prises cet été pour le mois d'octobre.

SEMAINE D'ACTION C.G.T.-C.F.D.T. DANS L'ABRILLEMENT

C.G.T. et C.F.D.T. de l'Abbrillement ont décidé d'appeler les salariés de ce secteur à des défilés et à des manifestations dans la semaine du 13 au 17 septembre, c'est-à-dire au moment où se tiendra le Salon International de l'habitat maséculin à Paris et à la veille de la réunion de la commission paritaire nationale sur les salaires prévue le 17 septembre. Les deux fédérations réclament une revalorisation des valeurs, des garanties d'emploi et l'amélioration des conditions de travail.

THE QATTARA DEPRESSION EXECUTIVE PROJECT AUTHORITY

affiliated to the Ministry of Electric Power and Energy
Cairo, Arab Republic of Egypt

Invites to an international public tender for the execution of a test tunnel and of borings in connection with the Feasibility Study Qattara. These works are part of the geotechnical investigations for the Hydropower Project Qattara in Egypt. Western Desert, and are envisaged to be financed (foreign currency portion) by the Kreditanstalt für Wiederaufbau, Frankfurt (Federal Republic of Germany).

Contractors who are sufficiently experienced and interested in the works may offer their services for the following two lots, jointly or separately:

Lot I GEOTECHNICAL BOREHOLE INVESTIGATIONS

Approx. 10 boreholes, mostly fully cased, of a total of approx. 3300 L.M. and depths between 60 m and 800 m. Besides rock sampling, permeability tests, pump tests and groundwater level observations, extensive geophysical borehole logging is included, for which an especially experienced company as subcontractor is required.

Lot II TEST TUNNEL AND SHAFT

Vertical shaft of 200 m and 4 m in diameter with horizontal test tunnel of approx. 45 m in length with sections of 4 m and 8 m diameter, geomechanical and soil mechanical tests, test pits, etc.

Tenders will be received up to twelve noon on Monday, 22nd November, 1976, at the latest by already executed similar works and that they are sufficiently qualified.

Tenders will be received up to twelve noon on Monday, 22nd November, 1976, at the latest by

The Chairman
Qattara Project Authority
P.O. Box 1000
Heliopolis / Cairo

The Tender Documents will be issued against a documentation fee of Deutsch Marks 300.00 per copy from 20th September, 1976 at

Joint Venture Qattara
c/o Lehmann International GmbH
Lyoner Strasse 22
Post Office Box 710230
Tel.: 41978 11 d
8000 Frankfurt (Main) 71
Federal Republic of Germany

or
Joint Venture Qattara
Cairo Branch Office
8, Yanbo's Street
Post Office Box 275
Tel.: 222 190
Dokki/Cairo
Arab Republic of Egypt

LA VIE ÉCONOMIQUE

TIERS-MONDE

M. Waldheim invite les « 77 » à compter davantage sur les moyens humains pour assurer leur développement

M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, a engagé, mardi 14 septembre, les pays du tiers-monde à ne pas compter uniquement sur l'argent pour développer leur économie et à s'appuyer davantage sur les moyens humains. S'adressant aux « 77 », réunis à Mexico, il leur a recommandé une certaine prudence dans le domaine commercial, car, a-t-il dit, « les marchés d'exportation du tiers-monde ne peuvent pas se substituer très rapidement à ceux des pays industrialisés avancés ».

De notre envoyé spécial

Mexico. — S'adressant mardi à la conférence des « 77 », M. Waldheim, président de la République du Mexique, a prononcé un réquisitoire extrêmement vif contre l'attitude des pays industrialisés dont il a dénoncé l'incompréhension et l'égoïsme. Il a observé que les vingt-quatre pays les plus riches du monde, avec 19 % seulement de la population mondiale, disposaient de 65 % du total des produits nationaux de la planète, tandis que 61,50 % de la population du globe ne se partageaient au contraire que 14,9 % de cette production. Or ces mêmes pays riches ne consacrent que 0,5 % de leur produit national à l'aide publique aux pays en développement ; pas même de quoi permettre à ces derniers de payer depuis 1975 le service de leur dette extérieure.

M. Waldheim a, par ailleurs, reproché à ces pays de présenter leur structure économique, sociale et culturelle « comme modèle unique auquel doivent aspirer toutes les nations (...), se servant de leur grand pouvoir de divulgation, de pénétration pour imposer des conceptions d'une prétendue valeur universelle ».

Venant du président d'un pays dont les liens économiques avec les États-Unis (commerce, industrie, tourisme, banque, expansion...) sont extrêmement étroits, et où le fossé entre les citoyens riches et pauvres se creuse de plus en plus, M. Waldheim a souligné profondément qu'entre les pays industrialisés et les pays en développement, de tels propos peuvent paraître paradoxaux.

M. Waldheim n'a d'ailleurs pas été le plus virulent des orateurs à Mexico. M. Aziz Ahmed, ministre d'État pakistanais pour la défense et les affaires étrangères, a dénoncé en séance plénière « la tyrannie d'un ordre économique grossièrement injuste, mais en place par un tiers opulent de la population du monde pour protéger et promouvoir ses intérêts ». M. Aziz Ahmed a ajouté que la conférence Nord-Sud de Paris n'avait pas tenu ses promesses, que ses quatre commissions étaient dans l'impasse et qu'à son avis il n'y avait aucun espoir qu'elles en sortent.

La conférence des « 77 » a cependant entendu le même jour les propos plus modérés du re-

● EN GRANDE-BRETAGNE, le déficit de la balance commerciale a diminué au mois d'août. Il atteint 291 millions de livres, le meilleur résultat depuis cinq mois. En juillet, le déficit s'était élevé à 537 millions de livres.

Compte tenu d'un excédent d'environ 180 millions de livres dans les transactions invisibles, le déficit de la balance des paiements s'est établi en août à 151 millions de livres sterling. — (Reuters)

● ERATUM. — Dans nos dernières éditions du 15 septembre, page 34, une coquille typographique nous a fait écrire, dans le commentaire qui suivait la déclaration de M. Séguy sur l'indice des prix : « Cette démarche qui a été rejetée par les services de l'Institut National de la Statistique ». Il fallait lire « répétée ».

présentant de l'Inde, M. Ahuja. « L'heure est venue, a-t-il dit, de passer des déclarations à l'action ». Il a proposé à cet effet :

● l'échange de tarifs préférentiels entre pays en développement ;

● la création d'une institution assurant à ces pays des crédits d'exportation leur permettant de lutter à armes égales avec les pays développés ;

● la mise au point d'une banque d'informations technologiques entièrement contrôlée par les pays en développement ;

● l'accroissement des moyens de transport et de communication des pays en développement (des transports maritimes notamment).

Les deux commissions de la conférence qui ont pour mission d'étudier les moyens d'accroître la solidarité et l'efficacité économique des pays en développement se sont mises au travail, tandis que se poursuivait en séance plénière le débat politique.

JEAN SCHWABEL

AUTOMOBILE

GRÈVE DES OUVRIERS AMÉRICAINS DE FORD

Les cent soixante-dix mille ouvriers des usines Ford, réparties dans vingt-deux États américains, se sont mis en grève mardi à l'appel du syndicat des travailleurs de l'automobile (U.A.W.), dont le président est M. Leonard Woodcock. Les négociations sur le renouvellement de la convention collective triennale, qui expirait précisément à cette date, ont échoué sur le problème de la réduction de la durée du travail.

La direction de la société Ford, qui avait été choisie par le syndicat comme terrain d'affrontement, a indiqué qu'elle avait proposé des aménagements d'un ordre global de 1 milliard de dollars (environ 5 milliards de francs) en trois ans. M. Woodcock a justifié le déclenchement de la grève en affirmant que les bénéfices records de Ford au premier semestre 1976 (770 millions de dollars, soit 3,8 milliards de francs) permettaient de faire un effort et soulignait que le conflit soit le plus bref possible.

Celui de 1967, dans la même société Ford, avait duré quarante-huit jours, et celui de 1970 chez la General Motors fut prolongé jusqu'à soixante-sept jours, ce qui coûta 140 millions de dollars au fonds de grève du syndicat. Ce dernier dispose actuellement de 175 millions de dollars, de quoi tenir seize ou dix-sept semaines.

De l'avis des milieux économiques, la grève n'a pas entraîné d'incidence sérieuse sur l'économie que si elle se prolongeait au-delà de quatre semaines.

CONJONCTURE

Les industriels du cuir sont redevenus optimistes

La semaine du cuir, qui s'est tenue du 11 au 14 septembre au Parc des expositions de Paris, s'achève dans un relatif optimisme. « Le niveau d'activité est à nouveau satisfaisant, et les perspectives pour 1977 devraient permettre de maintenir une activité normale », assure M. José Bidegain, délégué général de la Fédération de l'industrie de la chaussure.

« La reprise tant espérée l'année dernière s'est manifestée », affirme, de son côté, M. Robert Boutevillain, président du conseil national du cuir. Les industries du cuir (chaussure, tannerie, maroquinerie) vont donc mieux après deux années qui compteront parmi les plus difficiles de leur histoire.

Dans la chaussure, en 1975, dix-sept entreprises ont dû fermer leurs portes et les effectifs ont diminué de 6 % (soit environ quatre mille deux cents salariés). En 1976, après une chute d'activité au début de l'année, la reprise, très nette depuis le mois de juin, a permis une reprise de l'embauche. Les fabricants de chaussures espèrent terminer l'année avec une production inférieure de 4 % à 5 % seulement (en volume) aux niveaux (excellents) de 1974.

La relative « normalisation » des taux de change (du franc vis-à-vis de la lire notamment), l'application de visas techniques sur les importations de chaussures à dessus cuir depuis juillet 1976 ainsi que la canicule qui a gonflé les achats de chaussures d'été, expliquent pour l'essentiel cette reprise. Quant à la tannerie, elle a bénéficié du retour en vogue des matières naturelles et de la tendance ascendante des cours du cuir brut, qui incite les fabricants de chaussures à anticiper leurs achats.

La « crise » a cependant profondément marqué la profession qui s'efforce depuis le début de l'année de lutter contre les causes

profondes du déséquilibre, et en premier lieu les fluctuations « folles » des cours du cuir brut, dues pour une large part à la désorganisation des circuits de commercialisation du cuir brut en France. Les fédérations de la chaussure et de la tannerie ont financé depuis le début de 1976 une étude sur la « filière cuir », destinée à mettre sur pied un plan de réorganisation de ces circuits. On pourrait notamment envisager la création d'un marché de pré-lavage des peaux (qui permettrait la constitution de stocks réguliers), la signature de contrats de campagne entre les producteurs de peaux (abattoirs, bouchers, voire éleveurs) et les utilisateurs (tanneries, fabricants de chaussures), etc.

La Fédération de la chaussure a également entrepris des discussions avec ses homologues des pays du Marché commun (italiens notamment), dans le cadre de la Confédération des fabricants de chaussures. Ces conversations ont pour objet de tenter de régulariser les flux d'importations de chaussures, dont les variations brutales liées à l'évolution des parités monétaires gênent considérablement cette industrie.

Enfin, les fabricants français de chaussures tendent à poursuivre leurs efforts de créativité afin que leurs créations tiennent mieux compte de la mode. A cet effet, une école de modelistes a été créée à Paris. — V.M.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MANUFACTURE FRANÇAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN

MICHELIN & CIE
Société en commandite par actions
au capital social de 500 millions de francs
RC CLERMONT-FERRAND B 855 200 507
N° APE 820
Siège Social : Place des Camions-Décharge
CLERMONT-FERRAND (Puy-de-Dôme)

emprunt 11%
de 600 millions de F

représenté par 600 000 obligations de F1000 nominal

Prix d'émission: le pair, soit F1000 par obligation

Jouissance: 1er septembre 1976

Intérêt annuel: F110 par titre

Amortissement normal en 13 années au maximum à partir du 1er septembre 1978 sur la base d'une annuité constante

soit par remboursement au pair par voie de tirages au sort annuels pour la moitié au moins des titres à amortir, soit par rachats en Bourse.

Amortissement anticipé possible à toute époque par rachats en Bourse

seulement

Cotations ces obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle dès la clôture de l'émission.

TAUX DE RENDÉMENT ACTUEL BRUT POUR LE SOUSCRIPTEUR:

11,05%

Une note d'information qui a reçu le visa COS n° 75-421 en date du 1er septembre 1976 est disponible auprès des établissements chargés du placement et au siège social de la Société. — Notice publiée au BALO du 13 septembre 1976.

SEFIMEG

Les recettes de loyers de la société ont atteint pour le premier semestre 1976, 37 830 000 F. Elles enregistrèrent une progression de 13,7 % par rapport aux recettes correspondantes du premier semestre de l'année précédente qui s'élevaient à 33 265 000 F. Il s'y ajoute 1 132 000 F de primes à la construction et 1 373 000 F de produits accessoires, ce qui porte les recettes totales du premier semestre 1976 à 40 335 000 F contre 35 756 000 F en 1975.

A VENDRE
IMMEUBLE BUREAUX
LIBRE
1.000 m2
CHAUSSÉE-D'ANTIN
Tél. 522-92-10, poste 12

Comprendre et calculer
L'IMPOT DES PLUS-VALUES

Une série de tableaux comparatifs clairs et explicites dans le numéro de septembre du mensuel « LES AFFAIRES »

Le revue pratique de gestion des entreprises et des professionnels
Abonnement 1 an 45 F, 2 ans 85 F, 3 ans 125 F, 4 ans 165 F, 5 ans 205 F. — Documents, 61, r. de Malte, Paris

Pour louer une voiture en Allemagne, réservez chez
europcar
645.21.25

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 9,30 % novembre 1973

Les intérêts courus du 2 octobre 1975 au 1er octobre 1976 sur les obligations Électricité de France 9,30 % novembre 1973 seront payables à partir du 2 octobre 1976, à raison de 84,70 F par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 3 ou estampillage du certificat nominal, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 3,30 F (montant global : 81,40 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libéré sera de 13,94 F, soit un net de 67,46 F.

Le paiement des coupons est effectué sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésoreries générales, recettes des finances et perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 17, rue Caumartin, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après :

Crédit lyonnais, Société générale, Banque Paribas, Société de Banque de Paris et des Pays-Bas, Crédit du Nord, Crédit commercial de France, Crédit industriel et commercial et de France, Société générale de Banque, Société marseillaise de crédit, Banque de l'Union européenne, Banque de l'Indochine et de Suez, Caisse centrale des banques populaires de France, Société centrale de banque.

ESPAGNOL

« Centro de Estudios del Colegio de España »

ANGLAIS

« English Home »

Dans le cadre de la Formation Permanente

Bourses pour Étudiants

COMPAGNIE EUROPÉENNE DE FORMATION PERMANENTE

9, boulevard de Bonne-Nouvelle 75002 PARIS - Tél. : 233-67-08

64, rue du Fer-à-Moulin 75005 PARIS - Tél. : 781-98-61

ANGLAIS-ESPAGNOL

C.M. INDUSTRIES

Pourrait-on se permettre de s'attacher, le groupe C.M. Industries, à s'occuper dans le domaine des matières premières pour les fums et arômes.

Aux termes des accords qui n'ont d'être conclus, C.M. Industries, la majorité du capital de la Société, a été achetée à G avant la fin de 1976.

La Société, spécialisée dans le parfum, la parfumerie, la cosmétique et de la pharmacie, débute France et s'étend à de nombreux pays étrangers, et notamment l'Europe, l'Afrique, l'Amérique, l'Asie.

C.M. Industries, avec ses filiales pour les arômes alimentaires et pour les produits de toilette, occupe déjà une place importante dans le domaine des parfums, avec la Société Toulon ensemble industrielle et commerciale.

Le groupe C.M. Industries, avec ses filiales, représente un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 70 millions de francs.

ACIER - INVESTISSEMENT

Au 31 août 1976, la valeur liquidative globale d'Acier-Investisse ressortait à 190,08 millions de francs, soit 112,75 F par action.

COMMERZBANK AG

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

ARTICLE 100 DU STATUT

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
14 SEPTEMBRE

VALEURS	CULTURE		COÛTS
	14/9	15/9	
Wax Linn 3 1/2 %	25 1/4	25 5/16	
Reacchem	370	317 1/2	
British Petroleum	582	582 1/2	
Anglo	376	376 1/2	
Yvonne	376	376 1/2	
Imperial Chemical	317	314	
Comstar	113	111	
Wax Linn 3 1/2 %	25 1/4	25 5/16	
Wax Linn 3 1/2 %	164	165	
Western Indemnity	13 1/4	13 1/4	
Western Indemnity	14 3/4	14 3/4	
En S. S. S.			

INDICES QUOTIDIENS		12 sept. 14 sept.
(INSEE. Base 100 fin 1915.)		
Valeurs françaises	88,1	88,5
Valeurs étrangères	105,3	105,8

DES AGENTS DE CHANGE		12 sept. 14 sept.
Indice général		
	88,1	88,5

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS	
------------------------	--

MÉTALLURGIQUE DE NORMANDIE	
----------------------------	--

MAISON PRENIX	
---------------	--

DOCKS DU PORT DE	
------------------	--

SARL ECO. SADAL	
-----------------	--

OFFRES PUBLIQUES D'ÉCHANGES DE PUK	
------------------------------------	--

LONDRES

VALEURS	CLÔTURE 14/3	COEFF 15/3
Bar L'Or 3 1/2 % ..	25 1/4	25 5/16
British Petroleum ..	328	317 1/2
Chemical ..	376	376 1/2
Shell ..	376	376 1/2
Yokohama ..	149	148
Imperial Chemical ..	117	114
Courtauld ..	113	111
De Beers ..	207	209 1/2
De Vries Zinc Corp. ..	184	185
Western Holdings ..	12 1/4	13 1/4
W. Brown ..	14 3/4	14 3/4
① En Stream ..		

NEW-YORK

Nouveau repli.

Les coups se sont de nouveau joués mardi à Wall Street où les capitaux Dow Jones a sauté d'un point et demi, à 298,50, et le volume des transactions a été de 10 millions 150.000 actions.

L'activité est restée réduite, à cause de la pluie, mais le chômage a continué de baisser, les gains ont été de 1 millions.

La cause principale de ce mouvement de hausse est la crainte d'une forte probabilité d'une grève de travailleurs des usines Ford. Quelque heures après la nouvelle, les craintes ont disparu, les capitaux ont baissé et la grève était effectivement déclarée (voir d'autre part).

Les marchés américains ont subi des pertes, les plus importantes dans les pays tels Bethlehem Steel, U.S. Steel, Inland Steel faisant état d'une baisse de 10 à 15 pour cent.

Les capitaux dans leur ensemble, ont subi une baisse d'incertitude qui provient de ce moment à Wall Street.

En résumé, les opérations boursières ont été intéressées le dimanche que la probabilité d'une grève de Ford.

Celui-ci devrait aussi consacrer un coup d'envoi d'une campagne de publicité pour l'issue reste tout à fait incertaine.

Indice Dow Jones des services de la semaine terminée le 21 mars 1933; des transactions, 21.18 (— 0,24).

INDICES QUOTIDIENS

	13 sept. 14 sept.
Valeurs françaises ..	88,1 88,5
Valeurs étrangères ..	106,9 105,8
C ^o DES AGENTS DE CHANGE	
(Base 100 = 29 déc. 1961.)	
Indice général	68,4 68,4

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

[illegible]

	COURS	COYRS
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
9		
10		
11		
12		
13		
14		
15		
16		
17		
18		
19		
20		
21		
22		
23		
24		
25		
26		
27		
28		
29		
30		
31		
32		
33		
34		
35		
36		
37		
38		
39		
40		
41		
42		
43		
44		
45		
46		
47		
48		
49		
50		
51		
52		
53		
54		
55		
56		
57		
58		
59		
60		
61		
62		
63		
64		
65		
66		
67		
68		
69		
70		
71		
72		
73		
74		
75		
76		
77		
78		
79		
80		
81		
82		
83		
84		
85		
86		
87		
88		
89		
90		
91		
92		
93		
94		
95		
96		
97		
98		
99		
100		

VALUES		13°	14°
os		56 3/4	56 1/4
ing		88 1/4	88 1/4
ing		28 3/4	28 3/4
Part of Mamours		120 1/2	120 3/4
times Kodak		51 1/2	51 1/2
		56 7/8	56 5/8
eral	Electric	54 7/8	54 1/2
eral	Motor	58 1/2	58 1/2
year		28 1/8	27 7/8
		102 1/2	102 1/2
ercent		102 1/2	102 1/2
oil On		28 1/2	28 1/2
		97 3/4	97 3/4
hamburger		27 1/4	27 1/4
one		94 1/2	94 1/2
on Carlsbad		94 5/8	94 1/2
on Steel		43 3/4	43 3/4
on		82 7/8	82 7/8

COURS DU DOLLAR A TOKYO	
14/8	15/8

dollar (en yens) ...	285 875	285 80
Taux du marché monétaire		
Ints privés	5 ...	%

BOURSE DE PARIS - 14 SEPTEMBRE - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

Compen- sation	VALEURS	Précéd. clôture	Précéd. cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compen- sation	VALEURS	Précéd. clôture	Précéd. cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compen- sation	VALEURS	Précéd. clôture	Précéd. cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compen- sation	VALEURS	Précéd. clôture	Précéd. cours	Dernier cours	Compt. premier cours	
577	1000 g. 1873 C.N.E. 5 %	1884	1881	1882	1882	580	Cie des Eaux	561	118	569	254	584	156	Orléans	161	581	151	150	480	I.R.	502	502	502	492
578		1884	1881	1882	1882	581	Cie des Eaux	561	118	569	254	584	156	Orléans	161	581	151	150	480	I.R.	502	502	502	492
345	Africaine Océ.	336	336	338	338	336	582	Orléans	161	581	151	150	480	I.R.	502	502	502	492	480	I.R.	502	502	502	492
346	Alst. Part. Int.	348	348	348	348	348	583	Orléans	161	581	151	150	480	I.R.	502	502	502	492	480	I.R.	502	502	502	492
240	Alst. Supér.	238	238	234	234	238	584	Orléans	161	581	151	150	480	I.R.	502	502	502	492	480	I.R.	502	502	502	492
144	Alst. Supér.	144	144	144	144	144	585	Orléans	161	581	151	150	480	I.R.	502	502	502	492	480	I.R.	502	502	502	492
310	Alst. Supér.	310	310	310	310	310	586	Orléans	161	581	151	150	480	I.R.	502	502	502	492	480	I.R.	502	502	502	492
152	Alst. Supér.	152	152	152	152	152	587	Orléans	161	581	151	150	480	I.R.	502	502	502	492	480	I.R.	502	502	502	492
310	Alst. Supér.	310	310	310	310	310	588	Orléans	161	581	151	150	480	I.R.	502	502	502	492	480	I.R.	502	502	502	492
127	Alst. Supér.	127	127	127	127	127	589	Orléans	161	581	151	150	480	I.R.	502	502	502	492	480	I.R.	502	502	502	492
127	Alst. Supér.	127	127	127	127	127	590	Orléans	161	581	151	150	480	I.R.	502	502	502	492	480	I.R.	502	502	502	492
127	Alst. Supér.	127	127	127	127	127	591	Orléans	161	581	151	150	480	I.R.	502	502	502	492	480	I.R.	502	502	502	492
127	Alst. Supér.	127	127	127	127	127	592	Orléans	161	581	151	150	480	I.R.	502	502	502	492	480	I.R.	502	502	502	492
127	Alst. Supér.	127	127	127	127	127	593	Orléans	161	581	151	150	480	I.R.	502	502	502	492	480	I.R.	502	502	502	492
127	Alst. Supér.	127	127	127	127	127	594	Orléans	161	581	151	150	480	I.R.	502	502	502	492	480	I.R.	502	502	502	492
127	Alst. Supér.	127	127	127	127	127	595	Orléans	161	581	151	150	480	I.R.	502	502	502	492	480	I.R.	502	502	502	492
127	Alst. Supér.	127	127	127	127	127	596	Orléans	161	581	151	150	480	I.R.	502	502	502	492	480	I.R.	502	502	502	492
127	Alst. Supér.	127	127	127	127	127	597	Orléans	161	581	151	150	480	I.R.	502	502	502	492	480	I.R.	502	502	502	492
127	Alst. Supér.	127	127	127	127	127	598	Orléans	1															

COTE DES CHANG

MARCHÉ OFFICIEL	COURS péc.	C
Euro-Ulex (5 l.)	4 932	4
Canada (5 can. l.)	5 852	5
Allemagne (100 DM)	196 875	196
Autriche (100 sch.)	27 720	27
Belgique (100 fr.)	12 740	12
Danemark (100 kr.)	81 870	82
Espagne (100 pes.)	7 263	7
France (100 francs)	3 816	3
Italie (100 lire)	3 877	3
Norvège (100 kr.)	40 428	40
Pays-Bas (100 fl.)	188 356	188
Portugal (100 esc.)	202 500	202
Suède (100 kr.)	112 780	112
Suisse (100 fr.)	196 980	196

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS franc.	COURS 10/5
Or fin (100 en barre)...	18280	18190 ..
Or fin (100 en lingots)...	18430	18190 ..
Pièces françaises (10 fr.)...	222 35	222 70
Pièces françaises (10 fr.)...	178	176 ..
Pièces suisses (20 fr.)...	168 75	177 ..
Union latine (20 fr.)...	170 10	168 90
Souveraine	167 25	162 10
Pièces de 20 dollars	387 50	372 40
Pièces de 10 dollars	449	428 ..
Pièces de 5 dollars	295	..
Pièces de 50 pesos	171 50	712 ..
Pièces de 10 florins	220 10	196 50

